

La victoire du peuple haïtien

Haïti, dimanche 16 décembre 1990: premières élections libres et démocratiques après plus de 33 ans de dictature sanglante. Grand vainqueur: Jean-Bertrand Aristide. Il entrera en fonction comme Président de la République le 7 février 1991, cinq ans jour pour jour après la chute de Duvalier fils. Toute l'Amérique latine a les yeux rivés sur l'expérience originale qui s'annonce dans ce petit pays des Caraïbes. Un regard avec André Gachet, de retour d'une mission d'observation de ces élections pour Pax Christi*.

Première République noire au monde, l'ancienne colonie française avait proclamé son indépendance le 1er janvier 1804. Mais la souveraineté politique ne signifiait pas, là-bas, indépendance économique et encore moins liberté et bien-être du peuple. Durant ces trois dernières décennies, la situation de ce pays, parmi les plus pauvres du monde, s'est encore aggravée.

Après le règne du Dr. François Duvalier (Papa Doc, 1957-71) et celui de son fils Jean-Claude (Baby Doc, 1971-86), la démocratie ne peut s'établir en un jour. D'où les nombreux soubresauts provoqués par les partisans du pouvoir absolu, toujours tentés par un coup d'Etat.

Aristide a été réclamé par un large mouvement populaire. L'intransigeant défenseur des pauvres n'a déposé sa candidature que trois jours avant l'expiration du délai légal, soit le 18 octobre. Il faut voir Aristide. Cet homme petit de taille et fluët ne manque pas d'un exceptionnel courage. Constamment menacé de mort, il a échappé à plusieurs attentats dont quatre épouvantablement spectaculaires. Il est aussi profondément disciple de Don Bosco

* On trouvera au Secrétariat de Pax Christi (Valentin 15, 1004 Lausanne), le rapport de cette mission d'observation.

à vos agendas

- Du 30 janvier au 9 février, **"LA GUERRE A DEUX VOIX"** Lecture-spectacle adaptée du livre de Laurence DEONNA. Lieu: Maison du Quartier de la Jonction, à 20h30.
"Si je pouvais arrêter le train de la guerre en me jettant dessous, je n'hésiterais pas une seconde."
Laurence Deonna.

- Mardi 26 février, la COTMEC vous invite à un débat sur: **VIOLENCE/NON-VIOLENCE** Quelle lutte pour la justice en Amérique latine? A l'occasion du 25e anniversaire de la mort de Camillo Torres. Réservez déjà la date. Plus de détails dans notre prochain No.

dans tout son être, mais fut exclu de sa congrégation religieuse à la suite de lamentables pressions de ceux qui se font appeler "princes de l'Eglise". Avec lui, la population a repris conscience et espoir. Le courage est communicatif. Et le peuple, totalement désorganisé, s'est mobilisé comme un seul homme. A l'intérieur, comme à l'extérieur du pays. Divers mouvements se sont unis dans le FNCD (Front de salut national pour le changement et la démocratie) et la diaspora haïtienne a contribué financièrement à l'opération Lavalas (en créole: "le torrent qui dévale des montagnes et emporte tout sur son passage").

Le cri des pauvres a été entendu. Les 1600 observateurs internationaux de l'ONU, de l'OEA (organisation des Etats américains), du gouvernement des Etats-Unis d'Amérique et de nombreuses ONG (organisations non gouvernementales), stupéfiés, ont assisté à la victoire des méprisés. Parmi les 11 candidats à la présidence de la République, les deux tiers du corps électoral (66,7%) ont élu, à la majorité absolue et au premier tour de scrutin, celui qu'ils appelaient depuis deux mois "Titid présidan".

Et l'Eglise catholique?

A tort on dit, ici, que l'Eglise s'est tue. Si l'Eglise est peuple de Dieu - ancienne définition officiellement réaffirmée au Concile Vatican II - alors l'Eglise a parlé par son peuple. Et clairement! A l'exception de Mgr Willy Romélus, courageux évêque de Jérémie et président de la Commission nationale Justice et Paix, la Conférence des évêques d'Haïti a accumulé des fautes graves. Les prises de position inadmissibles de l'archevêque de Port-au-Prince, Mgr François-Woff Ligondé, éternel sympathisant duvaliériste et cousin germain de la femme de Jean-Claude Duvalier, ont provoqué non seulement un net désaccord de la Conférence haïtienne des religieux et de nombreux prêtres diocésains, mais encore la colère du peuple. Sa dernière homélie, doublement intolérable au niveau de l'éthique et condamnable politiquement, lui a coûté son siège épiscopal. Seule son habileté

lui aura sauvé la vie. Maintenant il a quitté le pays. Les évêques n'ont pas le droit de fustiger une Eglise qu'ils appellent "populaire" pour faire plaisir à Rome, après s'être lamentablement coupés de leur peuple. Quant au malheureux nonce apostolique, humilié publiquement, il aura fait les frais de ce qu'inspire l'institution qu'il représente et payé chèrement la facture de ses prédécesseurs.

Incarnation de l'espérance

A Noël, les Haïtiens célébraient enfin l'incarnation de leur espérance. Après tant de souffrances, de larmes et de sang, on comprend que - avec vigueur et ténacité - le peuple défendra sa libération à peine plantée dans une terre encore fragile.

Le pouvoir macoute le sait maintenant, après l'échec du coup d'Etat du 7 janvier 91, fomenté par le docteur Roger Lafontant, ancien ministre de l'Intérieur et des Forces armées de Baby Doc et actuel président du parti néoduvaliériste.

Puisse la hiérarchie de l'Eglise catholique entendre ce message et instaurer un nouveau et vrai dialogue en son sein, avant de proposer une pseudo-réconciliation nationale! Car, comme le disait St-Jean, il faut aimer en actes et en vérité. ■

A.G.

Note:

Dans son message du nouvel an, Mgr Ligondé se demandait si les récentes élections n'ouvraient pas la porte à "une nouvelle dictature socialo-bolchévique" et à "la renaissance d'une police politique". De telles paroles prononcées avant même l'entrée en fonction du nouveau Président étaient plus que choquantes. C'était une véritable caution morale pour ceux qui ne rêvent que d'éliminer Aristide et les nombreux espoirs qu'il représente. Que quelques jours plus tard Lafontant lance son coup d'Etat, cette attaque de Ligondé a rapidement été considérée comme un aveu de complicité. D'où le saccage de l'archevêché par des gens qui recherchaient ce dernier pour le "déchouker". Peine perdue, il n'avait pas attendu son reste. (*En créole: "déraciner"; ce verbe exprime en Haïti la ferme volonté d'arracher jusqu'à la racine le pouvoir de mort qu'a représenté le "macoutisme". Dans bien des cas le déchouage représente la destitution symbolique d'un ancien milicien de son pouvoir. Que des macoutes notoirement impliqués dans de nombreux crimes aient été brûlés vifs, montre le degré auquel l'ancien pouvoir était honni. Le père Aristide qui s'est toujours prononcé en faveur d'une non-violence active a lancé de nombreux appels pour que cessent ces violences: il faut désormais que l'on tente de faire confiance aux organes de la justice pour rendre compte de ces crimes).

J.A. 1231 CONCHES
Changement d'adresse
16, bd du Pont-d'Arve
1205 Genève

COTMEC
bd du Pont-d'Arve 16
1205 GENEVE

cotmec



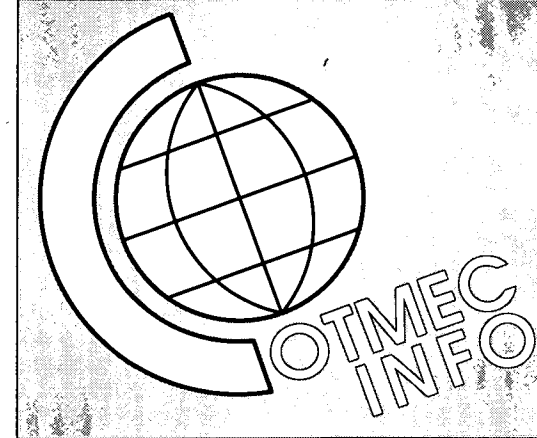
Commission Tiers Monde de l'Eglise catholique à Genève

16, bd du Pont d'Arve
-1205 Genève-
Tél.: 29.26.81
CCP 12-21551

Abonnement: Fr. 10.- / an
Rédacteur responsable:
Dominique Froidevaux
Ont collaboré à ce numéro:
Michel Bavarel,
André Gachet
Jean-Charles Roulin,
Dominique Froidevaux.

Sommaire du n° 131

- 1 Billet: Au-delà de la peur
- 1 Edito: Résistance!
- 2 Sri Lanka: récit de Michel Bavarel
- 3 Mini-dossier: Résistances indiennes en Amazonie, avec S. Cavuscens
- 4 Haïti: La victoire du peuple, par André Gachet.



Au-delà de la peur

A l'heure où sont rédigées ces quelques lignes, le monde entier vit dans l'attente angoissée de ce qui se va se passer au-delà du 15 janvier dans le Golfe. Le monde entier? Certainement pas les dizaines de milliers d'Africains qui, du Libéria à l'Erythrée, meurent de faim en ce moment-même dans l'indifférence générale.

En décembre dernier, la F.A.O. (Organisation des Nations Unies pour l'agriculture et l'alimentation) lançait un cri d'alarme annonçant pour l'année 91 une famine sans précédent qui entraînera la mort de plus de 5 millions de personnes! Ravagés par la sécheresse et la guerre civile, des pays comme le Soudan et l'Ethiopie sont à l'agonie. La communauté internationale a bien trop à faire avec la crise du Golfe, alors l'Afrique meurt presque oubliée! Terrible constat qui ne change rien à rien. Insoutenable amalgame de situations de souffrances qui semble étouffer, nous faire ravalier toute parole d'espérance.

Si le Tiers Monde à longterm fait pitié, provoquant en nous

un élan paternaliste, aujourd'hui il fait peur. La misère des uns, le fanatisme et l'anti-occidentalisme des autres nous angoissent au point de perdre tout espoir de voir se construire la paix et la justice. En une année, le souffle d'espérance qu'avait répandu la fin du conflit Est-Ouest s'est transformé en ouragan de peurs et de révoltes provoqué par notre incapacité à gérer les trop rapides mutations de notre civilisation. L'Histoire nous enseigne que nous ne construirons rien de positif sur la peur, alors commençons peut-être par là: exorcisons nos peurs et nos angoisses comme ne cesse de nous inviter à le faire Celui qui, lorsqu'il fut crucifié et abandonné, continua d'avoir confiance en l'homme. Nous avons à redécouvrir cette confiance en Dieu et en nous-mêmes, forts de la Parole de Vie que nous a donnée le Christ.

Réconciliés, pacifiés avec nous-mêmes, nous pourrions alors oeuvrer pour la paix et la justice malgré la désespérance que secrètent nos peurs. ■

J.-C. R.

Mini-dossier, p.3
Résistances indiennes
en
Amazonie

COTMEC

commission tiers monde
de l'Eglise catholique

N° 131 / Mensuel / Janvier 1991

Résistance!

Difficile d'écrire à cheval sur l'événement. Au moment où nous rédigeons, nous ne savons pas ce qu'il adviendra le 15 janvier et les jours suivants où vous recevrez notre feuille jaune. Une chose est sûre cependant: un solide capital de haine est en train de s'accumuler tous azimuts, mais particulièrement entre le Nord et le Sud en raison d'injustices que révèle la crise du Golfe et qui ne feraient que s'aggraver en cas de guerre. Quel que soit le destin de la tension actuelle - suspense prolongé, guerre éclair, éparpillement du conflit par le terrorisme... - c'est contre cette déflagration de haine que nous nous devons d'entrer en résistance sans tarder. Pour crier que le droit peut triompher sans parti pris pour la guerre. Pour crier "justice" avec tous ceux qui ont été et risquent d'être encore humiliés par le droit du plus fort. Notre rubrique "Bravo à" de ce mois (p.2) est consacrée à ceux qui ont déjà engagé le combat: quelques flashes sur des actes d'insurrection contre la guerre, des liens de paix au-delà des clivages exacerbés par la crise actuelle, des cris pour la paix dans la justice... Mais nous n'oublions pas de maintenir nos pages ouvertes sur d'autres régions et d'autres enjeux: Sri Lanka, Haïti, résistances indiennes en Amazonie (mini-dossier), risques de famine en Afrique (cf. le billet évangélique de Jean-Charles). Car s'il faut toujours croire la paix possible, "il faut aussi", comme le soulignait récemment Jean-Marie Domenach, "qu'on soit capable de la concevoir à l'échelle du monde entier, pas seulement à <<notre>> échelle"*. ■

D.F.

* Interview dans "l'Actualité Religieuse dans le Monde", Décembre 1990. Une excellente analyse.

Victoire des marchands d'armes...

"L'affaire du Koweït n'est-elle pas venue à point pour les groupes militaro-industriels désemparés par les perspectives de paix et de désarmement en Europe? Le "dictateur de Bagdad", leur ami et client d'hier, ne leur a-t-il pas fourni ce qu'ils attendaient: une bonne occasion de réactiver la politique industrielle militaire et de différer le moment (messianique pour tous les armés) où l'argent des armes irait à l'alimentation, l'éducation ou la santé?"

Ainsi, les armées déployées ne seraient pas les défenseurs du droit, ce qui serait leur seule légitimité, mais l'instrument de l'aggravation des inégalités économiques qui peuvent jeter ceux qui en sont les victimes dans le désespoir et la violence..."
Monique Chemillier-Gendreau, Le Monde diplomatique, janvier 1991.

Guerre juste?

"On reparle de guerre juste. [mais un des critères pour pouvoir la qualifier ainsi serait au moins:] avoir l'espoir fondé que la guerre n'engendrera pas de maux pire que l'injustice subie. Peut-être réalisable au temps de l'arbalète, cette condition est-elle concevable à l'ère de la guerre totale? La moindre étincelle, dans cette poudrière qu'est la zone du pétrole, entraînerait une explosion aux retombées incalculables, surtout si l'escalade conduisait jusqu'aux armes suprêmes, chimiques, bactériologiques, nucléaires. (...)

Ainsi, le déshonneur dont on a parlé, ce n'est pas de refuser la guerre, c'est de l'accepter, c'est d'employer ce moyen que Jean-Paul II appelle «le plus barbare et le plus inefficace pour résoudre les conflits»"

Jean Toulat, Témoignage chrétien, 5 janvier 1991.



Golfe: au-delà de la haine ! Bravos

● aux Femmes pour la Paix et au Mouvement apolitique pour une solution négociée à la crise du Golfe pour son appel pour une solution pacifique à la crise du Golfe. Le dimanche 13 février, cet appel a été envoyé au Conseil de sécurité des Nations Unies avec plus de 9000 signatures. Celles-ci continuent à affluer... Sur Genève, ces mouvements ont été les catalyseurs des espoirs de paix, relayant les mouvements des milieux américains et français soucieux de la paix. Des mouvements portés essentiellement par des femmes: épouses et mères de soldats envoyés au Golfe, notamment.

● Bravos aux ouvriers de

l'usine d'armement "Pantex" d'Amarillo, au Texas qui ont volontairement quitté leur emploi pour ne plus être complices de la fabrication de têtes nucléaires pour l'armée américaine. Bravo également à l'évêque, Mgr Matheisen, qui a créé une caisse de compensation pour les prendre en charge s'ils ne trouvent pas un autre travail.

● Bravos aux artisans d'un dialogue islamo-chrétien: alors que le conflit du Golfe tend à prendre une dimension religieuse, ceux qui s'engagent dans ce dialogue démontrent qu'on peut au contraire utiliser le canal des organisations religieuses pour faire entendre les revendications légitimes de toutes les communautés humaines concernées et que des ressources pour une résolution des conflits sans violence existent de part et d'autre. Signalons à cet

égard la tenue d'un premier colloque interreligieux lancé par l'Association pour le dialogue islamo-chrétien (ADIC), à Strasbourg, en décembre dernier, et le dossier passionnant sur "Questions à l'Islam sur la non-violence" proposé par le Mouvement international de la réconciliation dans le dernier numéro de sa revue francophone (Cahiers de la Réconciliation No 4, 1990).

● Bravos à l'ensemble des mouvements et organismes qui ont réalisé un journal intitulé "La Paix": huit pages pour soutenir toutes les initiatives qui sont prises en faveur de la paix. Avec notamment des contributions de R. Dumont, J. Gaillot, J.-M. Muller, Roger Tréfeu... Disponible à notre secrétariat ou à "Réalités de l'écologie", BP 28, 82200 Moissac, France. ■ D.F.

SRI LANKA: SOURIRES ET LARMES

Michel Bavarel, membre de la COTMEC et journaliste connu pour ses nombreux reportages dans le Tiers Monde, revient d'un voyage au Sri Lanka pour le compte de l'Action de carême. Son récit nous propose quelques "flashes" sur un pays ravagé par la violence et qui sera un des points d'attention durant la campagne de carême.

● Deux semaines au Sri Lanka, dans l'émerveillement d'une nature luxuriante. Tout ce vert! Celui des rizières en terrasses, celui des plantations de thé, celui des cocotiers... Avec, certes, des moustiques pour gâcher un peu le plaisir, rien n'est parfait.

● Deux semaines avec des Cinghalais - surtout - et des Tamouls. Une extrême gentillesse et le sourire permanent. Une délicatesse hospitalité. Une antique culture dont on découvre les vestiges. Des mendiants? Bien moins qu'en Inde. Je n'ai senti aucune agressivité et je n'ai pas eu l'impression d'être une proie à dépouiller de ses sous. Les Sri Lankais semblent résister à l'effet délétère du tourisme...

● Deux semaines au paradis? Avec deux gros "mais". Le premier, vous en avez entendu parler. Une guerre qui oppose les "Tigres" tamouls - qui réclament l'indépendance - à l'armée de Colombo. L'armée indienne a tenté de s'interposer, en vain. Après son départ, il y a eu des négociations, interrompues par la reprise des hostilités, en juin dernier. Au début de cette année, les "Tigres" ont proposé une trêve. Militairement, le Nord est tenu par les Tigres. Dans l'Est, l'armée contrôle les villes et certaines routes.

● Ce que je crois avoir compris: ce conflit oppose deux groupes ethniques, l'un de religion hindouiste - les Tamouls - l'autre de religion bouddhiste - les Cinghalais. Tous deux font un complexe de minorité. Les Tamouls parce qu'ils sont minoritaires au Sri Lanka. Les Cinghalais parce qu'ils sentent la pression des 50 millions de Tamouls vivant en Inde.

● Si nous accueillons en Suisse une dizaine de milliers de réfugiés tamouls, on compte un million de personnes déplacées au Sri Lanka. Je suis allé dans un camp, à l'Est. Six mille Tamouls dans une école. Quinze familles par classe. Le matin même de ma visite, quatre "Tigres" infiltrés avaient été tués par l'armée dans le camp.

● Second "mais", une autre guerre. Elle oppose les jeunes du parti "JVP" - des Cinghalais - au gouvernement et aux "forces de l'ordre". Frustrés de n'avoir aucune perspective d'avenir, en colère contre les injustices et la corruption, les jeunes du "JVP" ont tué des politiciens, incendié des centaines d'autobus etc.

● Dans la deuxième partie de 1989, il y a eu une épouvantable répression de la police, de l'armée et de groupes paramilitaires contre les jeunes du

"JVP". Et contre d'autres opposants. On a aussi réglé des comptes personnels. Le pays a été mis à feu et à sang. Pour terroriser la population, on faisait brûler les cadavres, entourés de pneus, sur les routes, on les faisait flotter dans les rivières. Des milliers de morts. Douze mille jeunes sont encore dans des camps de détention ou de réhabilitation.

● La douloureuse interrogation de prêtres catholiques sri-lankais: comment une telle violence est-elle possible dans un pays d'une si ancienne civilisation, dans un pays aussi religieux? (les églises, temples, mosquées, sanctuaires, statues, oratoires bouddhistes, hindouistes, chrétiens et musulmans abondent). Et le cri d'habitants d'un bidonville: quand vous retournerez en Europe, dites d'arrêter d'envoyer des armes, que ce soit aux "Tigres" ou au gouvernement! ■ M.B.

Au Sri Lanka, Michel Bavarel a rencontré le Père Oswald Firth pour l'inviter en Suisse à l'occasion de la prochaine campagne de Carême. Docteur en philosophie de l'Université de Strasbourg - il parle français - et directeur d'un centre d'action sociale, le Père Firth est notamment engagé dans l'aide aux personnes déplacées. Il est un artisan de paix au coeur d'un pays ravagé par la violence. Vous pourrez l'entendre en Suisse romande durant le mois de mars.

Mini-dossier

Du 7 au 9 février prochain aura lieu à Genève un important forum sur les "Résistances aux déforestations". Avec Silvio Cavuscens, nous proposons ici quelques éclairages sur les résistances indiennes en Amazonie telles qu'elles sont perçues à partir de l'action du Conseil Indigéniste Missionnaire (CIMI), un organisme d'Eglise engagé aux côtés des populations indiennes. Silvio est un passionné de l'Amazonie et des peuples indiens. Parti à l'âge de 18 ans pour les découvrir, ce jeune Suisse a longuement travaillé dans différents organismes soucieux de la promotion des droits des peuples indiens, dont le CIMI.

Interview de Silvio Cavuscens

L'histoire des premiers contacts du Christianisme avec les populations indiennes n'a pas toujours été très reluisante?

Quand on reprend l'histoire de l'Amazonie, on est obligé de constater que les missions ont joué un rôle très important dans le génocide de grande quantité de peuples indigènes. Malheureusement on peut dire que l'Eglise était au service du pouvoir de la guerre intentée à ces peuples pour les intégrer ou les rendre esclaves. Avec bien sûr des nuances et des exceptions telle l'action des Jésuites auprès des Indiens Guaranis au Paraguay et au Sud du Brésil qui ont tenté de s'intégrer à leur culture et ont pris peu à peu la défense de ces Indiens.

Comment l'Eglise a-t-elle évolué par rapport à ce problème?

On peut dire que la réunion de Puebla a marqué une étape nouvelle pour la reconnaissance et le respect des peuples indigènes. Il y a eu également le Concile Vatican II qui a ouvert de nouvelles perspectives dans le contact avec les Indiens. Au Brésil, cela s'est traduit par une préoccupation de quelques évêques d'essayer de répondre à la politique de génocide du gouvernement et de "sauver" les Indiens, dans un esprit peut être très paternaliste au départ, très assistanciel. Mais c'est de là qu'est né le Conseil Indigéniste Missionnaire (CIMI), entre 1969 et 1972. Le but de l'Eglise était d'essayer d'approcher les populations indiennes pour mieux les connaître, mieux les respecter. Il y avait également le souci d'une réparation historique par rapport à tout ce qui avait été commis auparavant.

Par qui était porté ce CIMI?

Il y avait bien sûr des membres de l'Eglise, prêtres, religieuses, mais aussi beaucoup de laïcs qui ont peu à peu pris les devants de l'action:

Résistances indiennes en Amazonie

Le rôle des Eglises aux côtés des peuples indiens

quelque chose de nouveau.

Des Indigènes sont-ils devenus actifs au sein du CIMI?

Non. Le CIMI est là pour donner un appui, en réponse aux aspirations des Indiens. Mais son objectif est que ceux-ci arrivent à se prendre en main eux-mêmes et puissent gérer leur futur et leur destin. C'est un peu comme une béquille provisoire, pour offrir certains instruments, un soutien dans une phase de l'histoire de ces peuples.

Comment l'action du CIMI est-elle perçue?

En général, de manière très positive. C'est qu'elle est très différente de celle de certains secteurs et sectes fondamentalistes nord-américaines, telles l'organisation "nouvelles tribus" au Brésil, qui ont une activité extrêmement prosélyte, très peu respectueuse de la culture, entretenant la conviction que les Indiens sont des âmes perdues à sauver, des êtres ignorants. Leur crédit auprès des populations dépend assez étroitement de leur démagogie: ils ont beaucoup d'argent et sont extrêmement assistancielles et paternalistes. Et c'est vrai que quand une population est en situation de survie, elle se laisse un peu prendre au jeu. Mais les réactions de rejet sont plus fortes: ainsi le "Sommer", une de ces organisations nord-américaines, a été expulsée sur pression des Indiens eux-mêmes. De plus en plus les Indiens sont exigeants et posent des conditions par rapport à ceux

qui veulent les aider. Cela nous oblige à être beaucoup plus rigoureux dans la forme de solidarité que nous voulons leur manifester. Il sont de plus en plus conscients que leur histoire est leur affaire, même s'ils ont besoin d'alliances. Mais cela ne doit pas devenir une ingérence extérieure.

Pour les populations indiennes en pleine évolution, ces médiations permettent-elles un meilleur rapport avec le monde environnant?

Il y a une conscience que les Indiens doivent faire des choix politiques, culturels. Et que ces choix vont avoir de nombreuses conséquences: ils vont devenir citoyens d'Etats modernes, ils vont aussi devoir adapter, intégrer des coutumes et manières de faire modernes, adopter en partie les langues dominantes. Mais, d'un autre côté, ça ne va pas les empêcher d'être membres de leurs tribus à part entière. De cela, ils ont aussi une conscience de plus en plus forte. Il refusent que ces choix soient faits par d'autres personnes ou par les gouvernements nationaux dont ils dépendent.

On assiste maintenant à l'organisation des peuples Indiens à une échelle très large dans tout le continent...

Les frontières géopolitiques n'ont en effet pas toujours de sens pour les peuples indigènes. De nombreuses tribus vivent à cheval sur les

frontières des Etats modernes: on n'a bien sûr jamais tenu compte de leurs territoires traditionnels dans l'établissement de ces délimitations. Les peuples non seulement du Brésil, mais aussi du Pérou, de la Colombie, du Venezuela, de l'Equateur, de la Bolivie se sont réunis sous une organisation commune qui est la COICA: la Coordination des organisations indiennes de la région amazonienne.

Quel est l'enjeu d'une telle coordination?

C'est d'avoir une plus grande force politique face aux gouvernements. Eux aussi s'organisent autour du "pacte amazonien" pour élaborer une politique régionale commune. Si les Indiens ne tentent pas de constituer un front commun face à ces programmes politiques et économiques, ils vont être annihilés, assimilés sans égards et rapidement, car les gouvernements ne les reconnaissent pas en tant que peuples. D'où la nécessité pour eux de s'allier, d'échanger leurs expériences et ainsi de mûrir et d'avoir une capacité de progresser ensemble.

Et le 5e centenaire de l'adite "découverte des Amériques", cela permettra-t-il aux Indiens de faire entendre leur voix?

Les Indiens vont déployer leurs forces pour s'unir davantage. Il y a une mobilisation des organisations indiennes des différents pays sud-américains pour repenser un peu quelle a été la signification de la colonisation, qu'est-ce qu'ils en ont tiré, et ce qu'ils veulent en faire maintenant. Comment s'organiser pour vivre et faire respecter leurs droits.

Je trouve que c'est un moment passionnant: on trouve des richesses, une capacité de ces peuples à faire face au monde moderne qu'on ne soupçonnait pas. C'est tout à fait prometteur pour leur avenir. ■

Propos recueillis par D.F.

7-8-9 Février 1991-GE Journées de solidarité RÉSISTANCES AUX DÉFORESTATIONS

-Jeudi 7, Forum I, av. Ste Clotilde 9, Dès 20h. Déforestations au Tibet.
-Vendredi 8, Aula Piaget, Uni II, Dès 20h. Déforestations en Amazonie.
-Samedi 9, Aula Piaget, Uni II, Dès 14h. Films et débats, Dès 20h. Déforestations en Asie.
■ Programme à notre secrétariat



Camilo Torres Restrepo Actualité d'un prêtre guérillero

Fin des années '60, Camilo Torres est entré dans la légende comme prêtre, héros et martyr de la lutte révolutionnaire armée en Amérique latine. Paradoxalement, c'est aujourd'hui à son combat pour la justice par des voies légales qu'on s'intéresse le plus. Portrait d'un homme d'exception, pour inviter à une rencontre-débat organisée par notre commission, pour le 26 février.

Né en 1929 d'une famille de la haute société de Bogota, Camilo Torres entreprend tout d'abord des études de droit, avant d'entrer en contact avec des dominicains français avec lesquels il sent naître en lui une vocation religieuse. Ordonné prêtre séculier en 1954, il est envoyé par ses supérieurs faire des études de sociologie à l'université de Louvain, en Belgique. C'est à partir de cette époque qu'il porte de plus en plus un très vif intérêt pour les problèmes sociaux, ceux de la misère qui règne dans les grandes villes en particulier. Sa rencontre, à Paris, avec l'abbé Pierre et sa participation à l'une des campagnes des "compagnons d'Emmaüs" ne feront que renforcer cet intérêt.

De retour au pays, il est nommé vicaire dans une paroisse de Bogota, puis aumônier dans une université d'Etat. Là il participe à la fondation de la faculté de sociologie et y est nommé professeur. Il entreprend alors une série d'études sur les problèmes sociaux de Colombie: la violence, la réforme agraire, la misère dans les bidonvilles, la structure sociale du pays... Très populaire parmi les étudiants, d'origines modestes pour la plupart (les universités d'Etat étant la seule possibilité de faire des études supérieures pour les milieux défavorisés), c'est à travers eux qu'il entrera plus profondément en contact avec les familles pauvres urbaines. Après une grève estudiantine durant laquelle il avait pris la défense de meneurs présumés condamnés sans jugement, ses supérieurs dans l'Eglise le prient de démissionner de ses fonctions d'aumônier universitaire et facilitent sa nomination comme directeur à l'Institut d'Administration sociale.

Pour un "amour efficace"

Camilo s'affirme alors dans sa critique du système social dominant: contre la mauvaise distribution de la richesse, de la propriété agraire en particulier, contre l'emprise nord-américaine en Colombie, contre la politique politicienne de la minorité dirigeante. Dans son constant dialogue avec les chrétiens et les autorités d'Eglise il précise sa motivation pour son engagement: l'injuste répartition des richesses est contraire au fondement de la foi que représente

l'amour du prochain. Le chrétien se doit d'aimer d'un "amour efficace", et cela n'est pensable que par une réelle révolution des structures politiques. Il est illusoire et contraire à la responsabilité des chrétiens d'attendre le changement d'en haut, car jamais un groupe au pouvoir ne va aller contre son propre intérêt. D'où l'importance d'un travail à la base avec toutes les forces actives du changement. L'Eglise devrait en outre se garder de toute compromission avec le pouvoir établi. En 1965, il est amené à rédiger une plate-forme pour un front uni des forces d'opposition. Surprise dans tous les milieux: sans que ce texte bénéficie d'une publicité particulière, il a une résonance énorme dans tout le pays. Qu'un prêtre issu d'une famille riche et connue s'exprime si clairement en faveur du changement dans le pays impressionne. L'inquiétude du pouvoir sera alors d'autant plus forte que Camilo semble mobiliser les foules à chacun de ses déplacements publics. Dès lors, de nombreux indices font prendre conscience à ce dernier qu'on s'apprête à l'éliminer physiquement. Les services de la police et de l'armée le serraient de près. En octobre 1965 il rejoint l'Armée de Libération nationale, une des nombreuses guérillas colombiennes qui venait de se constituer. Le 15 février 1966, il était tué au cours d'un accrochage avec l'armée.

"Don total"

Pour Camilo, la lutte armée de la guérilla ne pouvait se comprendre que dans "la perspective d'une guerre juste contre la tyrannie", telle que la définissait St Thomas d'Aquin. Son engagement personnel relevait peut-être aussi d'une mystique du "don total de soi" pour que les générations futures ne soient plus victime de l'esclavage. La violence du peuple était l'ultime recours des opprimés contre la violence d'un pouvoir injuste, n'offrant aucune chance à un combat dans la légalité. On ne trouvera cependant pas trace d'une pensée de stratégie de la lutte armée dans ses écrits. Et s'il s'est avéré piètre guérillero, c'est peut-être sa figure de grand rassembleur, de représentant d'une Eglise soucieuse du bien de tous qui prime dans le souvenir qu'en

ont ses contemporains.

Invitation au débat

La Cotmec a décidé de marquer le coup à l'occasion du 25e anniversaire de la mort de cet homme qui représente encore aujourd'hui le symbole d'un combat sans concession pour la justice. Nous proposons une rencontre-débat sur ce thème avec comme question centrale le problème de la lutte armée et de ses alternatives dans le cadre d'une non-violence active. C'est en effet un thème plus que jamais d'actualité en Amérique latine et en Colombie en particulier. Les mouvements de guérilla y oscillent entre la tentation de la légalisation et la poursuite de l'affrontement armé. Certains sont déjà passés à la vie civile (le fameux M19) d'autres sont sur la voie de négociations avec le gouvernement, malgré leurs offensives récentes.

Défis à la guérilla

Il faut bien dire que, sur le plan stratégique, contre une armée d'Etat moderne, la guérilla n'a plus aucune chance. Certains de ses anciens membres mettent les guérilleros d'aujourd'hui au défi de se lancer de toutes leurs forces dans la promotion économique et sociale du pays plutôt que de s'enfermer dans une dérive qui voit les "armées populaires" devenir des organisations de banditisme armé. Mais le passage à la vie civile n'est pas des plus faciles: les mouvements qui l'ont tenté ont vu leurs leaders assassinés et leurs membres sans armes décimés. Cela semble être une des rares constantes de la vie politique colombienne: depuis que des mouvements populaires tentent de s'exprimer, il y a toujours eu une répression très sélective et très efficace. Les grands rassembleurs aussi bien que les leaders locaux sont presque systématiquement éliminés. La Colombie détient ainsi le triste record mondial du crime politique. Et cela se fait souvent sous couvert de lutte contre les narcotrafiquants. Nous ne pouvons rester indifférents à cette situation. ■ D.F.

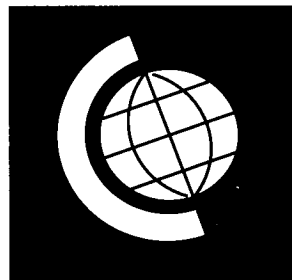
Pour en parler, rendez-vous le mardi 26 février, 20h00, au Centre culturel St-Boniface, 14 av. du Mail, Genève.

Intervenants: Oscar Maldonado (sociologue colombien), Walter Isnardi (pasteur uruguayen), Eric Sottas (S.O.S Torture).

La soirée a été préparée en lien avec le Groupe d'étude et de travail Suisse-Colombie. Elle se terminera par une fête colombienne avec le chanteur **Léonardo Ponce**. Une occasion de rencontre interculturelle!

J.A. 1231 CONCHES
Changement d'adresse
16, bd du Pont d'Arve
1205 Genève

cotmec



Commission Tiers Monde de l'Eglise catholique à Genève

16, bd du Pont d'Arve

-1205Genève-

Tél.: 29.26.81

CCP 12-21551-1

Abonnement: Fr. 10.- / an

Rédacteur responsable:

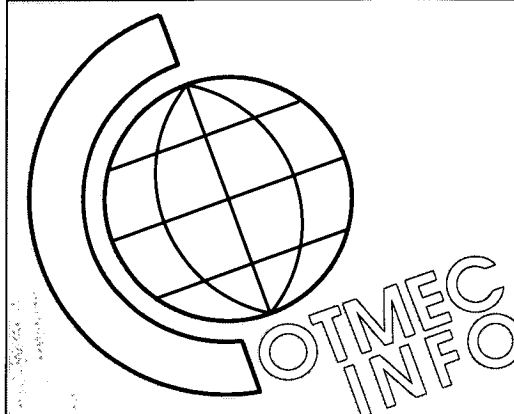
Dominique Froidevaux

Ont collaboré à ce numéro:

Elisabeth Reusse,
Jean-Charles Roulin,
Dominique Froidevaux.

Sommaire du n° 132

- 1 Billet: Une paix qui ne laisse pas en paix
- 1 Edito: Pas seulement pour les anges
- 2 Tibet
- 2 Non-violence au Brésil: Frédy Kunz
- 3 Jean-Marie Muller: Eglises et non-violence
- 4 C. Torres, prêtre guérillero



Numéro spécial
Pour une
non-violence active

COTMEC
commission tiers monde
de l'Eglise catholique

N° 132 / Mensuel / Février 1991

Pas seulement pour les anges

Dans toutes les familles juives, la tradition veut que, au moment de la Pâque, le patriarche raconte au plus jeune de la famille la libération du peuple juif de l'esclavage en Egypte. Un des moments forts du récit est celui où l'on décrit comment le peuple hébreux échappa aux armées de Pharaon, englouties par les flots de la Mer rouge. Un ami juif m'a dit un jour que cette victoire sur l'opresseur était souvent célébrée par des chants guerriers, très agressifs, dont la violence était soutenue par un rythme percutant: des chants qui auraient surgi de ce peuple humilié criant sa joie d'être enfin libéré. Dieu plus fort que les armées, du côté des faibles victorieux! Cet ami avait souligné aussi que, dans certaines traditions, on racontait que même les anges s'étaient mis à entonner ces mélodies, mais que Dieu y avait coupé court s'écriant: "Ah non! Pas vous. Eux, les hommes, ils en ont bavé, ils peuvent bien laisser éclater leur joie comme ils l'entendent. Quant à vous, n'oubliez pas que ce sont aussi mes enfants qui ont péri dans les flots!"

Dans cette histoire, il y a toute la force de la tradition orale: celle-ci permet de tenir ensemble plusieurs approches apparemment contradictoires, de nuancer sans cesse l'image que l'on se fait de Dieu, toujours imparfaite, inachevée. Dans le cas précis on peut conjuguer au fil du récit la certitude que Dieu est du côté des opprimés - certitude rappelée sans cesse dans tout l'Ancien testament - en même temps que la foi en son Amour pour tous les hommes.

Comment ne pas faire le lien, aujourd'hui, avec les cris des humiliés de tous bords. Les espoirs des populations d'Israël de voir aplatis la menace qui pèse sur elles. Mais aussi les cris de joie de ces Palestiniens qui ont dansé sur les toits à l'annonce des premiers tirs de missiles réussis sur le territoire de ceux qu'ils ne peuvent plus voir que comme oppresseurs.

On peut comprendre ces réactions. On peut aussi respecter ce sentiment profond de tous les peuples opprimés que Dieu s'il existe ne peut pas ne pas être à leurs côtés dans leurs souffrances. Il s'agit là de bien autre chose que la récupération de Dieu par les puissants qui s'autorisent à l'invoquer pour légitimer leur entreprise guerrière.

Mais on peut aussi aller plus loin et tenter de regarder l'autre avec le regard de ce Dieu qui dit: "ceux que tu vois comme ennemis, ce sont aussi mes enfants"... Un choix qui, s'il implique une non-violence radicale, ne signifie pas pour autant résignation ou passivité devant l'injustice.

Votre bulletin, ce mois-ci, est consacré à quelques ouvertures sur une non-violence active. Histoire de montrer qu'elle n'est pas faite que pour les anges... ■

D.F.



Une paix qui ne laisse pas en paix!

"C'est un feu que je suis venu apporter sur la terre... Pensez-vous que ce soit la paix que je suis venu mettre sur la terre? Non, je vous le dis, mais plutôt la division!" Personne ne s'étonnerait d'apprendre aujourd'hui que ces propos sortent de la bouche de certains chefs d'état en guerre. Seulement c'est loin d'être le cas puisque c'est Jésus-Christ qui s'adresse ainsi à ses disciples dans le chapitre 12 de Luc! Ces paroles de Jésus dérangeant: comment celui qui a exhorté les hommes à aimer même leurs ennemis, à tendre l'autre joue et à pardonner, peut-il dire qu'il a apporté la division?

Paradoxalement Jésus ne cesse de donner la paix autour de lui. Le sens que Jésus donne au mot paix semble être très distant de celui que nous lui attribuons aujourd'hui. Vivre en paix revient pour nous à mener une existence tranquille, à supprimer tout conflit ou à s'en retirer. Nos provisions et nos assurances sont là pour nous rassurer, et nous donner toutes les sécurités pour qu'on nous "fiche la paix". Jésus va même plus loin en nous ouvrant les yeux sur les illusions d'un certain pacifisme qui consisterait à croire que l'homme seul peut gérer la paix et harmoniser le monde qui l'entoure.

La paix que Jésus nous donne vient de Dieu, et elle passe par des combats, des coupures et des divisions. Il est impossible de rester neutre dans le Royaume de justice que veut construire le Christ. Lui-même a pris parti pour les pauvres, les petits, les estropiés et les opprimés. Un tel choix engendre des conflits, amène son lot d'amis et d'ennemis, et l'a mené à une mort violente.

Le temps du carême nous rappelle que nous sommes pécheurs, que nous avons nos limites, et par conséquent que nous engendrons des conflits. Oeuvrer pour la paix consiste alors à gérer ces conflits et non pas à les ignorer ou à croire que nous pourrions les supprimer par notre seule volonté. Accueillir la paix de Dieu nous engage à faire des choix, à mener des luttes qui n'ont rien de paisibles mais qui ne doivent à aucun moment être teintées de haine ou d'intolérance.

"L'Action de Carême" et "Pain pour le Prochain" nous invite cette année à réfléchir sur "le prix de la paix", une paix qui passe par la gestion de nos propres conflits personnels, familiaux et professionnels. Et si au lieu de nos habituelles "résolutions de carême", nous nous privions cette année de notre tranquillité, de nos silences complaisants et de notre paix à bon marché! ■ J.-C.R.

Non-violence au Brésil

La dignité des opprimés

Frédry Kunz, né en Suisse en 1920, est actuellement prêtre au Brésil. Il est un des témoins de la force libératrice de la non-violence comme arme des plus démunis de nos sociétés. Un livre récent* nous permet de découvrir la vie de cet homme et sa recherche passionnée, à partir de l'expérience des opprimés, d'une mystique qui serait un moteur pour l'action.

Emigré très tôt en France avec sa famille, Frédry Kunz a d'abord fait un apprentissage de cuisinier. Il s'ouvre à l'action politique à travers la jeunesse ouvrière chrétienne. Durant la guerre, il s'engage comme volontaire: "peut-être avais-je l'idée de partager le sort de ceux qui souffrent..." Fait prisonnier, il éprouve douloureusement l'absurdité de la guerre lorsqu'il voit mourir son meilleur ami sous les bombes américaines. En captivité, il fait aussi l'expérience d'une fraternité au-delà des frontières, même avec les ennemis. Ce sera déterminant dans toute sa vie. Devenu prêtre chez les Fils de la Charité, il sera sans cesse en quête de partager les conditions de vie les plus marginales: 13 ans dans un quartier ouvrier de Montréal, depuis 1968 dans le Nordeste brésilien, avec les prostituées, puis les paysans pauvres, en particulier durant la sécheresse. Depuis quelques années, il vit dans les favelas de la périphérie de Sao Paolo.

Dépouillement

Surprenante la vie de cet homme. Au coeur de la pauvreté, il se dépouille de toute visée paternalis-

te: il n'est pas missionnaire auprès des pauvres, il est parmi eux, en recherche d'une dignité pour tout homme. Il avoue avoir appris de ses compagnons le partage (il en était dépendant puisqu'il a toujours refusé tout revenu de son ordre religieux), la résistance, le sens de la fête dans l'insouciance du lendemain, la richesse d'une vie sans pouvoir, ni avoir, ni honneur.

Spiritualité non-violente

De cette pratique, il développe une spiritualité branchée sur l'action, dans un esprit profondément non-violent. Non pas à grands coups de théorisation, mais à partir d'expériences de luttes actives en milieu populaire. Ainsi naît ce que Frédry - devenu "Alfredinho" au Brésil - appelle la "Fraternité du serviteur souffrant". Une dénomination un peu surprenante pour qui ne tente pas de saisir, de l'intérieur, la logique d'action des plus démunis. Le mot "souffrant" ne les rebute pas: il décrit simplement leur réalité de tous les jours. Quant au mot "serviteur", il évoque en premier lieu une revalorisation de leur condition: "si je

sers, c'est que je suis reconnu, donc j'existe..." Cela n'a rien à voir avec une exaltation de la souffrance pour elle-même. Au contraire, la mystique du serviteur souffrant - inspirée du livre d'Isaïe dans l'Ancien Testament - insiste sur la prise de conscience des conditions de l'oppression pour les surmonter, sans haine ni violence à l'encontre des oppresseurs.

Le combat des éboueurs

Mieux que par un long développement, on saisira de quoi il s'agit à travers la description d'une des luttes marquantes qui semble avoir pris valeur d'événement fondateur pour cette Fraternité. Il s'agit d'une opération que beaucoup avaient trouvé complètement loufoque, au départ. Mais qui s'est révélée beaucoup plus forte que prévu, car elle allait dans la droite ligne d'une logique d'action des démunis: elle travaillait à partir des symboles et non du discours. C'était en pleine sécheresse, les populations pauvres du Nordeste étaient en proie à une famine meurtrière, aggravée par les nombreuses injustices dues à l'accaparement des terres fertiles par les grands propriétaires et aux pratiques dévastatrices des politiciens corrompus. Et voilà que Frédry et ses compagnons lancent, durant le carême, une grande opération de nettoyage des rues. Aucun rapport apparemment. L'action est baptisée, non sans humour, "Lixbras", contraction de "lixeiro do Brasil" (les éboueurs du Brésil), un nom parodiant celui de grandes compagnies brésiliennes, comme Petrobras. Elle devient vite le catalyseur de toute une réflexion collective: symboliquement la saleté des rues que l'on veut chasser est celle de "l'égoïsme, de l'individualisme, du laisser-aller qui entrave l'union du peuple". C'est aussi la pourriture que représente la domination des grands propriétaires et des politiciens. Les effets du mouvement sont surprenants: les participants, des exclus pour la plupart, se retrouvent tout à coup munis d'une identité, du sentiment d'appartenir à une communauté agis-

sante. Quant un évêque, puis une bonne bourgeoisie sont emportés dans le mouvement, cela interroge. Dans sa visée, il cherchait justement à inviter ceux qui détiennent le pouvoir à changer leur vie. Bien vite le maire de l'endroit prend les choses comme un reproche à la municipalité qui ne faisait pas son travail, surtout dans les quartiers périphériques habités par les pauvres. Même si ce n'était pas là l'objectif de l'action, elle l'a fait bouger sur ce plan: il s'est résolu à envoyer des camions pour emporter les montagnes de détritus amoncelées par le Lixbras. Enfin, en cette période de famine, les éboueurs se sont vus inviter pour les repas un peu partout dans la ville. Les injustices ne se sont bien sûr pas évaporées magiquement d'un coup, mais un coin de contestation a été enfoncé avec force, sans écraser personne. Et le carême, cette année-là, s'est transformé en acte de pardon pour les ordures qui minent la société et en incitation à la révolution pacifique.

Une fraternité originale

Dans le contexte latino-américain, la Fraternité mise en orbite par Frédry a sa particularité. Elle propose un équilibre original entre contemplation et action Elle facilite l'accès des plus pauvres aux communautés chrétiennes de base et aux organisations politiques populaires qui restent encore trop souvent fermées aux analphabètes (leur fonctionnement est souvent fondé sur un parcours de formation qui suppose au moins de savoir lire). Enfin, cette expérience de vie basée sur un refus des valeurs centrales de la société de consommation, au nom d'un idéal de justice pour tous, constitue un défi à notre mode de vie...

D'ac, Frédry, dès que tu fais un saut par ici pour retrouver les tiens, on t'invite à en débattre à la Cotmec! A bientôt. ■

D.F.

* "Frédry Kunz, Alfredinho et le peuple des souffrants", par Michel Bavarel, Les éditions ouvrières/coll. "A pleine vie", Paris 1991. ■ Disponible à notre secrétariat.

Bravo à...

un groupe de députés qui, après plusieurs mois de travail est parvenu à convaincre le Grand Conseil genevois de voter deux textes en faveur des objecteurs de conscience. Le premier autorise les objecteurs condamnés à une peine d'emprisonnement à repousser leur peine de plusieurs années. Ceci avec l'espoir que durant ce laps de temps, la Suisse optera enfin pour un véritable service civil. Le second point précise que les refuseurs de taxe ne seront plus dénoncés à l'autorité pénale, ce qui en d'autres termes veut dire qu'ils n'iront plus en prison. Seule la poursuite fiscale (c'est à dire le paiement) est maintenu, avec saisie sur le salaire en cas de maintien du refus. Reste à souhaiter qu'un "Bravo à..." puisse être attribué prochainement aussi au Conseil d'Etat, à qui il incombe maintenant d'entériner ces deux votes ou au contraire de les refuser.

Mini-dossier

Golfe: les Eglises et la non-violence

Depuis que les affrontements militaires ont éclaté dans le Golfe, les artisans de paix sont largement minorisés dans les médias. On parle du "pacifisme", globalement, en le présentant comme une forme de passivité ou de démission face à la situation actuelle. Or, dans ce conflit tout particulièrement, il est vital de prendre au sérieux les ressources d'une non-violence active. Un regard avec Jean-Marie Müller, spécialiste réputé de la stratégie d'action non-violente. Et quelques questions aux Eglises...

Interview de Jean-Marie Müller

Ce texte présente un résumé et quelques extraits d'une interview qui sera rediffusée sur Radio-Cité (91.8 / FM) le mardi 26 février (à 8h15 et 22h15). Sa retranscription intégrale peut être obtenue à notre secrétariat.

Analyse de la crise

Il y a eu agression notoire, une violation formelle du droit international que nul ne peut nier. L'agression de l'Irak contre le Koweït, il fallait certainement intervenir, ne pas laisser faire.

Mais il y a eu aussi un coup de force diplomatique des Etats-Unis sur la scène internationale. Libérés de l'antagonisme Est-Ouest ils se sont senti les mains libres pour intervenir militairement massivement en Arabie Saoudite avec le prétexte de rétablir le droit international. La puissance américaine s'affirme désormais comme puissance dominante au niveau de l'ensemble de la communauté internationale.

L'alternative n'a jamais été entre le laisser-faire, la résignation et la guerre. La non-violence active suppose que l'on tente de comprendre les situations d'injustice créées par des structures ou des relations injustes, pour les dénoncer et les combattre de toute notre force. Or, dans le Golfe, la situation d'injustice remontait déjà aux structures héritées de l'époque coloniale. On ne peut pas l'isoler non plus de tout le contexte du Proche-Orient, actuellement encore dominé par le conflit Israël-Palestine. La communauté internationale s'est trop peu engagée jusqu'ici pour la recherche d'une solution diplomatique à cet imbroglio.

Face à cette crise il y avait une décision des Nations-Unies qui était l'embargo. Elle n'a pas été respectée par les Nations-Unies elles-mêmes en ce sens qu'elles n'ont pas pris les décisions suffisantes et suffisamment longtemps pour que cet embargo devienne véritablement efficace. Or il y avait de bonnes conditions pour une gestion non-violente de cet embargo: sans nuire à l'approvisionnement alimentaire ou sanitaire de l'Irak, on pouvait toucher son industrie et

surtout son industrie militaire (que nous avons contribué à édifier), par un blocus extrêmement vigilant.

Maintenant, la logique de guerre est malheureusement déjà entrée en action. Il est dès lors très difficile pour les opinions publiques d'avoir prise sur le cours des choses. Le contrôle de cette machine de guerre échappe aux chefs d'Etats eux-mêmes, les amenant toujours plus loin qu'ils ne le voudraient.

Que faire?

"Il ne faut pas pour autant baisser les bras et désespérer de tout. Je crois qu'il faut que l'opinion publique prenne conscience de la responsabilité qui est la sienne: s'opposer par tous les moyens pacifiques possibles à cette logique de guerre et déjà préparer ce que sera l'après-guerre. Il faut déjà lancer des pistes de réconciliation. Car j'ai très peur que dans cette logique de guerre il y ait une opposition frontale entre le Monde arabe et l'Occident. Ils ont toujours eu une extrême difficulté à vivre dans la paix et dans la reconnaissance mutuelle. Cette guerre ne peut être qu'un nouvel obstacle à cette coexistence pacifique. Donc il faut utiliser toutes les possibilités de rencontre que nous avons avec les populations arabes, ou en créer de nouvelles. Il faut que les Palestiniens comprennent que nous ne sommes pas leurs ennemis. Que nous continuons à penser que leur revendication d'une terre, d'une patrie, d'un Etat reste légitime. Tout le monde a à perdre dans cette affaire, y compris les Israéliens car la justice est indivisible. Elle vaut pour les Palestiniens comme pour eux-mêmes, pour les Kurdes, pour les Libanais. On est dans un engrenage de la technologie militaire et de la médiatisation de cette technologie: on ne nous raconte que l'affrontement des matériels. On voudrait même flatter nos

appétits de voyeurs qui regardons derrière notre écran télévisé les autres jouer au jeu mécanisé de la mort. On voudrait faire admirer notre technologie, l'extraordinaire de ses performances. Il faut refuser cela. C'est bien l'affrontement de deux cultures, de deux civilisations qui est réellement en jeu et il faut que nous gardions l'espoir de construire des relations véritablement humaines avec les différentes parties qui son en jeu dans la crise. (...) Il faut exprimer très fort nos convictions. Actuellement le rapport de force ne nous offre pas suffisamment de possibilités dans ce sens. Nous risquons d'être encore minorisés. Dans les médias on donne beaucoup plus d'espace aux généraux en retraite pour commenter l'événement. Il ne faut pas en prendre notre parti, plus il y aura de relais pour faire entendre un autre langage meilleures seront les chances de paix."

Dieu récupéré?

"Malheureusement, la religion interfère avec le conflit actuel. J'ai été très frappé de voir que Georges Bush et Saddam Hussein, au moment où éclataient les hostilités, ont l'un et l'autre fait appel à Dieu pour qu'il leur donne la victoire. Or selon toute hypothèse, si Dieu existe, il est unique. Il doit être très embêté d'avoir en face de lui deux supplications qui lui sont adressées de part et d'autre par ceux qui se font la guerre. Malheureusement, dans toute l'histoire, les religions ont pactisé avec l'empire de la guerre. C'est tout à fait clair notamment dans cette région du Proche et du Moyen-Orient. Les religions ont succombé à la séduction des idéologies de la violence légitime. Or il me semble que si les religions veulent exprimer la vocation spirituelle de l'homme, elles devraient au contraire refuser radicalement toute espèce de compromission avec ces idéologies-là. La violence c'est précisément ce qui contredit radicalement l'aspiration de l'homme à vouloir établir une relation d'harmonie avec les autres hommes. C'est le contraire de l'espérance spirituelle de l'homme. Je dirais même que l'antithèse de la foi, ce n'est pas l'incroyance, c'est la violence. Elle est ce qui nie toute dimension spirituelle. Le témoignage historique des religions n'est pas à la hauteur de cette exigence spirituelle de non-violence de l'humanité. Ce qui fait que notamment les trois religions monothéistes se sont très souvent fait la guerre sous prétexte de défendre leur propre foi. Il y a là une perversion radicale de leur vocation. Cette guerre est un

formidable défi aux différentes religions pour s'interroger sur la promesse qu'elles portent en elles. (...) Il ne faut pas seulement reconnaître ses erreurs, pleurer devant la situation présente. Il faut essayer de commencer à construire l'avenir. Certaines initiatives ont été prises. Il faut aller beaucoup plus loin. Je crois que les Eglises ont à demander l'arrêt de cette guerre qui amoncelle les destructions, les antagonismes, les haines, les rancœurs. Elles ne se sont pas suffisamment exprimées dans ce sens, ni avant, ni depuis le début des hostilités."

Prier pour la paix?

"Il faudrait que les Eglises, définitivement, comprennent que ce n'est pas à elles de prier Dieu pour la paix parce que c'est Dieu qui les prie d'agir pour la paix! Si le dieu dans lequel les hommes croient avait besoin d'être prié pour faire tout ce qu'il doit faire pour la paix des hommes, ce serait un dieu épouvantable, un dieu terrifiant. Si le Dieu dans lequel les Eglises croient est un Dieu de miséricorde et d'amour, il n'a pas besoin d'être prié. C'est lui qui prie les hommes, et notamment les croyants, d'agir pour la paix. On a assisté à quantité de veillées de prières pour la paix. Je crois que c'est totalement déplacé en l'occurrence. De toute façon, apparemment, elles n'ont pas été suffisamment efficaces. Il ne s'agit plus de prier pour la paix, je le dis sans provocation. Je crois que l'urgence c'est de prendre conscience que le destin de l'homme est entre les mains de l'homme: c'est l'homme qui fait la guerre et c'est l'homme qui fera la paix! (...) Les Eglises, les croyants pourraient démontrer que ce n'est pas par la guerre que l'on peut construire une coexistence véritablement pacifique dans le respect de la justice pour tous et pour chacun."

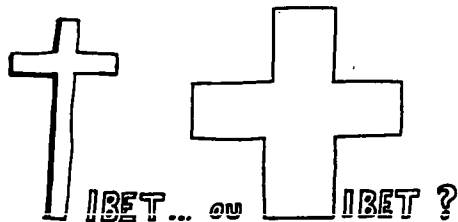
Propos recueillis par D.F.



Tibet: une des occupations oubliées

On dira peut-être que rien n'est comparable à rien. N'empêche que, parmi d'autres occupations oubliées, celle du Tibet par la Chine mérite toute notre attention. Dans ce pays la lutte contre l'occupant est largement inspirée par les principes de la non-violence vis-à-vis de tout homme et du respect profond de la nature prônés par la tradition bouddhiste. Le Dalai-Lama, prix Nobel de la paix en 89 et chef spirituel reconnu du peuple tibétain, s'est fait le porte parole de ses aspirations. Mieux qu'une libération de son territoire par une coalition armée, il a proposé un plan de paix en 5 points: 1-Transformation du Tibet tout entier en zone de paix, 2-Abandon par la Chine de sa politique de transfert de population chinoise qui compromet l'existence des Tibétains en tant que peuple. 3-Respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales. 4-Reconstitution et protection de l'environnement naturel du Tibet, renoncement par la Chine à y fabriquer des armes nucléaires et à y entreposer des déchets nucléaires. 5-Ouvertures de négociations véritables sur le statut futur du Tibet.

La Suisse a accueilli le plus grand nombre de réfugiés tibétain en Europe, nous ne pouvons rester indifférents au sort de leur pays. Notre gouvernement dispose de moyens d'action importants qu'il tarde à mettre en oeuvre: comme d'autres Etats européens il pourrait recevoir officiellement le Dalai-Lama en tant que prix Nobel de la paix et offrir ses bons offices pour qu'une négociation pacifique, sur la base du plan de paix précité, commence au plus vite. La Cotmec a, parmi d'autres, soutenu une action dans ce sens auprès de notre gouvernement. ■ D.F.



Violence en Afrique du Sud Un défi aux Eglises

Tel est le propos d'un nouveau document publié par l'Institut de théologie contextuelle à Johannesburg, pivot central d'une forme de théologie de la libération sud-africaine. Le Groupe Eglise du Mouvement Anti-Apartheid de Suisse (MAAS) vient d'en faire une traduction. Cette publication s'inscrit dans un large mouvement de critique contre la récupération de Dieu par le pouvoir, comme nous l'explique Jean-Pierre Zurn, Pasteur et membre du MAAS.

Le titre de ce document "Violence - le nouveau Kairos" est en effet un rappel d'autres publications d'Eglises, sud africaines en particulier. En septembre 1985, en effet, paraissait en Afrique du Sud un premier document Kairos. Avec courage et lucidité, en plein état d'urgence, plusieurs centaines de responsables d'Eglises, de pasteurs et de théologiens analysaient la situation de leur pays et de leurs Eglises. Leur document se voulait prophétique et montrait qu'un problème théologique de fond se pose dans toute société, puisque Dieu peut servir d'appui idéologique à différents groupes sociaux: ceux qui sont pour l'ordre établi et que soutient une théologie de l'Etat, ceux qui demandent timidement des changements et se réclament d'une théologie de la réconciliation, et enfin ceux qui s'engagent pour un changement radical de la société, voire un renversement du tyran, et s'inspirent du mouvement prophé-

tique. Le débat socio-politique a donc, pour les chrétiens, des implications théologiques fortes et les pousse à s'exprimer clairement. Les auteurs du document Kairos disent leur conviction que le Dieu qui se révèle dans la Bible a pris le parti des plus pauvres et conteste une puissance bâtie sur l'injustice.

Ce premier document Kairos a rencontré un grand écho dans les Eglises du monde entier et a conduit d'autres chrétiens à se situer de la même manière dans leurs propres pays: en Corée, au Nicaragua ou en Suisse, il s'agit aussi de lire les signes des temps, d'interpréter ce qui se passe et de discerner quel engagement est opportun pour les chrétiens. Le kairos, c'est justement ce moment opportun, l'occasion d'une décision, le temps où l'on relève un défi et où l'on accepte de risquer un engagement.

Aujourd'hui (le document a été écrit en septembre 1990), en

Afrique du Sud, le défi que les chrétiens doivent relever, c'est celui de la violence. Ce que vivent les personnes qui sont prises dans la tourmente de la violence ne correspond pas du tout à ce qu'en disent les autorités politiques ou les médias ("ce sont des luttes tribales..."). Il faut donc poser clairement un certain nombre de questions pour ne pas laisser la désinformation faire son oeuvre impunément, et surtout pour résister à une violence aveugle et inadmissible, qui fait de très nombreuses victimes. Voilà l'objectif de ce **nouveau Kairos**, publié par l'Institut de théologie contextuelle: éclairer d'une autre manière la question de la violence qui se pose actuellement en Afrique du Sud, en chercher les véritables motifs, même si l'on ne peut pas mettre de nom précis sur ce qui paraît être l'effet d'une véritable conspiration. En tout état de cause, les chrétiens sont placés devant un double défi: celui d'une lucidité extrêmement aigüe, qui ne se laisse pas berner par des apparences de changement alors que tout le système y résiste en profondeur et suscite la violence; celui d'une espérance à retrouver, qui pourrait être renouvelée par un engagement plus clair et plus prophétique des autorités d'Eglises et par un soutien plus solidaire des habitants des townships eux-mêmes. ■

J.-P. Z.

Brochure disponible à notre secrétariat, Fr.4.-

La Cotmec en fiche...

Je viens de recevoir de Berne ma fiche et, comme elle ne concerne que des activités menées dans le cadre de la Cotmec, j'estime que je devais en informer les lecteurs de Cotmec-info. (Une photocopie de la fiche est à disposition de ceux qu'elle pourrait intéresser).

Petite fiche, en vérité, d'à peine une demi page. Dans ce texte en allemand, arrêtons-nous, à titre d'exemple, à une rubrique en fran-

çais. (serait-ce donc le seul renseignement à provenir des services de Genève? Je ne crois pas, malheureusement). Il s'agit du rappel d'une table ronde organisée en octobre 1982, au lendemain du massacre de Sabra et Chatila. Entrepreneuse courageuse, je crois, qui avait consisté à réunir dans un débat public Juifs, Libanais musulman, Libanais chrétien au centre protestant de la Jonction, et cela non sans avoir demandé les autorisations nécessaires. Eh bien, c'est inscrit sur la fiche...

Faut-il me sentir des frissons de prophète menacé? Ce serait gro-

tesque, tellement tout cela est dans la plus stricte légalité et dans le droit fil du mandat confié à la Commission par l'Eglise.

Faut-il choisir le chemin de la dérision et envoyer à Berne les bilans annuels des dix dernières années, publiés toujours, afin que l'administration complète son travail finalement assez lacunaire?

Au fond, ce qui me gêne le plus en cette affaire, ce sont les caviardages, au nombre de huit. Si les noms des "indicateurs" étaient mentionnés, volontiers j'aurais rencontré ces gens pour mieux comprendre et surtout m'assurer... qu'ils ont retrouvé depuis un autre "emploi". Mais, sans me donner ces moyens, on me demande de passer l'éponge. En d'autres termes on veut mon "pardon sans aucun signe de conversion"... C'est beaucoup me demander. Je crains de garder, un certain temps encore, un goût de soupçon dans la bouche. Ce qui est bien ennuyeux au moment où on m'invite à lever mon verre au 700e anniversaire de la Confédération... ■

André Fol
Ancien responsable de la
Cotmec



J.A. 1231 CONCHES
Changement d'adresse
16, bd du Pont-d'Arve
1205 Genève

cotmec

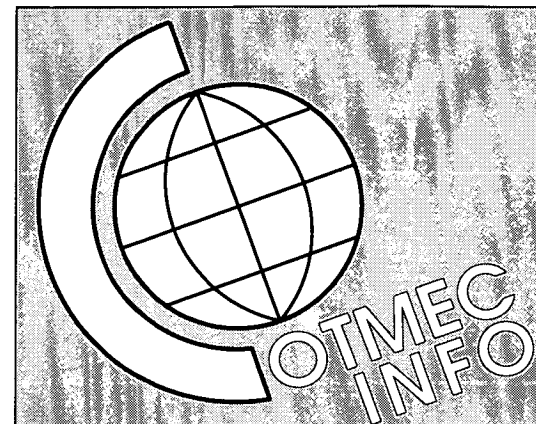


Commission Tiers Monde de
l'Eglise catholique à Genève
16, bd du Pont d'Arve
- 1205 Genève -
Tél.: (022) 29.26.81
CCP 12-21551-1

Abonnement: Fr. 10.- / an
Rédacteur responsable:
Dominique Froidevaux
Ont collaboré à ce numéro:
André Fol, Roland Pasquier,
Gilbert Tinembart, Jean-Pierre
Zurn, GET Suisse-Colombie,
Dominique Froidevaux.

Sommaire du n° 133

- 1 Billet: quand l'espoir est bombardé
- 2 Pacifique: le continent liquide
- 2 700e: petits pas vers la paix
- 3 Mini-dossier: Colombie, la chasse aux paysans
- 4 Violence en Afrique du Sud
- 4 La Cotmec en fiche



Mini-dossier, p.3
Colombie:
La chasse aux paysans

commission tiers monde
de l'Eglise catholique

N° 133 / Mensuel / Mars 1991

Quand l'espoir est bombardé

Rappelez-vous, c'était hier. Le mur de Berlin attaqué à la masse sous l'oeil amusé d'un vopo; Vaclav Havel, le dissident condamné à neuf mois de prison quelques mois plus tôt, élu à la tête de la Tchécoslovaquie; et en Pologne... et en Hongrie... Un vent d'optimisme gonflait les voiles de l'Histoire. Bien fort celui qui pourrait entraver la marche en avant!

Puis est arrivé le 2 août: l'invasion du Koweït par l'Irak. Elle fut suivie, le 9 déjà, par le commencement du déploiement militaire Nord Américain bientôt rejoint par l'arrivée des contingents des divers pays de la coalition. Les moyens de violence exhibés sans retenue.

Et l'optimisme, dans tout cela? Pilonné par les tirs de Scud, écrasé par les bombes larguées, des jours durant, toutes les vingt-sept secondes. Abusé par les informations tronquées sinon mensongères. Autant dire anéanti.

Plus vous vous êtes surpris à vibrer devant les bouleversements de l'Est et les magnifiques perspectives de libéralisation qu'ils offraient, plus les événements du Golfe vous auront frappé de plein fouet. Comme ces fleurs d'abricotier trop confiantes dans la promesse du printemps, devenues autant de proies faciles pour la gelée matinale.

Tandis que le froid mord encore, même si les armes se sont tuées, il n'est pas inutile d'interroger l'Ecriture. De l'entendre nous dire qu'elle n'a jamais parlé des lendemains qui chantent. "Aujourd'hui plus qu'hier et bien moins que demain" est une phrase à graver sur les médailles que s'offrent les amoureux, jamais sur les pages d'un calendrier. Certes, dans l'Evangile, il est question du bon grain qui pousse mais en ajoutant aussitôt que, dans le même champ, l'ivraie croît également.

Le mot "Evangile" ne signifie-t-il pas Bonne Nouvelle, demanderez-vous? Vous avez raison, mais en l'occurrence, cette Bonne Nouvelle n'annonce pas que les hommes sont enfin arrivés à s'aimer; bien plutôt que Jésus-Christ a voulu s'approcher d'eux tels qu'ils étaient; renégats comme Pierre, ou vénaux comme Judas, versatiles comme la foule à la Passion ou violents comme Pilate sous la sentence de qui Jésus va succomber.

La Bonne Nouvelle c'est surtout que le Père a pu, au matin de Pâques, ressusciter la Vie que les hommes ne cessent d'écraser.

"Les temps ne sont plus à l'espoir" écrivait Bernard Clavel. C'est peut-être qu'ils le sont à l'espérance. Tellement plus humble, tellement plus têtue. Forte de la puissance même de Dieu. ■

A.F.

Un monde à part entière

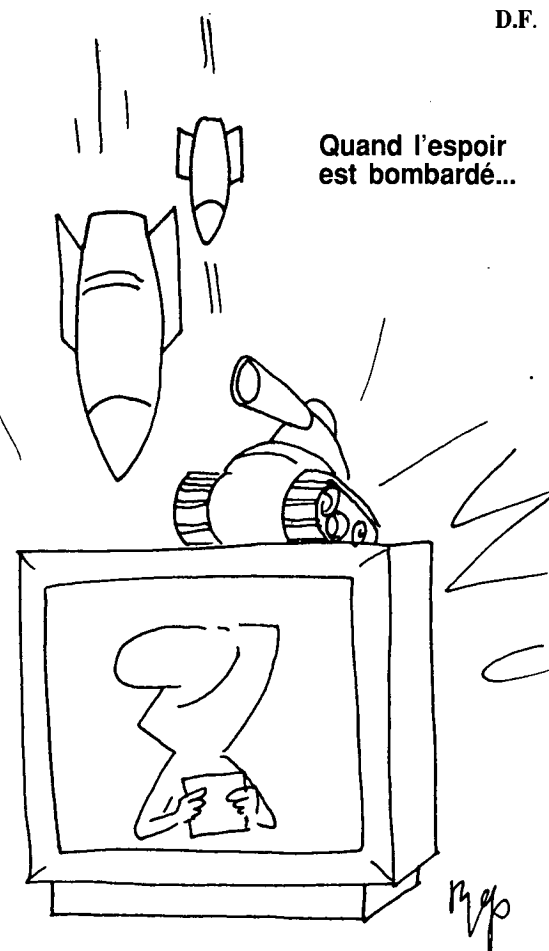
Notre vision du monde se construit la plupart du temps autour des drames qui, ici ou là, touchent des vies humaines. Dans le conflit du Golfe, paradoxalement, on a tenu une bien meilleure comptabilité des sorties d'avion, des bombes larguées et des mouvements de troupes que de tous nos frères humains qui ont été bousillés. "Un nombre très important", aurait dit simplement le désormais très célèbre général Schwartzkopf, interrogé à ce propos au moment du bilan de l'intervention alliée. N'aurait-on pas là une des clés du nouvel ordre mondial des valeurs qui semble d'ores et déjà bien ancré: la défense des intérêts économiques et du "way of life" des nantis peut se faire sans honte et à n'importe quel prix? Durant toute cette crise fortement médiatisée, toute l'attention aura été focalisée sur nos peurs et les moyens de les apaiser. En oubliant que ces moyens étaient meurtriers. En évacuant la complexité des enjeux pour les sociétés du Moyen-Orient. En perdant totalement de vue d'autres enjeux ailleurs dans le monde. Plus globalement, une conception bien particulière de la paix n'est-elle pas en train de s'imposer? Une périphérie contrôlée pour le bien des affaires au centre, l'acceptation sans remords d'un monde à deux vitesses?

Lors de notre rencontre sur les "Combats pour la justice en Amérique Latine" *, des amis Colombiens nous rappelaient que la revendication de tous les peuples à vivre dignement était plus actuelle que jamais. Leur slogan: "Un tiers monde, non! Mais un monde à part entière!" Nous voulons encore croire que nous sommes du même monde. ■

D.F.

* Rencontre du 26 février dernier, à l'occasion du 25e anniversaire de la mort de Camilo Torres. Un enregistrement intégral des exposés et débats peut être obtenu au Centre culturel St-Boniface, 14, av. du Mail, 1205 GENEVE. Ou par Tél.: (022) 21.88.44. Un geste de solidarité a été proposé durant cette soirée: envoyer une carte postale au président colombien Gaviria avec ces mots: "Une démocratie qui ne respecte pas la vie humaine n'est pas une vraie démocratie, faites tout votre possible pour que cesse la guerre sale". La carte est disponible à notre secrétariat. Dans ce numéro, carte blanche a été donnée au GET Suisse-Colombie pour une info sur cette guerre oubliée... Cf. notre mini-dossier, p.3.

Quand l'espoir
est bombardé...



Peuples du Sec, connaissez-vous le continent liquide?

Quelques déchirures dans le livre aux images toutes faites pour découvrir le Pacifique autrement, avec Gilbert Tinembart, Pasteur et membre de la "Coordination Europe-Pacifique" qui a démarré depuis deux ans.*

Vision tronquée

A force de regarder les cartes de géographie (même dans la projection de Peters) avec l'Europe et l'Afrique dans leur bande centrale, on ne voit jamais le Pacifique comme un tout. Coupé en deux et dans les bords, voilà sa place! Pire: il est traversé en son milieu par l'anti-méridien de Greenwich, la ligne de changement de date. Vous prenez l'avion à Nouméa le lundi 25 mars à 21 h, vous arrivez à Papeete le dimanche 24 mars vers 10 heures. Imaginez la pareille entre Lisbonne et Ankara avec changement de date en Suisse. Ça n'est pas grave, il n'y a là que quelques îles et l'on est en plein océan. En Europe, on serait en plein continent! Voilà une affirmation qui plonge mon ami John Taroanui Doom, consultant pour le Pacifique au COE, dans une sainte colère ou une profonde tristesse, lui qui revendique pour sa région natale l'appellation de continent liquide.

La logique d'un îlien

"Quelle est cette domination des peuples du Sec? Pourquoi, par exemple, parle-t-on d'eaux internationales alors qu'un désert fait forcément partie d'un territoire national?" Dans la logique d'un îlien, nos évidences sont étranges. Car il se sent, lui, sur son petit morceau de volcan océanique, partie d'un tout, le *Moana Nui*, le

Grand Océan. Il vit cette appartenance de *Rapanui* (l'île de Pâques, chilienne) à l'Est à *Teaotea-roa* (=Long Nuage Blanc: La Nlle-Zélande, terre Maori) à l'Ouest; de *Havaiki* (Havai'i: le lieu d'où viennent les ancêtres, Hawaïi: un des Etats des USA) au Nord, à *Rapa* (terre Maohi, en Polynésie française) au Sud. Il se sent relié à un ensemble, à une "patrie". Il ne s'en sent pas propriétaire. Il s'étonne, il souffre de nos façons de nous approprier de cet espace. A propos des essais nucléaires sous-terrains de Mururoa, il dit: "On fait sauter des engins de mort dans le ventre de la terre, dans le ventre de nos mères."

Le continent liquide

Malgré les distances, c'est d'une même famille que la mer relie les membres. Eux qui n'ont - modulé diversement - qu'un même mot pour dire "être humain": *ta'ata*, *tangata*, *kangaka*, *kanaka*. Des Marquises à l'Est à la Nlle-Calédonie à l'Ouest, kanak veut dire homme (attention à l'orthographe!).

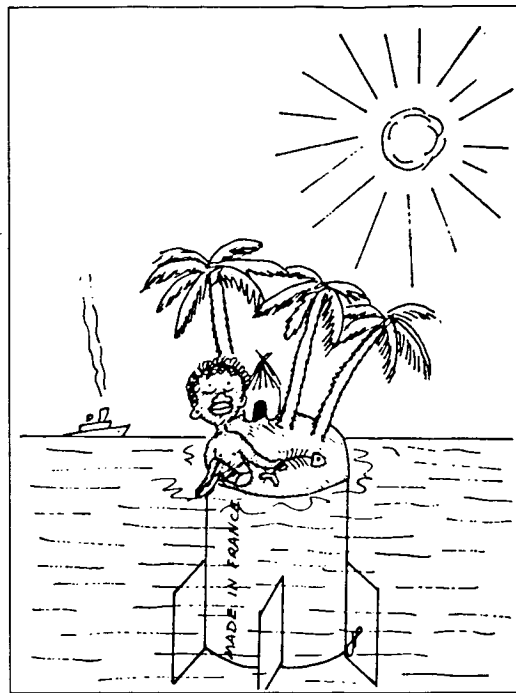
Laissez là vos clichés

C'est vrai, les gens du Pacifique sont peu nombreux. Ils ne meurent pas de faim. Face aux masses d'Asie, d'Afrique, d'Amérique Latine, ils ne comptent pas... Il y a tant d'autres problèmes... Et

puis ils sont victimes de certaines images: "Le bon sauvage" de Rousseau. "L'arbre à pain" (c'est le paradis: pas besoin de travailler pour manger: le pain pousse tout seul sur un arbre)... fantasme occidental. Pour les Océaniens, l'arbre s'appelle *uru* ou *maïore* et la légende de son origine parle de famine... A la vérité, aujourd'hui, ils mangent du riz et des conserves. Du thon, par exemple, pêché dans leurs eaux par des Coréens, surveillés par la Marine française, avec ces filets maintenant meurtriers pour tant d'espèces; mis en boîte aux Samoa dans une conserverie japonaise ou américaine et revendu par le boutiquier chinois.

Le Pacifique aujourd'hui

Pacifique-poubelle: on y évacue ce que l'on ne veut plus garder à proximité: les essais nucléaires, les ordures de New-York (c'est à l'étude) les stocks d'armes chimiques US (Johnston Island). Pacifique, mer immense. Tous les continents (sauf l'Europe et l'Afrique) sont baignés par ses eaux. Nouvelle Méditerranée? Centre du Monde de demain? Peut-être. Pacifique, océan d'une chrétienté. Jeune et vieille déjà. A Tonga, récemment encore, les avions n'étaient pas autorisés à faire escale le dimanche... Avant-garde



oecuménique aussi: première région du monde dont les Eglises membres du COE et les Diocèses catholiques sont regroupés en un organisme unique basé aux Fidji. Une conscience de soi émerge, nouvelle. Que nous demande-t-elle? De l'écouter, de répercuter sa voix. ■

G.T.

* Cette coordination cherche à s'élargir, notamment du côté d'organismes catholiques actifs dans cette région.

Son relais en Suisse: "Groupe de travail Pacifique-Sud" du Département Missionnaire Protestant Romand.

Contact:
G.Tinembart,
O. Bider I,
1220 Avanchets
Tél.: 022/796 64 17.

enfoncés récemment (initiative PDC, motions cantonales et nationales demandant la suspension des peines des objecteurs jusqu'à ce qu'un service civil voie le jour), on en est encore à envisager des solutions bancales, du style du projet "Barras" qui maintiendrait une forme de criminalisation des objecteurs.

La toute nouvelle démocratie tchécoslovaque est allée beaucoup plus vite en besogne puisqu'en mai dernier déjà elle reconnaissait le droit à l'objection de conscience: 7500 appelés militaires en ont immédiatement bénéficié. En outre, le pays a réduit de 13% son budget militaire favorisant, avec ces deniers reconvertis, le développement d'une centaine d'entreprises.

"La valeur n'attend pas le nombre des années!" ■

R.P.

Mini-dossier

"s'ils continuent à nous massacrer, ils le payeront un jour ou l'autre... car finalement c'est nous qui produisons à manger". José ne cultive plus sa terre. Fuyant les massacres et les bombardements, ils sont des milliers comme lui à devoir abandonner leur lopin. Qui les chasse? Les tueurs à gage des trafiquants de drogue et l'armée. Les premiers pour les déloger des terrains acquis avec de l'argent sale, les deuxièmes pour exterminer la guérilla. Une violence aveugle qui fait tomber plus de civils que d'insurgés armés.

«Là-bas tout est détruit»

Avec sa femme et ses deux enfants, Pedro a trouvé refuge dans "l'auberge" de Barrancabermeja. "Le 18 juin 1989, les bombardements ont commencé vers 11h du matin. C'était l'armée, il y avait trois hélicoptères et un petit avion. Ils ont tiré des coups de feu puis sont venus chez moi et ont demandé à ma femme où était ce chien de guérillero en la menaçant. Mais moi je suis un paysan, je n'ai rien à voir avec la guérilla mon seul tort c'est d'être un paysan. Maintenant, je vis dans ce refuge, car là-bas tout est détruit, même le bétail". Pour Pedro et les quelques deux cents familles qui ont connu le même sort, l'auberge n'est qu'une solution provisoire. En attendant de retourner chez elle, la petite communauté s'organise. Les uns cultivent là où ils peuvent, les autres élèvent quelques poules et les femmes produisent le pain. Et puis, chaque jour, des cours d'alphabétisation sont donnés aux enfants et adultes par ceux qui ont eu la chance d'aller à l'école. En Colombie, le 27% de la population ne sait ni lire ni écrire et le 50% ne va pas au-delà du degré primaire.

Guerre non déclarée mais bien réelle

Dans les départements de Santander, Bolivar, Arauca, Cesar, Magdalena Medio et Norte Santander, c'est là que se concentre la

Colombie: La chasse aux paysans

production de pétrole et de charbon. Certaines sociétés achètent d'immenses terrains desquels les paysans sont chassés. Cette région est aussi le bastion des groupes para-militaires et de la guérilla.

Or, d'un côté, les tueurs des cartels persécutent les paysans pour disposer des terres et de l'autre, l'armée nationale s'en prend aux civils sous prétexte de lutter contre la guérilla. Cette guerre non déclarée provoque plus de victimes parmi la population que parmi les acteurs de ces conflits.

Face à cette guerre sale (guerra sucia), les mouvements civiques ont maintes fois revendiqué son "humanisation". Autrement dit: qu'ils se battent entre eux mais qu'ils fichent la paix aux civils. "Le gouvernement parle toujours de paix et de trêves, mais nous, nous ne voyons rien de tout cela" constate José. Tout le monde sait que les autorités sont infiltrées par les cartels de la drogue et que le pouvoir judiciaire est rongé par la corruption.

Echapper à la répression

A Monteria (Cordoba), une ville d'environ 200'000 habitants, des camps de sinistrés ont poussé comme des champignons ces trois dernières années. Dix mille familles vivent dans ce camp divisé en sept "quartiers". Les uns ont fui les inondations du fleuve Sinù, les autres sont venues là pour échapper à la répression.

Ici, les maisons s'alignent à perte de vue: elles sont construites avec des planches ou des plaques de carton pour les moins chanceux. Les habitants ne disposent que de trois puits pour leur approvisionnement en eau et l'électricité est inexistante. Le paludisme fait des ravages et les conditions d'hygiène sont lamentables. Le gouvernement, lui, n'apporte aucun soutien et l'aide internationale accumulée au moment des inondations s'est perdue dans les poches des intermédiaires.

Si ce département n'a pas connu de bombardements, en revanche les massacres de plus de quatre personnes sont fréquents. A cela



s'ajoutent les disparitions, les emprisonnements arbitraires et la torture.

Les sinistrés dénoncent

C'est précisément pour dénoncer cette violence généralisée que près de trois mille délégués de tout le pays - des paysans pour la plupart - se sont réunis en juillet 1989, à Bogotà, la capitale. C'était le "Premier congrès national des sinistrés de la guerre sale". Trois jours durant, des hommes, des femmes et même des enfants ont décrit les atrocités dont ils ont été les témoins ou les victimes. A travers leurs témoignages, les participants ont lancé un appel à l'aide, un appel au gouvernement pour qu'il punisse enfin les auteurs de ces crimes.

Depuis lors, plusieurs régions (Yondò, Magdalena Medio, Bolivar) ont connu de nouveaux bombardements.

Détente?

Arrivé à la présidence en août 1990, César Gaviria a opté pour une politique plus souple que son prédécesseur à l'égard des trafiquants de drogue. Côté guérilla, il a renoué le dialogue avec les mouvements d'insurrection. Mais la détente que pouvait présager cette nouvelle attitude ne s'est pas produite. En décembre dernier, l'armée a lancé une offensive contre le quartier général des FARC (le plus ancien groupe de guérilla colombienne). Le général qui a mené l'opération a déclaré qu'il disposait "de forces supérieures pour poursuivre l'offensive dont l'objectif est de réta-

blir la souveraineté de la Colombie". En d'autres termes, les zones où rôdent les guérilleros seront prises d'assaut. Les soldats feront-ils la différence entre un insurgé armé et un paysan? ■

Groupe d'Etude et de Travail (GET) Suisse-Colombie

Le GET Suisse-Colombie

qui a réalisé ce mini-dossier a été créé à Genève en septembre 1989 par une équipe de Colombiens de la diaspora et de Suisses. Leur objectif: promouvoir une information sur la réalité colombienne dans toutes ses facettes. Dirigant leurs antennes sur les associations paysannes, les organisations politiques ou syndicales, les communautés de base, ils tentent de décrire la situation de violence qui prévaut en Colombie à partir du point de vue des victimes. A leur demande, le GET Suisse-Colombie envoie des vêtements dans les zones touchées par les bombardements et dans des centres qui s'occupent d'enfants. Il a aussi des contacts avec des ateliers d'artisanat pour lesquels il souhaiterait établir un réseau de clients. Au travers de ces actions il s'agit pour lui de dénoncer tous les responsables de la Terreur en Colombie. C'est avec le GET que notre dernière rencontre Cotmec, sur les "Combats pour la Justice en Amérique latine" (26/2) a été préparée.

Adresse:
11, rue Jean Jaquet / 1201 GE

Golfe Construire la paix

"Prière d'agir", plus que jamais, pour une paix juste et durable au Moyen-Orient. La question nous a paru suffisamment importante pour que nous y consacrons un numéro spécial, hors série, préparé en lien avec Pax Christi / Suisse romande. Ce bulletin vous parviendra avant Pâques et sera distribué dans toutes les paroisses de Suisse Romande. ■

D.F

à vos agendas

- 21 mars 1991, 20h30.
NOUS ET L'AMERIQUE LATINE 500 ANS APRES CHRISTOPHE COLOMB.
Table ronde avec de nombreux représentants des organisations de promotion des droits de l'homme, de solidarité ou de coopération. Un débat important qui clôturera 4 semaines d'animation sur l'Amérique Latine.
Lieu: Centre culturel St-Boniface, 14, av. du Mail. (En coll. avec l'Espace Latino-Américain).

-Mercr. 3 avril, 8h15 et 22h15, sur RADIO-CITE (91.8 FM), LA NON-VIOLENCE EVANGELIQUE
Interview de JEAN GOSS par D. Froidevaux. Dans le cadre de "Présence au Monde".

700 ans, toutes ses dents Petits pas vers la paix?

En ce début d'année, le parti socialiste suisse lance deux initiatives. L'une demandant moins de dépenses militaires pour plus de politique de paix, l'autre visant à stopper l'exportation de matériel de guerre. Voilà qui peut faire espérer un pas vers plus de paix dans le monde. Et c'est heureux en cette année où Dame Helvétie souffle 700 bougies. Le gâteau d'anniversaire risque par contre de laisser un goût amer à tous les citoyens soucieux de ce qu'on respecte le droit à l'objection de conscience. Malgré quelques coins

Spécial salon du livre - GE

Palexpo, 1-5 mai 91

La Cotmec sera de la partie, avec les autres organisations de la Fédération Genevoise de Coopération, dans le cadre du village

"Une autre Suisse pour un autre monde".

Un espace-rencontre à privilégier lors de votre visite au salon du livre.

**Nous vous donnons spécialement
Rendez-vous pour deux débats organisés au cours du salon**

Vendredi 3 mai à 18h00 podium du "village"

Enjeux Sud-Nord du conflit du Golfe

Avec Bernard Feller, Albert Longchamp et Tariq Ramadan.

Org.: Education & libération, Centre culturel St-Boniface et Cotmec

Dimanche 5 mai à 15h00 podium du "village"

Fuite des capitaux contre coopération:

quel partenariat Suisse-Monde?

Avec G. Fontanet, Th. Pellet, G. Perroulaz, J.-Cl. Huot

Org.: Déclaration de Berne et Cotmec

Le programme détaillé des manifestations, débats, rencontres qui auront lieu au "village" sera disponible à notre secrétariat dès le 22 avril.

Littérature africaine

à lire absolument pour découvrir l'univers passionnant d'un continent qui bouge. A prendre aussi comme guide pour vos achats au salon. Bravo la DB pour ce travail remarquable.

► "La littérature africaine contemporaine, 200 suggestions de lecture", édité par la Déclaration de Berne et la BCU de Lausanne, 98 pages.

à paraître

Suisse partenaire du monde

La Commission nationale suisse Justice et Paix publie ces jours une étude sur la coopération multilatérale au développement. A l'heure des négociations pour une éventuelle adhésion helvétique au FMI, cette étude permet de mieux saisir les enjeux, pour notre pays, d'un engagement sous forme de coopération multilatérale au sein d'organisations internationales de développement tout en offrant de repères éthiques pour notre solidarité avec le tiers monde.

Les premiers chapitres de cette étude ont le mérite de présenter très clairement la structure complexe et les enjeux du système des organisations internationales, allant des institutions financières (FMI, Banque mondiale,...) aux organismes de coopération technique et d'aide humanitaire (PNUD, HCR, OMS,...) en passant par les plates-formes de négociation (CNUCED, GATT,...). De même, les principaux regroupements de pays indiquant les rapports de force prévalant au sein des instances internationales sont décrits (Club de Paris, Groupe des 77,...).

Puis c'est la coopération suisse au développement qui est passée au crible de l'analyse en comparant, chiffres à l'appui, l'évolution des coopérations bilatérale et multilatérale. Alors qu'actuellement la distinction est souvent assez floue (la DDA parle même de coopération "multi-bilatérale"), la Commission Justice et Paix propose une définition de l'aide, respectivement bilatérale et multilatérale, qui est fondée non sur la manière dont les versements sont effectués (comme c'est le cas maintenant), mais sur la nature de l'organisme qui en assure la gestion. En effet, il apparaît bien plus important de savoir qui utilise les ressources mises à disposition, quel usage en est fait et quels objectifs sont poursuivis, plutôt que de distinguer la manière dont sont gérés ces fonds. Une telle définition est nécessaire pour que des choix clairs puissent être faits quant aux partenaires internationaux à privilégier.

L'analyse assez technique est judicieusement complétée par un ensemble de repères éthiques. La notion de développement étant trop souvent réduite à la croissance économique sur le modèle de nos sociétés occidentales, les valeurs économiques ont supplanté celles proclamant les droits de l'homme. Pourtant, le respect de la dignité humaine doit passer avant toute chose. Sur le plan international, cela suppose la reconnaissance de la communauté de destin de l'ensemble de la famille humaine.

L'étude se termine sur des suggestions pour une présence suisse de qualité dans les organismes multilatéraux de développement, mettant notamment en exergue une neutralité au service du bien commun. Plus concrètement, la position suisse dans les négociations internationales (y compris commerciales) devraient s'inspirer des objectifs définis par la loi fédérale sur la coopération au développement. Une adhésion au FMI et à la Banque mondiale ne devrait par conséquent être envisagée que si nos représentants au sein de ces institutions s'inspirent de ces objectifs.

"La Suisse, partenaire du monde": une analyse dont la lecture est à recommander aussi bien au profane (de nombreux encadrés et résumés facilitent la lecture) qu'au spécialiste. ■

D.Bi

Disponible au salon du livre (stand FGC) ou à notre secrétariat au prix de 18 frs (160 pages).



JAB
1231 Conches
Changement d'adresse
16, bd du Pont-d'Arve
1205 Genève

cotmec



Commission Tiers Monde de l'Eglise catholique à Genève

16, bd du Pont d'Arve
- 1205 Genève -
Tél.: (022) 29.26.81

CCP 12-21551-1

Mensuel "Cotmec-info"

Abonnement: Fr. 10.- / an

Rédacteur responsable:

Dominique Froidevaux

Ont collaboré à ce numéro:

Georges Arnoux, André Fol,

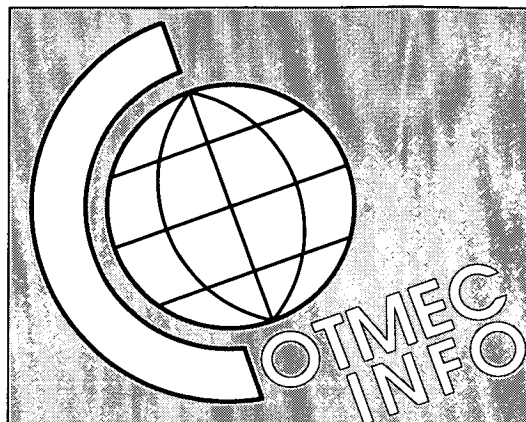
Deo Hakizimana, Roland Pas-

quier, Jean-Charles Roulin,

D. Biedermann, D. Froidevaux.

Sommaire du n° 134

- 1 Billet: Abraham avait deux fils
- 1 Kurdistan: chaîne du bonheur?
- 2 Médias Nord-Sud
- 2 Haïti: pouvoir déroutant
- 2 Afrique du Sud: Sakhile
- 3 Mini-dossier: Les Touareg, hommes des limites
- 4 Spécial salon du livre



Mini-dossier, p.3
Les Touareg:
peuple des limites

**commission tiers monde
de l'église catholique**

N° 134 / Mensuel / Avril 1991

Abraham avait deux fils !

Les débats actuels sur la bioéthique révèlent à la fois un profond désarroi et un réel désir de lutter pour la vie. Entre le combat contre la stérilité et la tentation de manipuler la vie existe un espace dans lequel les technologies médicales évoluent parfois complètement en marge de toutes normes éthiques. Si l'homme a pris conscience de ses droits et s'engage pour les défendre, il n'a néanmoins pu empêcher ce vent de liberté de gonfler les voiles de son égoïsme et de sa soif de pouvoir. On en est ainsi arrivé à revendiquer le "droit à l'enfant", le "droit" de choisir son enfant par manipulations génétiques, ou encore le "droit" de mettre au monde un enfant dans le refus de toute vie conjugale! Bien que de telles revendications restent pour l'instant un fait minoritaire, elles n'en suscitent pas moins des débats passionnés qui inquiètent quant à la perception du sens de la vie qui s'en dégage. Avons-nous le droit de considérer la vie comme un champ d'investigations dont nous aurions la propriété?

La Bible nous enseigne que la vie est un don, pas un droit, que nous avons à l'accueillir et la respecter, et non pas à la conquérir et la posséder. Abraham déjà, soucieux de se donner une postérité pour répondre à la promesse divine d'une Alliance avec toute sa descendance, accepte qu'une servante soit la mère de l'enfant que sa femme stérile et âgée ne peut lui donner. Sur le plan légal à cette époque, Ismaël, l'enfant de cette union, est le fils légitime d'Abraham. Pourtant c'est Isaac, qu'engendrera plus tard sa femme contre toute attente, qui sera l'héritier de l'Alliance. Ismaël est le fils qu'Abraham s'est donné lui-même, (alors qu'Isaac (nom qui veut dire "Dieu sourit") est le fils que Dieu lui donne (Cf. les chap. 15-16-17 et 21 de la Genèse).

Abraham découvre que c'est Dieu qui veut lui donner une descendance, et apprendra même à travers la dure épreuve du sacrifice que cette descendance ne lui appartient pas. De ces textes se dégage un profond sens de la vie et de la venue d'un enfant dans la vie d'un couple. Il importe pour nous chrétiens de mettre en lumière ce sens biblique de la vie perçue comme un don pour aborder les questions difficiles que nous pose aujourd'hui la recherche scientifique. D'autre part, sur des sujets qui touchent à l'histoire de l'humanité, quelle place donnons-nous aux autres civilisations que la nôtre dans nos débats de "techniciens de la vie"? Le tiers monde a certainement beaucoup à nous apprendre sur la vie perçue comme un don à accueillir, sur la bénédiction que représente la naissance d'un enfant.

De telles considérations ne signifient nullement que la stérilité est une fatalité face à laquelle il faudrait se résigner. L'histoire biblique nous montre qu'elle n'a pas empêché la naissance d'Isaac, de Samuel ou de Jean-Baptiste. Puisque nous avons été créés à l'image de Celui qui donne la vie, nous avons à notre tour à lutter contre cette source de souffrances qu'est la stérilité par des moyens qui respectent la vie, en n'oubliant pas que nous n'en sommes pas les maîtres. ■

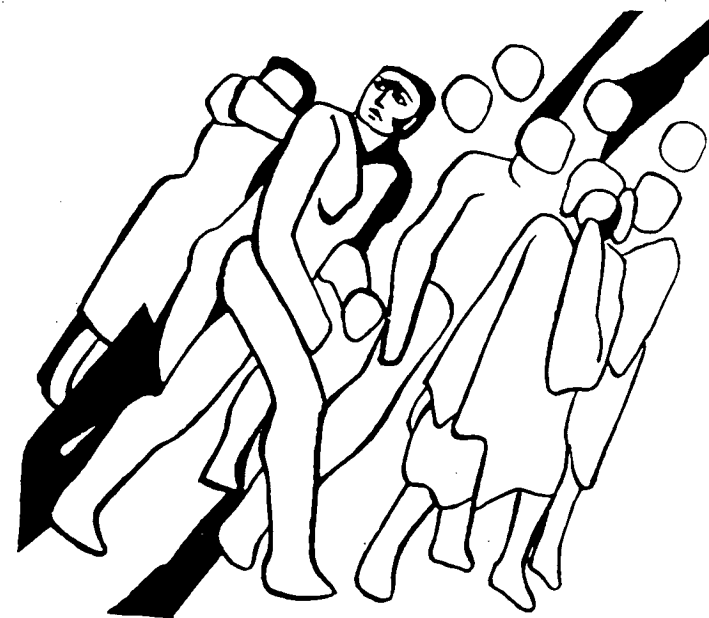
J.-C. R.

Chaîne du Bonheur?

Kurdistan irakien, début avril 91: le gros d'un massacre sans nom est déjà fait. Impuissants, nous n'avons plus qu'à faire de la pub pour la chaîne dite du "bonheur" ou d'autres relais en faveur d'une aide humanitaire d'urgence. Le sort des 25 millions de Kurdes répartis entre l'Irak, la Turquie, l'Iran, la Syrie et l'Urss n'intéresse guère ceux qui ont déchaîné le nec plus ultra de la technologie militaire pour récupérer le pétrole koweïtien (qu'on ne nous dise plus désormais que c'était pour le respect du droit ou la sauvegarde des populations concernées!). Si, cependant, les armées s'avouent vaincues d'avance face à l'ampleur du problème, nous ne pourrons plus, à l'avenir, nous contenter de cataplasmes et de couvertures au moment de l'horreur. Le massacre de ces derniers jours ne doit laisser personne indifférent. Tout indique malheureusement que cette tragédie a été savamment contrôlée: les rivalités ethniques ont été encouragées en Irak, juste ce qu'il fallait pour affaiblir un peu plus le régime de Saddam Hussein en lui laissant toutefois les atouts nécessaires à son maintien pour éviter un émiettement du Moyen-Orient que les diplomates occidentales semblent redouter par dessus tout. Mais une chose est sûre après le drame: il devient de plus en plus intolérable pour les opinions publiques que les intérêts stratégiques des nations les plus puissantes priment sur le droit des peuples. C'est l'humanité toute entière qui restera blessée si l'on ne tente pas dès maintenant de mettre tout en oeuvre pour que justice soit faite à l'ensemble du peuple kurde. ■

D.F.

La Cotmec tient à disposition (au prix de 2.50 frs. un petit dossier avec renseignements historiques sur le Kurdistan, adresses et pistes d'action accessibles à tous.



Médias Nord-Sud: défis pour demain

Depuis leur création, en 1984, les rencontres "Médias Nord-Sud" (RMNS) se sont assurées une renommée internationale méritée. Cette année, une particularité à remarquer: la majorité des pays représentés (22) appartenait au Tiers Monde, avec une forte participation du continent généralement le plus oublié: l'Afrique. Bilan, avec Déo Hakizimana, journaliste du Burundi exilé en Suisse.

Ces rencontres constituent non seulement un espace de visionnement des films sur le développement au Nord comme au Sud, mais aussi un lieu de réflexion et de débat. Sous l'angle des rapports de coopération, mis à dure épreuve par les conflits, il fallait soulever la problématique toujours lancinante de l'échec du Nouvel Ordre Mondial de l'Infor-

mation et de la Communication dont certains ne veulent même plus parler. En fait, les soucis du Sud à ce sujet se sont aggravés, en particulier à la suite des événements qui ont secoué les relations internationales depuis au moins quinze mois. Il y a, dans ce cadre, trois réalités, qui constituent aujourd'hui autant d'obstacles à gérer. D'abord, le monopole de l'information par le Nord et le difficile accès pour le Sud à la technologie nécessaire. Ensuite la couverture insuffisante de certai-

nes régions du monde et le problème des échanges entre les pays du Sud eux-mêmes. Enfin, les clichés réducteurs ou le misérabilisme contenu dans les productions du Nord sur l'autre moitié.

La récente crise du Golfe a montré que cela reste valable aujourd'hui. Mais les journées RMNS de cette année ont été le cadre d'un sentiment nouveau, qui est peut-être la chance à saisir vite. D'un côté, les réalisateurs de télévision du Sud savent maintenant qu'ils ont des talents et qu'ils ont à se libérer de leurs complexes, comme l'a exprimé un journaliste indien. Pour leur part, ceux du Nord savent qu'ils doivent désormais engager une véritable révolution éthique: il s'agit de promouvoir une réelle liberté de l'information, dans le respect de la dignité de l'autre. ■

D. Ha

Bravo



l'équipe oe-cuménique de Chancy-Avussy qui a concocté une célébration choc pour ses paroissiens à l'occasion du temps fort de carême. Jugez plutôt: le fidèles achètent à l'entrée une étiquette à un franc pour inscrire leur nom. Quelques pas dans le temple et ils reçoivent quatre francs... Pourquoi? Parce que, pour chaque franc que nous investissons dans le Tiers-Monde nous en recevons 4 en retour. Une réalité des rapports Nord-Sud qui fait réfléchir et qui concrétisée, matérialisée de cette manière, ne peut que faire prendre conscience que nous sommes responsables et qu'il faut agir. ■

R.P.

Sakhile: Noir-Blanc et couleurs

Comment lutter contre la marginalisation et la délinquance des enfants victimes de l'apartheid en Afrique du Sud? Une réponse surprenante entre toutes est celle

du projet Sakhile: il faut promouvoir la création artistique!

Sakhile (cela veut dire: nous avons construit) est un atelier mo-

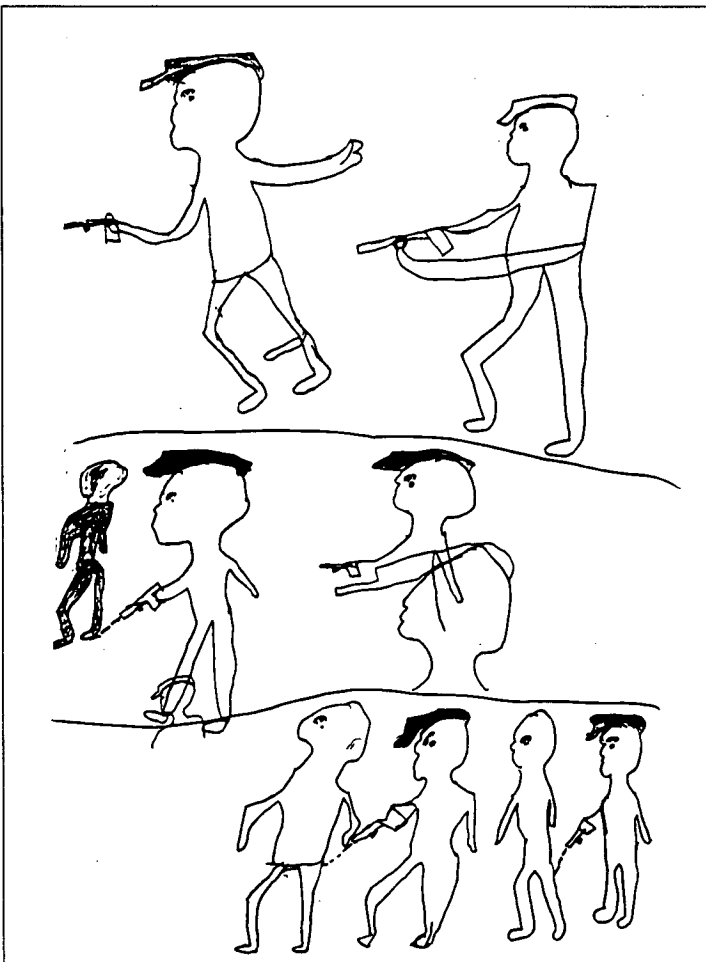
bile qui sillonne depuis 1982 les townships de ce pays dans lequel on dépense encore quatre fois moins pour l'éducation d'un enfant noir que pour celle d'un enfant blanc.

1200 enfants participent ainsi à une expérience collective qui, en développant leur conscience solidaire, les démarginalise et leur évite la voie de la délinquance. En outre, dans leurs peintures et leurs dessins, ils expriment leur peur et leur souffrance. Cette thérapie par l'expression artistique est un facteur équilibrant. Une exposition vient de faire escale à Genève, appuyant par l'image un appel de fonds pour l'achat de matériel. Il manque encore plus de 10000 francs pour que le projet puisse continuer et susciter d'autres mouvements du même genre dans la région. Sakhile mérite d'être soutenu, tant il est vrai que les changements politiques en Afrique du Sud tardent à se faire sentir dans les townships! ■

R.P.

Signalons que l'exposition sera visible à Lausanne, Librairie BASTA III, Pt Rocher 4/Place Chaudron, du 3 au 31 mai et à Genève du 11 au 15 juin, dans le cadre de Coopération Coup de Main à Marignac (Gd-Lancy). Elle est aussi disponible pour les enseignants qui aimeraient faire une animation dans le cadre de leur école: c'est un excellent outil d'information.

Renseignements:
Projet Sakhile, MAAS - Groupe enfants, Case postale 2536, 1211 GE 2- Dépôt / Tél. 734 54 82.



Un quotidien de violence et de précarité apparaît dans la plupart des dessins récoltés par les animateurs du projet. Pour les enfants des townships, c'est un moyen de dire ce qui les habite et de s'en libérer.

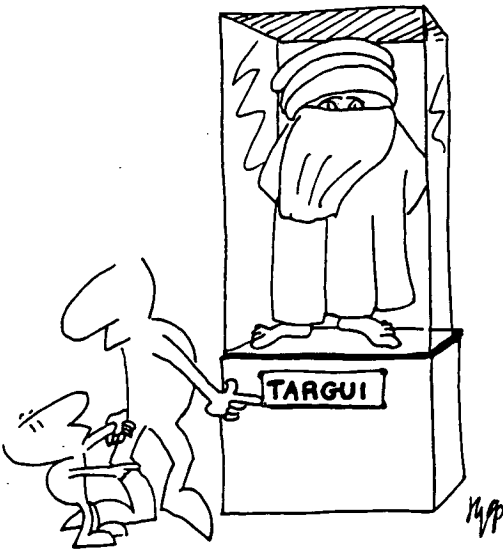
Les Touareg: hommes des limites

Le 11 janvier 91, dans l'étape de Paris-Dakar, entre Tilia (Niger) et Gao (Mali), dans le village touareg abandonné de Kadaouane, Charles Cabannes, chauffeur du camion assistance Citroën de la caravane est tué d'un coup de fusil... Mais qui sont donc ces sacrés Touareg? N'est-ce pas déjà eux qui avaient assassiné le Père de Foucauld?... Eh oui! En 1917, au bordj de Tamanrasset! Les Touareg! Bien difficile d'en parler, car ils semblent faire plus partie de la légende que de l'histoire actuelle; qui sont donc ces "hommes bleus"? Quelques points de repère avec le P. Georges Arnoux, rédemptoriste.

protégeant ainsi de la chaleur tout en diffusant autour d'eux une espèce de mystère. Une légende fait de leur chèche un accessoire de la pudeur, au lendemain d'une défaite à la guerre dont ils voulaient se cacher la figure à tout jamais!

Une culture

Une langue: le tamacheq. Un alphabet: le tifinar. Une culture, un peuple. Chez eux, les femmes ne sont pas voilées. Dotées d'un troupeau au moment du mariage, elles en restent les propriétaires, jouissant ainsi d'une autonomie inhabituelle chez les peuples voisins. Éducatrices des enfants auxquels elles transmettent la langue et les légendes, elles participent avec leurs maris aux grandes réunions de groupe. Grande liberté quand les jeunes fêtent le



"tendé", cette espèce de cour d'amour nocturne où les filles jouent du violon à une corde et les jeunes gens récitent des poésies, et que les couples se forment sous les tentes voisines au gré de chacun-chacune. Par ailleurs, la vie difficile du désert encouragera la monogamie en limitant le nombre des enfants possibles. Pauvreté, et une austérité qui oblige à vivre de peu, mais aussi la liberté et la fierté. Ce sont des sages et ceux qui ont vécu au milieu d'eux jusqu'à être accueillis en leur milieu, que ce soit le Père de Foucauld à Tamanrasset, ou les deux frères Yakhia (Plousard † 1962 et Monnet † 1972) à Tchirozérine nous disent simplement: «Nous avons beaucoup à apprendre d'eux, c'est nous qui recevons le plus».

Dans un monde où le moindre brin d'herbe est presque un miracle et en tout cas un cri d'espoir, ils se sentent chez eux. Les moins

dres points d'eau et oasis deviennent pour eux petits champs de blé, tomates et mil et les longues files de chameaux des vieilles azalai (Agadès-Bilma, 15 jours de chameau!) pour le commerce de sel nous les montraient comme les maîtres marchands du désert.

Seigneurs du désert

Seigneurs du désert, on les appelait aussi les seigneurs du désert. Par réputation, on les voit plus guerriers, se lançant dans les razzias pour piller les caravanes (les deux premières expéditions du Père Lavigerie vers l'Afrique Noire, 1876 et 1891, n'arriveront jamais de l'autre côté du Sahara) ou pour dévaliser les greniers des Bambaras et des Haoussas des pourtours du Sahara qui leur fourniraient également toute main d'oeuvre gratuite par leur réserve d'esclaves possibles. Maintenant encore, on voit le Touareg plus à l'aise avec sa takouba (épée) qu'avec la daba (espèce de pioche locale).

Ces derniers temps, deux grands événements sont venus troubler leur histoire. D'abord, la décolonisation va répartir leurs territoires entre cinq états différents dont l'autorité ne va pas être gagnée par la victoire du guerrier, mais la politique du colon qui va confier le pouvoir à leurs anciens esclaves, les noirs Djermas, Mossis et autres. Nouvelles frontières insaisissables pour ces fils du vent qui, à l'intérieur de leur propre groupe ethnique n'ont jamais accordé qu'un pouvoir limité à leurs propres "aménokals". De plus, les sécheresses de 1973 et 83 vont peser lourdement sur eux, ne vivant déjà en temps normal qu'à la limite du possible. Pâturages desséchés, troupeaux décimés, familles disloquées, les Touareg sont descendus vers le Sud, y cherchant un peu d'eau et de pâturage ou un petit emploi de gardien de nuit à Niamey, Abidjan ou un petit boulot en Lybie, avec son pétrole... Dans l'espoir indéfinissable de pouvoir revenir "chez soi" avec de quoi recommencer un petit troupeau, et vivre en plein air...

On nous dit que Khaddafi les aurait encouragés à constituer un Etat bien à eux, ce qui expliquerait quelques combats récents (Tchintabaradan au Niger en 76 et 90 et Ménaka, au Mali, 1990). Tout est possible. Mais on voit mal leur avenir politique totalement indépendant, de par leur esprit anarchique et leur fringale de liberté.

Hommes des limites

Ils semblent les seuls à avoir apprivoisé le désert et à l'avoir

domestiqué. Mais, ces derniers temps, le désert a l'air de se venger et de reprendre le dessus. Vivre autrement, n'est-ce pas devenir autre chose que des Touareg? On les appelle aussi les "kel tedele": "ceux qui sont à la limite". A la limite du désert, à la limite de la vie... de l'extinction? S'ils ne restent plantés dans le désert que pour habiller le folklore touristique des fanas du Sahara, ce serait hélas bien ça. Un peu comme l'arbre du Ténéré. Drôle d'histoire que celle de cet arbre. Je vous en laisse le récit des éditions *Jeune Afrique*: "Il était miraculeux qu'une graine ait pu atteindre les zones arides (145 km nord-est de Isser N'Gour) et qu'elle ait pu germer, donnant naissance à un "acacias radiana". Mais plus étonnante encore devait être l'ivresse de ce camionneur, libyen dit-on, qui en 1975 n'a pas pu éviter un arbre aussi mince dans une pareille immensité sans relief. La dépouille de l'arbre est vénérée sous mausolée au musée de Niamey et à la place de l'arbre du Ténéré, aujourd'hui, on trouve une surprenante sculpture de métal, ressemblant à un porte-manteau sur pied, à côté d'un puits et couverte de graffiti".

Quel avenir?

L'arbre du Ténéré en métal... des Touareg en salopettes...? La TV nous a montré souvent ces espèces de canards enduits de pétrole, dans le Golfe, et en voie de disparition, suite à cette triste guerre. Des hommes aussi, des civilisations sont en péril de mort: les Indiens des Andes comme les Touareg. Dans le concert du monde, une place risque de manquer bientôt... et pour toujours!

Pourtant, ici et là, des brins d'espoir: cette école surgie en plein désert de Tchirozérine où les enfants des Touareg noirs (un peu plus de sang d'esclave bella ou bouzou) et rouges (un peu plus de sang berbère) viennent apprendre de quoi prendre leur place dans le monde demain; ces demi-lunes creusées dans le sable et ces petits barrages d'Orionmija et ailleurs où les adultes s'acharment à captiver l'eau, leur eau à eux, source de vie pour eux et leurs troupeaux, faisant tout pour empêcher sa fuite vers un ailleurs qui leur échappe. C'est plus par la main mobilisée pour l'effort (la pointe bic de l'école ou les diguettes dans les oasis) que par la main tendue pour l'aumône que le Targui apprendra à chanter une nouvelle aurore sur son Sahel meurtri. ■

G.A.

Agir pour une paix dans la justice

Horrible, le sentiment d'être cloué dans son fauteuil de spectateur face au déchaînement meurtrier d'une guerre. Pourtant, nombreux ont été les rebelles, ceux qui sont entrés en résistance et ont lancé des actions avant et pendant les hostilités armées. Maintenant que les armes se sont partiellement tues, il est plus nécessaire que jamais de prolonger ces initiatives et d'en susciter de nouvelles pour garantir la construction d'une paix juste. Quelques pistes d'action pour montrer qu'il ne tient qu'à nous de rester des ferments d'espérance, là où nous sommes ...

□ Bouger l'opinion

Difficile de cerner l'opinion publique dans nos démocraties. Mais c'est bien notre devoir de la mettre en mouvement. Parmi les multiples prises de position publiques qui ont surgi durant cette crise du Golfe, on peut citer "la déclaration de Genève" en exemple. Elle a été le catalyseur d'une forte dynamique en faveur de la paix en récoltant une large adhésion en Suisse romande. Dépassant l'actualité immédiate de l'intervention militaire, elle en appelait à une réflexion en profondeur sur les causes et conséquences du conflit. Les mesures qu'elle revendiquait sont plus urgentes que jamais (cf. encadré). Nous ne pouvons qu'encourager sa diffusion et l'émergence d'autres initiatives du même type au moment où beaucoup commentent déjà à se dire que le problème est définitivement réglé. En outre, toutes les actions énumérées ci-après peuvent être aussi des leviers pour bouger une opinion trop facilement tentée de se réfugier derrière l'apparente sécurité que procure la victoire éclair des militaires.

La déclaration de Genève:

Lancée le 18 janvier dans le journal "le Courrier" /GE, elle appelle en substance:
-à une négociation globale sur le Proche-Orient,
-à une meilleure répartition des revenus du pétrole,
-à la fin du commerce des armements
-au respect concret de la pluralité des cultures,
-au combat contre les énormes disparités entre le Nord et le Sud.

Texte disponible à nos secrétariats.

□ Solidaires des victimes

Vous pourrez trouver à nos secrétariats respectifs renseignements et conseils pour une solidarité active avec les centaines de milliers de nos frères humains touchés (de tous côtés) par ce conflit. Une aide humanitaire est nécessaire, elle est aussi un cri de révolte contre l'horreur de la guerre que la manipulation de l'information pour raisons stratégiques a évacué du champ de notre conscience. "Plus jamais ça", une telle guerre est indigne de notre humanité, on

pouvait obtenir mieux sans massacres! Il faut encore et toujours le rappeler.

□ Connaître et comprendre

Une règle-clé pour l'immédiat: il nous faut tenter de mieux connaître et mieux comprendre ce qui se passe, les origines du conflit, sa portée et ses conséquences, ses enjeux à tous les niveaux, mieux connaître et mieux comprendre "l'autre". Nous nous devons d'utiliser tous nos moyens d'expression pour avancer dans la réflexion et l'éveil des consciences à ce sujet.

A signaler:

-2 mai 91, 18h00: Soirée "Guerre et médias", Genève/Fonction Cinéma;
-3 mai 91, 18h00: "Enjeux Sud-Nord du Conflit du Golfe", débat avec A.Longchamp, J.-P. Rapp, C.Jullien, Salon du livre/Genève. Organisation: Education & Libération et COTMEC;
-4 mai 91, 10h à 12h30, Lausanne: Assemblée générale de Pax Christi avec réflexion ouverte pour une paix juste dans le Golfe.

□ Artisans de réconciliation

Pour réduire les fractures avivées entre cultures, entre religions, aucun effort n'est à négliger. Des initiatives sont prises par les représentants de nos Eglises (Le Conseil Oecuménique des Eglises, Le Pape et les évêques, les organisations interreligieuses etc.). C'est bienvenu. A nous de les répercuter au mieux*. Cela ne nous dispense pas de favoriser le dialogue interculturel et interreligieux partout où cela est à notre portée. Parvenir à ce que différentes traditions culturelles et religieuses se fécondent mutuellement au lieu de s'entre-détruire constitue probablement un des défis majeur du monde moderne. Jusqu'ici, les problèmes du Sud suscitaient quelques inquiétudes chez les nantis et les faisaient se bouger. Maintenant, ce Tiers Monde ne fait même plus trembler: on a montré qu'on pouvait l'écraser quand on voulait... Une réconciliation dans la justice suppose qu'on aille bien au-delà de la peur ou du cynisme de la force pure!

□ Cerner nos responsabilités

De nombreuses études existantes nous aident à avoir une claire conscience de nos responsabilités dans la création de situations de violence. Il nous faut aussi offrir des perspectives constructives de changement. Qui mettra au concours des idées originales pour la reconversion de nos industries d'armements? Pour une meilleure répartition et un usage plus économe des ressources de la planète (le pétrole, notamment)? Pour une politique globale de paix? Pour des voies nouvelles face au problème des migrations?*

□ La force de la non-violence

Les chrétiens sont-ils suffisamment engagés dans la promotion de la non-violence active? Certainement pas. Pourquoi s'étonner qu'on n'ait pas mieux tenu compte des ressources de la non-violence dans le conflit du Golfe? Dans notre propre pays, la stratégie d'action non-violente n'est même pas prise en compte dans notre défense nationale ni vraiment étudiée pour enrichir notre action diplomatique. Qui encouragera nos représentants politiques à le faire? Va-t-on enfin reconnaître dignement le droit à l'objection de conscience avec les perspectives d'action qu'il offre.*

A découvrir:

Une expérience originale de dialogue interreligieux et de formation à la non-violence au LIBAN. Renseignements à nos secrétariats.

□ Agir en profondeur

Pour agir en profondeur, un ambitieux programme d'éducation à la paix apparaît nécessaire. Les idées ne manquent pas pour un tel projet, on en parle depuis longtemps et tout le monde en reconnaît l'utilité. Manquent les moyens et la volonté politique. Et si on s'y mettait sérieusement maintenant? Ne serait-ce pas là un des défis à relever dans cette après-guerre du Golfe? Pour ceux qui voudraient s'initier dans le domaine, bien des possibilités de formations existent déjà à l'heure actuelle.*

Cette année, Pain pour le prochain et l'Action de Carême nous offrent des outils remarquables de réflexion et d'action pour la paix. Et si on utilisait ce matériel bien au-delà de Pâques et de nos traditionnelles soupes de carême? Merci en tout cas de nous tenir au courant de tout ce que vous entreprendrez! ■

* Sur tous ces sujets on peut obtenir des éléments d'information et de documentation à nos secrétariats.

J.A. 1231 CONCHES
Changement d'adresse
16, bd du Pont-d'Arve
1205 Genève

PAX CHRISTI

Mouvement catholique international pour la paix
15, rue du Valentin
CH-1004 Lausanne
Tél.: 021 312.26.18

COTMEC

Commission Tiers Monde de l'Eglise Catholique
16, bd. du Pont d'Arve
CH-1205 Genève
Tél.: 022 29.26.81

Rédacteurs responsables:
Martin Bernet
Dominique Froidevaux

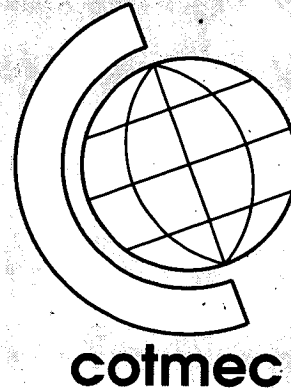
Impression:
Reproffset, Châtellaine / GE

Premier tirage:
7000 exemplaires.

Date de publication:
Pâques 1991

Numéro spécial gratuit
Participation volontaire aux frais de publication:

CCP 12-21551-1
Mention: Golfe



commission tiers monde
de l'Eglise catholique

Spécial Moyen-Orient

Plus fort que la haine!

Depuis un mois, les armes des forces alliées se taisent dans la région du Golfe. Les divisions de l'armée irakienne qui ont échappé à la destruction tentent de maintenir avec violence un ordre intérieur devenu fragile. De nouveaux morts s'ajoutent aux victimes des bombardements, déjà trop nombreuses. Les habitants du Koweït pillé et pollué se déchirent pour savoir qui était résistant ou collaborateur du temps de l'occupation.

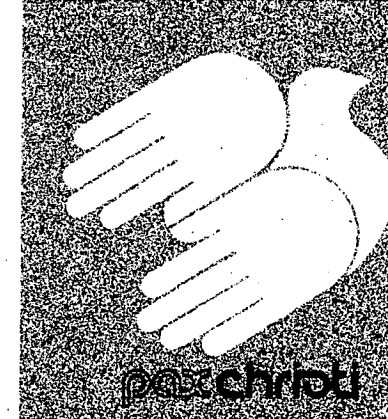
Cette guerre nous reste en travers de la gorge. Nous avons été révoltés par la facilité avec laquelle une majorité de l'opinion publique semble s'être laissée convaincre de l'absolue nécessité d'une intervention armée pour rétablir le droit. Par la volonté délibérée des parties en cause d'ignorer toutes les solutions proposées de tous côtés pour éviter l'affrontement militaire. Nous avons été indignés par ce que l'on a fait de Dieu, de part et d'autre: le Dieu unique, écartelé, pris à partie.

Avec ce petit dossier que nous publions en commun quelques jours avant Pâques, fête de la Résurrection du Christ, vainqueur de la mort, nous voudrions vous proposer quelques repères. Pour prendre du recul autant que pour encourager l'action.

Après un tel déchaînement de violence peut-on encore parler de paix? Oui, mais seulement si nous participons tous au dépassement de la guerre en travaillant à la réconciliation, à la guérison des blessures, vieilles et récentes, qui nous empêchent de voir dans toute femme et dans tout homme la soeur et le frère que Dieu nous offre dans son Amour infini.

Pour
la COTMEC
D. Froidevaux

Pour
PAX CHRISTI
M. Bernet



mouvement catholique
international pour la paix

Contre l'a priori militaire

A en croire certains, plus rien d'autre que la guerre n'était possible pour arrêter le démon de Bagdad, défendre le droit international et, au-delà, défendre les "valeurs occidentales et chrétiennes". La guerre érigée en principe, voire en postulat aussi indiscutable qu'évident. Article de foi, donc, dogme justifiant à priori notre propre guerre sainte.

Comme si l'Evangile avait jamais eu besoin de la violence mortifère pour s'imposer. Comme si le Christ avait dit: pour étendre mon règne d'amour et de paix et pour lutter contre le mal, je m'en remets à vos guerres.

Qu'on me cite donc dans le Nouveau Testament un seul verset explicite, positif, en faveur de l'usage massif des armes. Inversement, essayez d'extirper des Ecritures le message de la non-violence: vous arracherez des pages entières, en passant par le sermon sur la montagne, les récits de la Passion, nombres de paraboles, sans compter les coupes sombres dans les Actes, les Epîtres et même l'Apocalypse.

Principes généraux: que tout cela, dira-t-on, à partir desquels le chrétien doit élaborer des règles concrètes pour l'action politique et sociale et faire des choix, lesquels règles et choix ne bénéficient plus de l'infaillibilité évangélique...

Mais la trahison de l'Evangile ne se situerait-elle pas également à ce niveau? Aussi Jésus a-t-il pris soin de nous parler en actes, dans l'épisode de la femme adultère, par exemple (Jn 8), avec la fameuse consigne: "Que celui d'entre vous qui n'a jamais péché lui jette la première pierre". Consigne qui renvoie tout justicier à sa propre pratique de pécheur... injuste! Non pas pour qu'il parte sur la pointe des pieds

s'occuper ailleurs d'autres commérages. Mais pour que ayant fait un retour sur lui-même et amorcé dans les faits sa propre conversion, il soit plus libre et plus crédible dans sa lutte non-violente contre le mal. Car il y a un lien - Jésus le disait avant Saddam - entre les diverses violations de la justice. Et l'embargo économique ne pouvait déployer tous ses effets que s'il avait été accompagné de toutes les autres actions non-violentes possibles en la circonstance. La stratégie non-violente - comme la stratégie militaire - n'est efficace que dans la coordination de tous ses moyens. On s'est bien gardé de vérifier cette efficacité. Et dans le triomphe faussement modeste de la coalition onusienne, au total déjà énorme des pertes humaines et matérielles infligées finalement au monde entier, on omet d'ajouter les déficits que constituent les séquelles de la guerre: règlements de comptes contre les Palestiniens, guerre civile en Irak, implication des Kurdes dans ces massacres, division et humiliation du monde arabe et de l'Islam, catastrophes économiques dans les pays les plus pauvres de la planète. Quelle guerre va pouvoir régler tous ces problèmes dans la justice? Il faudra bien recourir aux moyens non-violents. Qui, refusant de faire de l'adversaire un ennemi, tentent loyalement, patiemment, mais fermement d'en faire un partenaire. En usant parfois de contraintes, mais jamais meurtrières. En élaborant une stratégie transparente, faite de respect de l'autre et de sa culture, faite de répartition équitable des biens, d'autonomie des peuples. Et caetera... à découvrir dans une lecture attentive de l'Evangile, avec un esprit libéré de tout a priori pernicieux. La tâche n'est pas impossible. Seulement un peu plus difficile depuis la guerre.

Jean-Jacques Raviglione

Un temps pour la méditation

Dieu n'est ni à acheter, ni à vendre. Il ne se commet dans aucune complicité, ni aucun marchandage. Il est "Celui qui est": non celui qu'on en fait. Si bien que prier, ce n'est pas mettre la main sur Dieu, mais, plutôt se mettre dans la main de Dieu. C'est se laisser arracher aux bas fonds des querelles, des rivalités de nos instincts dominateurs, pour se laisser façonner, modeler par le dessein de tendresse, de réconciliation, d'alliance qui s'inscrit dans la main de Dieu.

Prier c'est entrer dans une aventure qui n'obéit pas aux logiques douteuses des projets partisans. C'est consentir au dépaysement qui met toujours le Royaume à distance des situations humaines qui gratifient les uns et crucifient les autres. N'est-ce pas ce que Marie proclamait dans le Magnificat?

Mgr Joseph ROZIER
Pax Christi / France (Mars 1991)

Au petit soldat qui someille en chacun de nous

Comment peux-tu aimer ton fils, Soldat? Ton arme tue ceux des autres. Ils t'ont trahi tes chefs, cruels, ton sang les enivre. Ta mort fait vivre leur orgueil. Comment peux-tu aimer ta femme, quand, dans la nuit de l'horreur, flatté par ta victoire barbare, tu violes celle des autres? Tu mens à ta mère, pour l'apaiser et tu tortures celle qui met au monde l'enfant qu'elle veut, de toi, libérer. Tu pries Dieu, Persuadé qu'il t'accordera son Paradis. Soldat égoïste, tu embrases la terre en précipitant les innocents dans l'enfer. (...) C'est absurde de faire la guerre pour la paix. Propre? Quel scandale: toutes les guerres sont sales! (...) Soldat! Tu tues pour qui? Tu violes pourquoi? Soldat! Que diras-tu à ton fils? Que diras-tu à ta femme? Que diras-tu à ta mère? Que diras-tu à Dieu? C'est de la faute à la guerre, dis-tu? Et la guerre c'est la faute à qui? (...) Qu'on t'enseigne la sagesse et tu deviendras un soldat de la paix!

Abdelhafid El-Ouardiri

*Lu sur Radio-Cité / GE (2.2.1991)
A l'initiative de "Genève Autrement"*

Assise, 1986

Nous croyons en Dieu à ce qui nous a été révélé, à ce qui a été révélé à Abraham, à Ismaël, à Jacob et au tribus; à ce qui a été donné à Moïse et à Jésus; à ce qui a été donné aux prophètes, de la part de leur Seigneur. Nous n'avons de préférence pour aucun d'entre eux; nous sommes soumis à Dieu.

Le Coran, Sourate II, v. 136

Voici quels sont les serveurs du Miséricordieux: ceux qui marchent humblement sur la terre et qui disent «Paix» aux ignorants qui s'adressent à eux.

Le Coran, Sourate XXV, v. 63

La justice aura une maison dans le désert et la charité une demeure dans la vigne. L'oeuvre de justice produira la paix, et l'oeuvre de justice donnera à jamais tranquillité et sécurité. Et mon peuple sera entouré de paix, dans de sûres demeures et à l'abri des lieux de repos.

Prière juive

Je vous le dis: Aimez vos ennemis, faites du bien à ceux qui vous haïssent, bénissez ceux qui vous maudissent, priez pour ceux qui vous diffament. A qui te frappe sur une joue, présente encore l'autre; à qui t'enlève ton manteau, ne refuse pas ta tunique. A quiconque te demande, donne, et à qui te prend ton bien, ne le réclame pas. Ce que vous voulez que les hommes fassent pour vous, faites-le pour eux pareillement.

Evangile de Luc, 6.

Assise, 27 octobre 1987: un grand rassemblement en faveur de la paix où se retrouvent des représentants de toutes les grandes religions. Les textes réunis ci-dessus ont animé leurs prières. Ce ne sont là que des extraits. Ils peuvent être obtenus in extenso à nos secrétariats. Tirés du livre "Paix aux hommes de bonne volonté", Le Centurion, Paris 1987.

«De loin, j'ai cru que c'était une bête. Quand il s'est approché, j'ai vu que c'était un homme. En le touchant, j'ai réalisé que c'était mon frère».

Vieux texte oriental cité par Pierre Gallocher dans "Folie de la paix" (31.1.1991). Petit opuscule disponible à nos secrétariats.

Shalom sur nous tous!

Palestinien, mon ennemi, mon frère! Ma terre, ta terre, la nôtre, l'entends-tu respirer? Plaintive, captive, tout au fond de nous-mêmes, Avec, en guise d'herbe verte, des odeurs d'éclat d'obus, de poussière, de fiel et de sang. N'entends-tu pas rager notre destin mêlé, piétiné? Le mien, le tien, le nôtre? Qu'ensemble nos enfants apprennent le mot «amour»! Palestinien mon frère, mon vis-à-vis de haine, Shalom sur toi, sur moi, shalom sur nous tous.

D'un auditeur juif, à Radio-Cité / GE A l'initiative de "Genève Autrement"

«Les "réalistes", ceux qui conduisent "raisonnablement" l'Homme à sa perte, minutieusement, scientifiquement, et avec bonne conscience, peuvent ricaner et nous renvoyer à nos nuages. Ils devraient savoir que l'histoire est peuplée d'utopies qui finirent en causes victorieuses. Et que ce sont elles, bien plus que les charniers guerriers, qui firent avancer le monde».

Mgr Jacques Gaillot

"Lettre ouverte à ceux qui prêchent la guerre et la font faire aux autres", A. Michel, Paris 1991.

Dieu n'est pas un chef de guerre

Un regard théologique avec Günther Gebhardt, Secrétaire Général adjoint de la Conférence Mondiale des Religions pour la Paix.

Par rapport à ce formidable défi que constituait la guerre du Golfe, qu'ont fait les Eglises de leurs convictions?

Il subsiste des attitudes très différentes au sein des Eglises par rapport à la guerre. Mais, cette fois-ci, les propos des Eglises en général étaient beaucoup plus prononcés contre le déclenchement de la guerre et pour la promotion de solutions pacifiques. Bien moins de gens se sont prononcés en faveur de la guerre au nom de leurs convictions que lors de la guerre du Vietnam.

Pourtant, on a fait appel au sacré, d'un côté comme de l'autre, pour tenter de légitimer l'entreprise de guerre: chaque camp prétendait voir Dieu avec lui.

Il y a d'abord la question de la "guerre juste". La théologie traditionnelle des Eglises chrétiennes a établi des critères d'appréciation qu'on peut soumettre à la discussion. Les définitions d'une guerre juste élaborées au Moyen-Age peuvent-elles être encore valables aujourd'hui? On est dans une situation tellement différente au niveau des armements qu'on peut en douter. Poser la question de la guerre juste ne veut cependant pas dire qu'on se réfère à Dieu pour la justifier. Il s'agit plutôt de nous aider à nous situer ou de donner des repères pour les chrétiens: peuvent-ils être cohérents avec leur foi et participer à cette guerre? Autre chose maintenant est l'annexion de Dieu pour tel ou tel camp dans la guerre: la justification d'un combat par Dieu. Là, on a affaire à une démission de sa propre responsabilité d'homme: ce n'est jamais Dieu qui commande une guerre, mais ce sont les hommes qui la préparent, l'organisent et la mènent. La référence à Dieu à travers tous les siècles a toujours servi à évacuer ce choix de conscience. Si l'on met Dieu dans la guerre, il n'y a plus qu'à suivre et obéir. C'est un mécanisme qui tendrait à ôter la responsabilité des hommes face à leurs actes. Si l'Absolu nous commande de faire la guerre contre un ennemi, il n'y a plus aucune critique possible, on ne peut pas résister. Cela conduit au fanatisme et on voit très bien comment des leaders politiques peuvent jouer sur ce registre. Dans la guerre du Golfe, avant de légitimer l'intervention alliée comme moyen de combattre l'annexion du Koweït, il fallait examiner sérieusement si les moyens utilisés à cette fin n'étaient pas complètement déme-

surés par rapport à l'injustice commise. On a appelé à la "guerre sainte" de part et d'autre. C'est beaucoup plus grave! Les conclusions de chaque discours du président américain par un "Que Dieu bénisse nos armées" sont à mettre sur le même plan que les appels de Saddam Hussein au "dijihad" pour appuyer ses ambitions guerrières. Sous des différences de terminologie, il y a la même logique d'annexion du divin. On sous-entend très clairement que la guerre serait voulue par Dieu. Pour être très correct, d'ailleurs, dans le langage coranique, le terme de "guerre sainte" en lui-même n'existe pas. Il ne peut pas y avoir de guerre sainte dans l'Islam car seul Dieu est Saint. Le terme "dijihad" veut dire "un effort sur la voie de Dieu". Il y a de nombreuses interprétations: le djihad intérieur où chaque croyant doit combattre le mal en lui-même; le djihad qui peut déboucher sur une guerre, mais seulement au cas où la communauté musulmane est agressée elle-même et menacée dans son existence. Le terme "guerre sainte" n'est qu'une construction occidentale pour essayer de traduire ce que veut dire "dijihad". La guerre ne peut jamais être sainte, pas plus pour l'Islam que pour le Christianisme.

La référence religieuse ne devrait-elle pas justement jouer autrement que dans le cadre d'une entreprise de légitimation?

Les médias ont mis au premier plan le débat sur la légitimation de la guerre, peut-être parce qu'on était enfin arrivé à penser que, de nos jours, il n'était plus possible de justifier une guerre par un commandement divin. Mais la foi ouvre d'autres dimensions face à la guerre. C'est là que la prière a son sens profond comme ressourcement, confrontation avec les fondements et les racines de notre foi. En tant que chrétiens, ce chemin de prière nous mène nécessairement vers la personne et l'enseignement de Jésus-Christ. A partir de là, notre attitude par rapport à la guerre et la paix peut se modifier: l'évangile de Jésus est traversé par un courant non-violent très fort, c'est une interpellation radicale qui ne peut nous laisser indifférents. Nombreuses sont les organisations religieuses qui ont répété avec force que cette guerre n'était pas une guerre de religion et ne devait pas le devenir mais qu'elle avait de nombreuses racines économiques et politiques. Qui ont

multiplié les appels, au Conseil de sécurité notamment, pour trouver une solution pacifique à la crise, puis pour demander un cessez-le-feu et pour promouvoir l'aide humanitaire. Qui ont souligné que le problème du Moyen-Orient ne s'arrêtait pas à cette guerre du Golfe et au problème irako-koweïtien, mais que dans la suite de cette guerre au moins, les problèmes du Moyen-Orient devaient être résolus enfin. Fait remarquable: au sein de notre forum interreligieux, par exemple, la majorité de nos membres musulmans, juifs et chrétiens ont souscrit à ces prises de position.

Maintenant, que peuvent faire les représentants des différentes religions pour une paix dans la justice?

Les religions, surtout les trois grandes religions monothéistes de la région, pourraient être une force de réconciliation entre les peuples. Les déchirures ne vien-

et décidée contre les injustices qui étaient commises contre les peuples du Moyen-Orient avant même que n'éclate ce conflit? Si l'on ne tient pas compte du sentiment d'humiliation des peuples arabes, on ne comprendra jamais ce qui se passe dans cette région. Dans cette perspective, toutes les occasions de dialogue interreligieux ou entre le Nord et le Sud sont des atouts importants.

Le conflit du Golfe a ravivé des questions essentielles sur nos rapports avec les pays du Sud...

Georges Bush l'avait dit très clairement avant d'ouvrir le feu: «il s'agit de protéger notre "way of life"». Les Etats-Unis souhaitent continuer à consommer un quart de l'énergie mondiale! Nous faisons également partie de cette région du monde qui consomme un pourcentage tout à fait démesuré d'énergie par rapport à la population que nous représentons. Il faut faire un travail de conscientisation sur cette interdé-



pendance et sur les conséquences mortelles de notre consommation d'énergie sur les peuples du Tiers Monde. La confrontation avec le message biblique ne peut pas nous laisser indifférents sur ce plan-là: les biens de la terre sont destinés à tous les hommes. Pour l'instant cette guerre donne l'impression qu'on a pu la limiter, qu'elle n'a pas débouché sur un conflit beaucoup plus large, même si les problèmes en profondeur sont loin d'être résolus. Or, toutes les religions semblaient décidées à mettre la guerre hors la loi, tant les dangers qu'elle présente sont incalculables. Certains affirment maintenant que la guerre doit rester un moyen de la politique, à partir du moment où on peut la "limiter". Dans un langage purement stratégique peut-être bien qu'on peut parler ainsi, mais, du point de vue des victimes, une guerre n'est jamais limitée. Comment les mouvements pour la paix vont-ils réagir face à cette nouvelle donne? Les médias tendent à présenter maintenant cette guerre comme inévitable dans l'absolu puisqu'elle a éclaté dans les faits. Mais c'est un abus de langage. Plus que jamais, aujourd'hui, les Eglises devraient affirmer que la guerre ne peut être un moyen de la politique. ■

... et de chacun d'entre nous!

Au coeur de notre engagement chrétien, il y a l'exigence d'être aux côtés des humiliés. Nous devons analyser les compromissions de nos sociétés dans le développement de ce conflit. Qu'avons-nous fait face aux exportations d'armes? Avons-nous lutté de manière assez courageuse

Propos recueillis par D.F.

Asile

☐ Dates à retenir

- Samedi 1er Juin:

Grand rassemblement

pour dire que nous restons solidaires des victimes de l'oppression qui cherchent un asile et que nous voulons un Etat qui respecte la dignité humaine. Rendez-vous à 11 h. place du Molard / Genève, devant la plaque "Genève, cité du refuge" (le 1er juin est la journée officielle du 700e à Genève).

Organisation: Coordination genevoise pour le droit d'asile avec le soutien de l'AGORA, de nombreux organismes, mouvements, partis et des Commissions tiers monde protestante et catholique.

- Mardi 11 juin:

Table ronde

A Marignac, dans le cadre de "Coopération coup de main".
Thème: "Où va la loi sur l'asile",
Intervenants: Félix Goetz (Contrôle de l'habitant/GE), Philippe Bois (Prof. de droit) et Pierre Zwahlen (Secr. romand de l'OSAR).

- Samedi 15 juin:

Journée du Réfugié

- Samedi 22 juin:

Fête du réfugié

organisée par le "Groupe d'accueil des requérants d'Asile de la Servette, à l'école des Grottes / GE

☐ Geste de solidarité

Pour la journée du réfugié, la Coordination pour le droit d'asile propose aux enfants un geste de solidarité pour le samedi 15 juin.

Il s'agit:

- d'expliquer aux enfants avec lesquels on est en contact, en fonction de leur âge, ce que signifie être réfugié, les dangers encourus, les difficultés de l'exil, la dureté de l'accueil, l'injustice des décisions, la peur du renvoi;

- de leur demander de confectionner un petit cadeau ou dessin et d'écrire un message de solidarité sur une carte postale fixée à ce cadeau.

- d'apporter ces oeuvres avec les enfants le samedi 15 juin 1991, entre 14h et 17h au Centre Marignac, 28 av. E. Lance, 1212 Gd-Lancy, où une animation sera prévue.

A 17h, ce soir-là, de petits groupes se répartiront dans les différents lieux de vie des requérants d'Asile pour leur remettre ces présents. ■

Palestine

Le cri des enfants

"Cela faisait mal comme l'enfer et cela brisait mon cœur parce que je ne pouvais rien faire pendant qu'ils me frappaient"... Témoignage d'un enfant palestinien de 8 ans. Un parmi beaucoup d'autres. C'est par le sort réservé aux plus petits que se révèle le mieux la répression au quotidien dans les territoires occupés. Arna Mer sera bientôt à Genève pour en parler.

Arna Mer. Cette israélienne de 61 ans, fille d'un médecin juif d'origine lituanienne, a déjà derrière elle une solide réputation de rebelle. Enseignante, elle avait déjà lancé, à l'âge de 22 ans, des groupes de paix entre élèves Juifs et Arabes. Cela lui valut purement et simplement 25 ans de bannissement de l'école. Et de nombreux harcèlements des autorités. Apparemment, on lui en veut d'avoir

épousé un Arabe et d'être "de gauche". Depuis plusieurs années, elle s'engage pour la défense des droits des enfants dans les Territoires Occupés: dénonciations des agressions et tortures perpétrées par les autorités à leur endroit, défense de leur droit à l'éducation, organisation de l'enseignement à domicile, soins et soutien moral pour eux et leurs familles déstructurées par la violence. Elle s'insurge contre la politique d'occupation qui semble s'acharner à rendre impossible les études des enfants et des jeunes palestiniens, comme si l'on voulait infliger une punition collective à la population palestinienne coupable de se rebeller contre l'occupation.

Son espoir pour l'avenir: *"Depuis 1949, je lutte pour la paix. Pas la paix en tant qu'illusion. La paix en tant que compréhension entre êtres humains. Avant 48, nous vivions ensemble, Juifs et Arabes, en bonne entente, en toute fraternité. La création de l'Etat d'Israël a fabriqué en quelques mois le racisme et le mépris envers "l'Arabe" qui n'existaient pas avant. Nous devons revivre ensemble. C'est possible parce que ça a été. Il n'y pas d'autre alternative."* ■

D.F.

Arna Mer sera à Genève

le jeudi 13 juin, au soir.

Aula de Uni I / Bastions.

Elle est invitée par l'Association pour l'union des peuples juif et palestinien et la Ligue suisse des droits de l'homme. Le mensuel "Une terre, deux peuples" propose différents articles sur sa vie et ses activités.

A.O.T.

... un temps pour la réflexion

Parce que nous croyons que l'engagement doit savoir prendre parfois le temps du ressourcement, nous vous signalons le lancement de la prochaine volée de l'Atelier Oecuménique de Théologie. Cette formation de deux ans, proposée par une équipe de théologien(ne)s et théologien(ne)s protestants et catholiques, aura pour thème une phrase d'un psaume: "Qu'est-ce que l'homme pour que tu te soucies de lui?" Un fil rouge qui nous permettra d'aborder nos questions d'hommes et de femmes; mais aussi celles que nous posent nos images de Dieu. ■

➤ Documentation et renseignements au secrétariat de l'A.O.T. Tél.: 022 21.40.88.

JAB
1231 Conches
Changement d'adresse
16, bd du Pont-d'Arve
1205 Genève

cotmec



Commission Tiers Monde de l'Eglise catholique à Genève

16, bd du Pont d'Arve

- 1205 Genève -

Tél.: (022) 29.26.81

CCP 12-21551-1

Mensuel

Abonnement: Fr. 10.- / an

Rédacteur responsable:

Dominique Froidevaux

Ont collaboré à ce numéro:

Roland Pasquier, Jean-Charles

Roulin, Dominique Froidevaux.

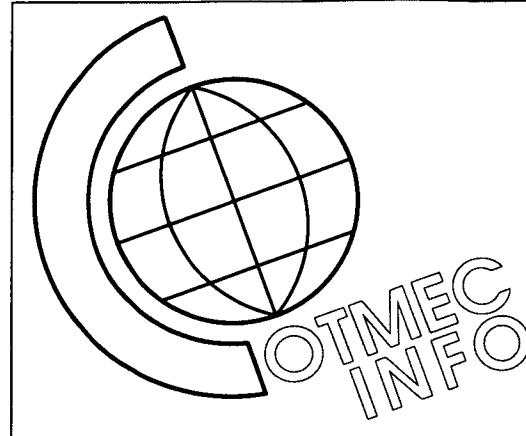
Sommaire du n° 135

1 Asile où es-tu?

2 et 3
Mini-dossier spécial
"Centésimus annus"

4 Palestine:
le cri des enfants

4 Annonces diverses



Mini-dossier, p.3
Nouvelle
encyclopédie sociale

commission tiers monde
de l'église catholique

N° 135 / Mensuel / Mai 1991

Asile où es-tu?

D'accord, le problème de l'Asile est un sacré casse-tête, surtout avec l'augmentation continue des nouveaux arrivants. Mais on voudrait l'embrouiller encore pour faire peur au simple quidam qu'on ne s'y prendrait pas autrement.

Priorité à la répression

Comment comprendre, sinon, le durcissement constant de la politique d'asile ces dernières années avec des mesures de plus en plus spectaculaires et répressives? Armée aux frontières, camps fermés pour requérants entrés dans le pays illégalement (difficile de faire autrement), impossibilité de travailler durant 6 mois, à la charge des cantons (tout pour rendre indésirable?), arrêt de l'octroi de permis humanitaires pour les anciens requérants (loin, les Kurdes d'Obwald! ... et bien d'autres encore, probablement, malgré le consensus qui s'était dégagé pour ne pas mettre dans des situations dramatiques des familles déjà bien intégrées à cause de la lenteur des procédures dans le passé). Rien, par contre, du côté de nos autorités, qui atteste d'un quelconque souci de maîtriser le problème dans un esprit de justice et avec dignité pour les personnes concernées. Rien en matière d'information du public sur les pays d'origine pour une meilleure compréhension à l'égard des requérants trop souvent présentés comme des fraudeurs.

Alternatives

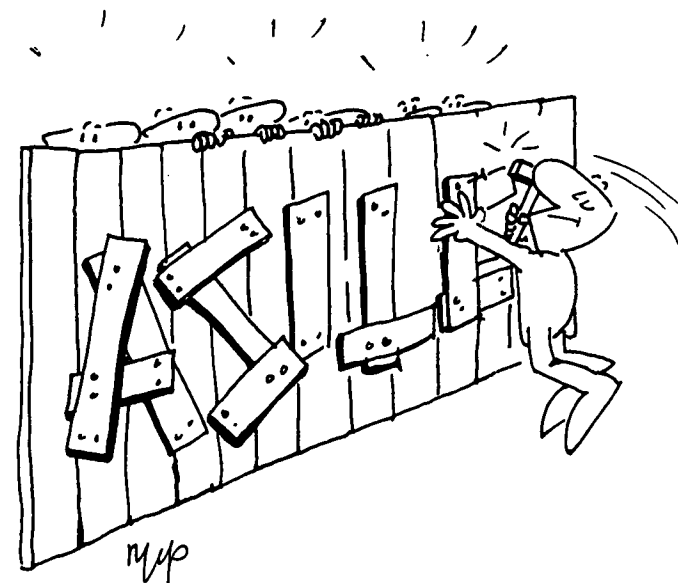
Des propositions alternatives existent pourtant: solution globale pour les anciens requérants (on en parle depuis si longtemps!); plus de moyens pour un examen plus rapide et de meilleure qualité des demandes sur le fond (en la matière, depuis 1986, le nombre des fonctionnaires responsables de la prise de décision n'est passé que de 101 à 133; pas étonnant que la proportion du nombre des deman-

deurs en attente croisse toujours davantage!); assistance juridique pour donner toutes ses chances à une prise de décision responsable et accélérer la procédure; possibilité d'octroyer des permis de travail limités dans le temps à ceux des requérants qui ne demandent pas autre chose; admission provisoire des réfugiés de la violence pour ne pas surcharger la politique d'asile.

Plus que jamais, le travail de résistance que font divers groupements sur le terrain est nécessaire: non seulement pour en appeler à une autre politique de nos autorités mais encore pour offrir un espace d'expression aux personnes en quête d'asile. C'est là la meilleure chance de favoriser une réflexion plus générale sur les causes d'exil: les injustices, les persécutions, la misère dont les pays démocratiques sont souvent tristement complices.

Droit de résistance

Jusqu'ici, le droit de résistance des Eglises avait été plutôt bien toléré: on admettait ainsi que le respect de la justice et de la dignité humaine invoqué par les Eglises représentait un absolu au nom duquel on pouvait critiquer l'imperfection des fonctionnements administratifs et les contradictions d'une politique donnée. Avec l'intervention policière contre les Kurdes d'Obwald en présence des autorités des principales Eglises de Suisse, les autorités fédérales ont clairement montré qu'elles ne reconnaissent plus ce rôle aux Eglises. Et que le respect de la stricte légalité passait avant toute autre valeur. C'est



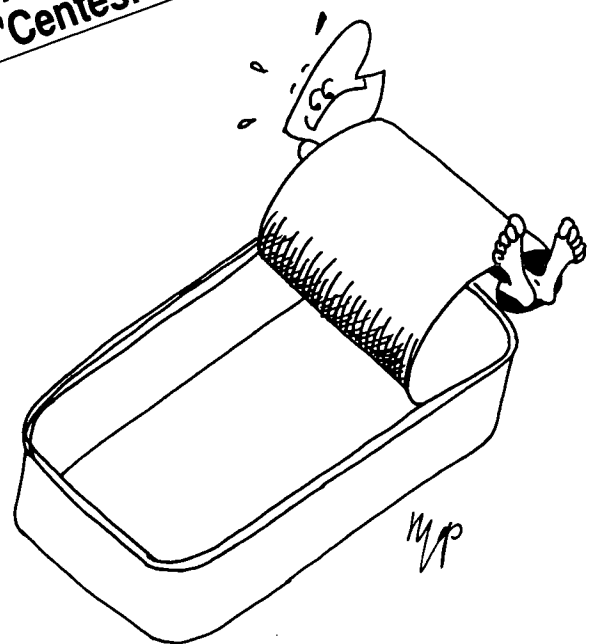
Documents

☐ "Aux côtés des opprimés - Pour un avenir commun". (4 p.) Mémoire commun du conseil synodal de l'Eglise catholique chrétienne de Suisse, du Conseil de la Fédération des Eglises protestantes et de la Conférence des évêques suisses. Contre le racisme ordinaire, un appel à considérer l'étranger non pas comme un ennemi mais comme une personne apportant sa propre richesse.

☐ "Les réfugiés, des questions à débattre". (2 pages). Un petit document de l'Action Parrainage et de l'AGORA adapté par "vivre ensemble" pour démontrer un certain nombre de clichés à propos des réfugiés. ➤ Disponibles à la COTMEC.

Samedi 1er Juin
Manifestation pour le droit d'asile
Plus de détails en page 4

D.F.



Priorité S.V.P.

Planète terre, années '90: un homme sur trois est sous-alimenté ou souffre de la faim tandis qu'un sur cinq, suralimenté, accumule des stocks (chiffres de la FAO). Plus d'un milliard d'êtres humains vivent au-dessous du seuil de pauvreté déterminé par la Banque mondiale à un revenu annuel de 370 \$. Le Sud n'est pas le seul concerné: l'Europe compte 44 millions de "pauvres" (14% de la population, selon les critères de la CEE). Aux Etats-Unis, une personne sur sept vit en-dessous du seuil officiel de pauvreté. En Suisse romande, selon une récente enquête réalisée dans le canton de Neuchâtel, 15 à 19% des contribuables ont un revenu inférieur au revenu considéré comme minimal pour vivre décemment* ... N'y a-t-il pas là quelques indices d'une sorte de catastrophe permanente largement évacuée de l'horizon médiatique?

Le capitalisme libéral qui s'affirme désormais comme le mode de production dominant de par le monde est, certes, redoutablement performant. Toute la misère du monde ne saurait lui être imputée. Il n'en reste pas moins que ce système est producteur d'injustices criantes et qu'il ne s'est jamais donné pour vocation de les combattre (dans son acception idéologique la plus courante, il préconise simplement la libre concurrence, la liberté du travail et des échanges). Les situations de pauvreté que connaît le monde moderne sont les indices d'un grave dysfonctionnement. Elles démontrent qu'aucun système, aussi performant soit-il, ne peut être "sacralisé". Comment replacer l'homme au centre de l'économie? Comment rendre à ceux qui subissent ces situations de pauvreté la priorité à laquelle ils ont droit, pour le bien de tous? Comment promouvoir la libération de l'homme, aujourd'hui? La dernière encyclique de Jean-Paul II invite à remettre ces questions au cœur des préoccupations contemporaines. Dans ce mini-dossier: quelques points de repères pour une lecture de cette encyclique en fonction de notre champ de préoccupations et un regard théologique avec le billet de Jean-Charles Roulin. ■

D.F.

* Enquête parue dans les cahiers de l'ISSP, N° 12, 1990, sous le titre "Avons-nous des pauvres?" A Genève, une motion demandant l'introduction d'une allocation d'insertion pour les plus démunis devrait susciter prochainement une enquête sur les situations de pauvreté dans le contexte genevois.

"Centesimus annus" célèbre le centième anniversaire de "Rerum Novarum", une encyclique du pape Léon XIII qui marquait l'ouverture des autorités de l'Eglise catholique à la question sociale dans le monde moderne. Cent ans après, il s'agit d'examiner les choses nouvelles qui façonnent l'homme d'aujourd'hui. Cette nouvelle encyclique se présente comme un outil de réflexion et de débat sur les grands défis économiques et sociaux de notre temps..

Années '90: nouvelle donne.

L'encyclique porte une attention particulière au tournant que marquent les événements de la fin de la décennie écoulée avec la décomposition du totalitarisme dans certains pays du Sud et dans les pays de l'Est. Dans l'analyse de ces changements c'est surtout la faillite du collectivisme à l'Est que le pape met en avant: si "l'effroyable condition d'injustice à laquelle étaient réduites les masses prolétariennes dans les nations récemment industrialisées" (12)* devait être vigoureusement combattue, "l'expérience historique des pays socialistes a tristement fait la preuve que le collectivisme non seulement ne supprime pas l'aliénation, mais l'augmente plutôt, car il ajoute la pénurie des biens nécessaires et l'inefficacité économique" (41). Mais les doctrines de "sécurité nationale" anti-communistes en prennent aussi pour leur compte car, sous prétexte de "préservation de leur peuple du communisme", elles détruisent "la liberté et les valeurs de la personne au nom desquels il faut s'y opposer" (19). Cela ne saurait impliquer non plus que le système social qui l'a emporté dans l'affrontement est-ouest soit le meilleur et ait une valeur universelle. Au contraire, dit Jean-Paul II, "des phénomènes de marginalisation et d'exploitation demeurent dans le monde, spécialement dans le tiers monde, de même que des phénomènes d'aliénation humaine, spécialement dans les pays les plus avancés. Des foules importantes vivent encore dans des conditions de profonde misère matérielle et morale. (...) Il y a même un risque de voir se répandre une idéologie radicale de type capitaliste qui refuse jusqu'à leur prise en considération, admet-

* Ce chiffre et les suivants renvoient aux paragraphes de l'encyclique. Texte disponible à notre secrétariat.

tant a priori que toute tentative d'y faire face directement est vouée à l'insuccès, et qui, par principe, en attend la solution du libre développement des forces du marché" (42). Or, dans un tel système aussi, "les choses matérielles l'emportent sur les hommes; et plus encore, pour les pauvres, s'est ajoutée à la pénurie des biens matériels celle du savoir et des connaissances qui les empêche de sortir de leur état d'humiliante subordination" (33).

Pas de modèle

Pour l'avenir, l'encyclique ne suggère bien heureusement pas de modèle mais tente de cerner un certain nombre d'exigences de fond, toutes fondées sur la préoccupation constante de promouvoir une "liberté humaine intégrale" dans le respect des dynamiques propre à chaque société et avec le souci de la participation de tous. Une certaine insistance de Jean-Paul II à assurer la prééminence d'un "axe d'ordre éthique et religieux" dans la recherche de voies nouvelles pourrait laisser penser au retour d'un pouvoir religieux qui veut restaurer sa force. Cela est cependant contredit par la volonté affirmée de se distancer de tout fondamentalisme: ce danger que représentent "ceux qui, au nom d'une idéologie qui se prétend scientifique ou religieuse, estiment pouvoir imposer aux autres hommes leur conception de la vérité et du bien". Au contraire, selon Jean-Paul II, "en réaffirmant constamment la dignité transcendante de la personne, l'Eglise adopte comme règle d'action le respect de la liberté" (46).

Non-violence

La force de l'action non-violente, dans "Centesimus annus", c'est d'abord un constat: les révolutions de ces dernières années ont été le fruit d'une "lutte pacifique, qui a utilisé les seules armes de la vérité et de la justice" et qui était décidée "à essayer toutes les voies de la négociation, du dialogue, du témoignage de la vérité, faisant appel à la conscience de l'adversaire et cherchant à réveiller en lui le sens commun de la dignité humaine" (24). La non-violence, c'est aussi une option affirmée dans la plupart des encycliques sociales. Elle s'est traduite par une condamnation du principe de la lutte des classes lorsqu'il est basé sur le refus de "respecter la dignité de la personne chez autrui" (Rerum novarum). Mais le rôle positif du conflit est aussi reconnu quand il prend l'aspect d'une "lutte pour la justice socia-

le" (Laborem exercens), car la "paix ne peut s'édifier que sur le fondement de la justice" (5 et 14).

Plus jamais de guerre

Autre point fort caractérisant l'option non-violente de cette encyclique visiblement marquée par les événements récents du Golfe: la dénonciation de la guerre. Parce qu'elle "absorbe les ressources nécessaires au développement des économies internes et à l'aide aux nations les plus défavorisées" (18). Parce que la militarisation du monde se traduit au Sud par des luttes fratricides et au niveau global par la menace d'une "guerre atomique, capable de conduire à l'extinction de l'humanité" (18). Parce que, enfin, elle conduit à une spirale "qui détruit la vie des innocents, qui apprend à tuer et

qui bouleverse également la vie de ceux qui tuent, qui laisse derrière elle une traînée de rancœurs et de haines, rendant plus difficile la juste solution des problèmes mêmes qui l'ont provoquée" (52). Outre l'urgence de mesures pratiques contre le commerce des armes et la promotion de mesures fiables autres que l'affrontement militaire pour résoudre les conflits (28), l'encyclique invite à ne "pas oublier qu'aux racines de la guerre il y a généralement des motifs réels et graves: des injustices subies, la frustration d'aspirations légitimes, la misère et l'exploitation de foules humaines désespérées qui ne voient pas la possibilité d'améliorer leurs conditions de vie par des moyens pacifiques" (52). D'où une "responsabilité collective" pour éviter la guerre et construire,

sur le plan interne, "une économie sociale qui oriente son fonctionnement dans le sens du bien commun" et arriver, sur le plan international, à une "concertation mondiale pour le développement qui suppose même le sacrifice de positions avantageuses de revenu et de puissance dont se prévalent les économies les plus développées" (52).

Des hommes libres et créateurs

Au cœur de cette réflexion, il y a une conception de la personne humaine. Contre les théories sociales totalisantes ou totalitaires, l'encyclique réaffirme que l'homme n'est pas un simple "élément", ou une simple "molécule de l'organisme social", mais qu'il est d'abord un "sujet autonome de décision morale" (13). S'il est, sans aucun doute, objet "d'innombrables conditionnements", tout individu est avant tout un "homme créé pour la liberté". C'est aussi l'un des enseignements majeurs de l'effondrement des systèmes totalitaires: "non seulement on n'a pas le droit de méconnaître, du point de vue éthique, la nature de l'homme qui est fait pour la liberté, mais en pratique, ce n'est même pas possible. Là où la société s'organise en réduisant arbitrairement ou même en supprimant le champ dans lequel s'exerce légitimement la liberté, il en résulte que la vie sociale se désagrège progressivement et entre en décadence" (25).

Une humanité solidaire

Mais l'homme est à la fois "pécheur et juste" (53), "il tend vers le bien, mais il est aussi capable de mal. Il peut transcender son intérêt immédiat et pourtant lui rester lié." (25). A partir de cette donnée de foi qui est aussi issue de l'expérience humaine, une question essentielle se pose: comment ébaucher un ordre social qui n'oppose pas l'intérêt personnel à celui de la société dans son ensemble, mais qui tendrait plutôt à "assurer leur fructueuse coordination" (25). Dans toute l'encyclique une exigence de fond se dessine pour concilier concrètement le droit à la liberté à l'obligation de

justice et au principe fondamental de Solidarité qui, selon le mot de Paul VI, devrait conduire à une "civilisation de l'amour". L'homme doit pouvoir reconnaître "la valeur et la grandeur de la personne en lui-même et dans l'autre" et rester ouvert à la quête d'absolu qui l'habite. Sans quoi, "il se prive de la possibilité de jouir convenablement de son humanité et d'entrer dans des relations de solidarité et de communion avec les autres hommes pour lesquelles Dieu l'a créé" (41).

Pour une libération intégrale de l'homme

C'est autour de ce noyau dur de la réflexion que l'encyclique propose une critique de l'aliénation dans le travail ou la consommation au sein des sociétés occidentales (41) et de l'ensemble des conditions d'injustice et d'oppression dans le monde actuel au vu desquelles il est toujours nécessaire de "réaffirmer le caractère positif d'une authentique théologie de la libération intégrale de l'homme" (26). De même, ce noyau dur constitue l'axe à partir duquel s'évalue le droit à la propriété privée (limité par le principe de la destination universelle des biens, chap.4), le rôle de l'Etat et le fonctionnement de l'économie, du marché, de l'entreprise, etc... (Chap.5).

Adressée au monde riche

Ouvrément, l'encyclique s'adresse au monde riche pour le secourir et l'amener à un changement. Même lorsqu'il est question du Sud, c'est à partir d'une approche susceptible d'interpeller les consciences des acteurs sociaux du Nord. C'est une manière de voir. Mais on peut souhaiter que d'autres lectures de la nouvelle donne mondiale mettront en valeur des points de vue des acteurs concernés au Sud. Et que cette encyclique elle-même se verra débattue et évaluée à partir de ces points de vue. Notre commission s'emploiera prochainement à aménager des espaces de débat dans ce sens. ■ D.F.



Et Dieu créa la différence !

A travers le récit de la "Tour de Babel", le Livre de la Genèse (Gn 11, 1-9) nous montre des hommes désireux d'assurer l'unité de l'humanité par un impérialisme politico-religieux qui dominerait le monde au point "de toucher le ciel". A une telle vision de l'unité, de la paix et de l'harmonie, Dieu répondit en créant les différences entre les hommes, différences de langues, de cultures et de manières de penser. Avec la liberté, c'est un des plus beaux cadeaux qu'il fit aux hommes! Mais cette diversité engendra jalousies, haines, injustices et inégalités, et se creusa toujours plus le fossé entre Dieu et les hommes.

Puis vint le jour de la Pentecôte, où ce même Esprit de Dieu qui avait créé la diversité, permit aux apôtres de parler à des hommes de toutes races et de toutes langues un langage que tous comprenaient (Ac 2). L'Esprit de Pentecôte n'abolit pas les différences, mais permet aux hommes de jeter des ponts entre eux, de se comprendre au nom de la même vérité qui les rassemble: Dieu. Alors pour la première fois Pierre s'adressa à tous les hommes de bonne volonté pour leur annoncer que Dieu les a sauvés en Jésus-Christ.

C'est dans ce même Esprit que ces derniers mois le successeur de Pierre a donné aux hommes de bonne volonté deux textes qui se font écho: "Redemptoris Missio" en décembre 90, et "Centesimus Annus" en ce mois de mai.

Rappelant l'urgence missionnaire de l'Eglise, dans le respect de la conscience, de la liberté de tout homme, Jean-Paul II rompt avec tout esprit d'impérialisme religieux. Le texte est éloquent, mais la réalité beaucoup moins si l'on considère le poids de la culture occidentale pour ne pas dire "romaine" en matière d'évangélisation! Dans la seconde encyclique citée, le pape démontre avec une lucidité remarquable comment l'échec des grandes idéologies qui ont divisé notre siècle s'enracine dans une conception athée de l'homme. Dans le marxisme comme dans le capitalisme, la dimension religieuse de l'homme a été évacuée par des chemins certes différents. On a négligé par là d'un côté comme de l'autre un aspect essentiel de toute croissance, de toute notion de développement: l'homme ne se sauve pas lui-même!

L'anthropologie chrétienne sur laquelle Jean-Paul II base sa réflexion place cette croissance de l'homme au centre de toute démarche politico-économique, en n'oubliant pas que chaque être humain trouve son plein accomplissement en Dieu. L'analyse du pape souligne le caractère urgent de l'évangélisation pour l'homme de cette fin de siècle, mais là encore, il reste quelque peu figé sur l'aspect occidental de la question.

Sommes-nous prêts à nous laisser évangéliser par le tiers-monde, plutôt que de l'amener à reconstruire notre "Tour"? ■ J.-C. R.

Hommage à Jean Goss

Début avril, Jean Goss est décédé subitement d'un malaise cardiaque. Peu de médias en ont parlé. Inlassablement, il parcourait le monde pour des séminaires, des conférences, des rencontres de formation à la non-violence. Quelques jours avant sa mort, il était de passage en Suisse romande et nous accordait une interview sur Radio-Cité. Un bref portrait de cet homme acharné à promouvoir la paix et quelques extraits de son témoignage tel qu'il nous l'a livré lors de cette émission. Un souffle bienvenu au moment où les armées victorieuses du Golfe paradent en toute bonne conscience alors que les efforts de paix au Proche-Orient s'enlisent dangereusement...

On peut obtenir l'enregistrement intégral de l'interview de J. Goss à Radio-Cité, tél.: 022 42.37.00. (référence: P.A.M. Jean Goss, 3.4.91)

Hildegard et Jean Goss artisans acharnés de la paix

Né à Lyon en 1912. Jean Goss entre comme jeune ouvrier, à 15 ans dans l'action syndicale. En 40, il reçoit la croix de guerre comme artilleur, est fait prisonnier et se convertit en captivité. En 58, il épouse Hildegard Mayr, dr. en philosophie de l'université de Vienne, elle était alors secrétaire itinérante du mouvement international de la réconciliation (MIR-IFOR). Ensemble, ils organisent des rencontres de formation à la non-violence dans les pays de l'Est, séjournent en Amérique latine avec leurs enfants, font découvrir la non-violence à Dom Helder Camara, A. Perez-Esquivel, Mgr Romero. Ils ont animé des séminaires en Angola, Afrique du Sud, Liban, Salvador, Bengladesh et préparé la révolution aux Philippines. Ils ont reçu les prix Xirinnacs et Bruno-Kreisky.

Je tuais avec joie

Jean Goss: «En 1940, je venais de vivre une situation de violence: la guerre. J'ai tué pendant des semaines, jour et nuit, sans arrêt, parce que mon régiment était sacrifié pour abriter la retraite sur Dunkerque de toute l'armée. Nous étions un régiment de Nord-algériens et nous avons été fait prisonniers, à la fin, après s'être battus comme des lions, au point que les Allemands ont voulu nous rendre les honneurs militaires. Il faut dire qu'il est tombé presque la moitié de notre régiment, dans ces combats. Et, de ce fait, les Allemands eux-mêmes ne s'attendaient pas à une telle résistance arrivaient souvent l'arme à la bretelle et on les tuait presque comme si l'on était face à face... Au moment où j'ai été fait prisonnier, il y a eu 24 heures de cessez-le feu. Eh bien durant ces 24 heures, Jean Goss a complètement changé. Si avant je tuais avec joie mes ennemis - c'est à dire: Hitler - Dès que j'ai été fait prisonnier, une

réflexion d'une profondeur que je ne connaissais pas s'est fait jour en moi. Qu'est-ce que j'ai fait, moi, un syndicaliste? Moi qui donnais ma vie pour défendre le petit, le pauvre, l'exploité? J'ai tué qui? Pas Hitler! Mais des pères de famille, des fils de famille, comme moi. J'ai tué des ouvriers comme moi. J'ai tué le peuple (allemand) dont moi je faisais partie en tant que peuple (français). Comment est-ce que j'avais pu trahir ainsi et mon idéal et ma conviction? J'étais bouleversé. A un tel point que, complètement anéanti, détruit en moi-même, je ne voyais qu'une issue: le suicide. On devait recevoir les honneurs militaires le lendemain. Je me suis endormi. On n'avait pas fermé l'oeil depuis dix jours au moins et je me suis réveillé le lendemain. Qu'est-ce qui s'est passé dans cette nuit, je n'ai jamais su l'expliquer. Je ne suis pas un intellectuel et ça ne m'intéressait pas. Mais j'allais vivre une nouvelle vie à partir de ce jour-là. Il y avait en moi comme deux courants fantastiques: dans l'un j'étais fou de joie... fou de joie de quoi? Je n'en savais rien... en pleine guerre! Et puis un autre courant, encore plus formidable: avant j'aimais ma mère, mon père, mes frères et soeurs, mes amis, ceux qui pensent comme moi. Et là, j'aimais l'homme. Qu'il soit Français ou Allemand, qu'il soit Russe ou Américain. Qu'il soit riche ou pauvre, qu'il soit blanc, noir ou jaune...

Respect absolu de l'homme

Les nazis, les SS ont été jusqu'à risquer leur vie pour moi. C'est là que j'ai vu la force de cette vérité qui est celle du respect absolu de la personne humaine, celle-ci étant la valeur suprême de tout le créé. Toutes les valeurs sont pour l'homme: la vérité, la justice, l'amour, le respect. C'est donc l'homme qui est la valeur. Au moment où on tue l'homme, on détruit toutes les valeurs. On

ne peut pas tuer un homme pour défendre des valeurs, ça c'est du nihilisme. Pour les chrétiens, cet homme a tellement de valeur que Dieu a donné sa vie pour sauver, pour libérer cet homme... cet homme plein de merde, c'est à dire tel qu'il est. Et qu'est-ce qu'il nous a demandé: uniquement d'aimer cet homme comme lui, tel qu'il est jusqu'à donner notre vie pour lui et non pas de le tuer pour le transformer.

Non-violence active

La non-violence est au coeur du message évangélique. Pour que la non-violence ait un impact sur le monde, il faut qu'elle soit active, dynamique, agressive contre le mal et l'injustice. Jamais contre l'homme. Il faut qu'elle soit créatrice de vie, sur tous les plans, c'est à dire qu'elle donne à l'homme toute sa dimension humaine et divine. Et enfin, il faut qu'elle soit rédemptrice. Ça veut dire quoi, rédemptrice? "qui paie pour l'autre" comme le Christ a payé pour nous sur la croix. En un mot, cette non-violence, c'est tout l'Evangile, pas un mot de plus, mais pas un mot de moins. Donc la technique doit avoir trois étapes. Premièrement: dire la vérité, dénoncer l'injustice que l'on voit, attaquer les consciences endormies et responsables. Deuxièmement: refuser de participer au mensonge et à l'injustice qui écrase nos frères. Troisièmement: être prêts à payer la facture comme le Christ sur la croix. Payer la facture d'avoir dit la vérité, d'avoir dénoncé l'injustice d'avoir refusé d'y participer». ■

Propos recueillis par D.F.

Migrations Sous un angle différent...

Et si, pour une fois, on considérait la situation sous un angle différent? En effet, l'inégalité des rapports Nord-Sud et la précarité des régimes politiques supposent un afflux de requérants d'asile vers nos pays. Et, naturellement, nous, les pays industrialisés, sommes très généreux de bien vouloir accueillir quelques-uns de ces émigrés "encombrants"! Alors que, si l'on réfléchit aux conséquences de ces immigrations dans nos pays on constate qu'elles ont une influence très favorable sur notre culture et notre économie. Regarder les choses par l'autre bout de la lunette, en reconnaissant les migrations comme facteur de développement, c'est ce que nous proposons l'IUED et le laboratoire de démographie économique et sociale, qui organisent une journée de réflexion sur ce sujet à l'UNI II, le 19 juillet. Une migration massive aura-t-elle lieu ce jour-là vers l'université genevoise?

M.P.

► Programme à l'IUED / Ge

JAB
1231 Conches
Changement d'adresse
16, bd du Pont-d'Arve
1205 Genève

cotmec

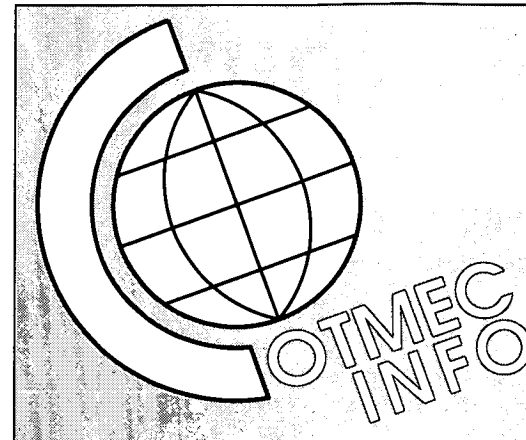


Commission Tiers Monde de l'Eglise catholique à Genève
16, bd du Pont d'Arve
- 1205 Genève -
Tél.: (022) 29.26.81
CCP 12-21551-1

Mensuel
Abonnement: Fr. 10.- / an
Rédacteur responsable:
Dominique Froidevaux
Ont collaboré à ce numéro:
Maryse Dürrer, André Fol,
A. Leenhardt, G. Marc, Marie
Pasquier, D. Froidevaux.

Sommaire du n° 136

- 1 Billet: ...l'oreille fine
- 1 Poème africain
- 1 Cotmec-info sait nager
- 2 Démographie (G. Marc)
- 2-3 Mini-dossier:
Nouvelle donne
en Amérique centrale
- 4 Hommage à Jean Goss
- 4 Migrations



Heureux ceux qui ont l'oreille fine...

Rappelez-vous - ou mieux: allez relire - l'histoire d'Elie au bord de sa caverne (1er livre des Rois ch. 19). Dans un grandiose "son et lumière", le prophète est invité à découvrir que Dieu n'est pas dans le tremblement de terre, ni dans un vent à fracasser les montagnes, ni dans le feu, mais dans le silence. Excellent point de départ offert aux prédicateurs pour inviter leurs auditeurs à chercher eux-mêmes le silence pour retrouver Dieu. Sans doute. Mais il vaut la peine de voir le contexte.

La scène de la caverne est l'aboutissement d'un retournement radical. Au chapitre précédent, Elie avait lancé un défi aux prophètes de Baal... le dieu des autres. Plus encore, il avait mis le sien en demeure: "Le Dieu qui répondra par le feu, c'est lui qui est Dieu". Et, comme cela a marché, notre homme de Dieu s'est cru le devoir d'égorger de sa main les 450 prophètes de Baal...

On comprend mieux maintenant la portée de la conversion. Pour ce champion de Dieu que le meurtre en série ne rebute pas, il n'a pas dû être aisé de découvrir que son Dieu n'était pas dans la violence, ni dans l'extrême; pas non plus dans le feu purificateur mais "dans le bruit d'un silence ténu". Autant dire: changement à 180 degrés. Quoi de moins médiatique que le silence? Ce retournement aurait-il d'ailleurs été possible si Elie, entre temps, n'avait pas connu lui-même la persécution, la fuite, le désert extérieur et intérieur au point de souhaiter sa propre mort?

Tout cela est vieux de 3000 ans, direz-vous. Depuis, Jésus est venu nous montrer - de sa naissance à Bethléem à sa mort au Golgotha - ce que voulait dire la discrétion de Dieu. Êtes-vous si sûrs que le message ait passé? En un temps où l'on parle de la "revanche de Dieu", je suis moins optimiste.

Les chercheurs qui creusent le rapport entre violence et religion arrivent à la conclusion qu'aucune religion - pas non plus le christianisme - n'est à l'abri de la violence. Et ce n'est pas l'histoire qui va les contredire. Pour ne prendre qu'un exemple, dans les premiers siècles: entre le moment où l'Eglise a subi la persécution et celui où elle s'est mise à user de la force contre les hérétiques, l'intervalle ne se calcule pas en siècles, mais en décennies. D'ailleurs, les nouvelles qui nous viennent de Pologne ne nous indiquent-elles pas une Eglise qui a récemment retrouvé la parole, tentée de faire taire ses opposants pour imposer "sa" vérité en matière politique? Non, l'histoire d'Elie n'est pas dépassée.

La relire, enfin, ne peut que fortifier notre espérance. Lorsque l'actualité se fait particulièrement opaque et que l'on cherche désespérément quelques signes de la présence de Dieu, il est bon d'entendre le prophète nous interroger: "Êtes-vous sûr d'avoir l'oreille assez fine pour la découvrir dans ce qui ne fait pas de bruit?" ■

A.F.

Mini-dossier, p.3
Nouvelle donne
en
Amérique centrale

commission tiers monde
de l'église catholique

N° 136 / Mensuel / Juin 1991

D'un enfant du Burkina...

«Vous parlez de guerre, vous parlez profit, dépense, vous parlez mort. Moi, tout petit, je vous offre mon sourire, mes mains ouvertes, je vous offre l'accueil chez moi!

Moi, je vous offre tendresse, calme, partage à fond!

Je vous offre aussi ma détresse, parce qu'ici, il n'y a pas grand chose! L'eau est rare, la récolte minime, le soleil tape fort, il grille tout, mais il est tellement beau! On n'a pas de pétrole, vous savez, alors on vit comme on peut! Mais, chez moi, on sait sourire à celui qui vient, on lui offre tout alors que l'on possède si peu!

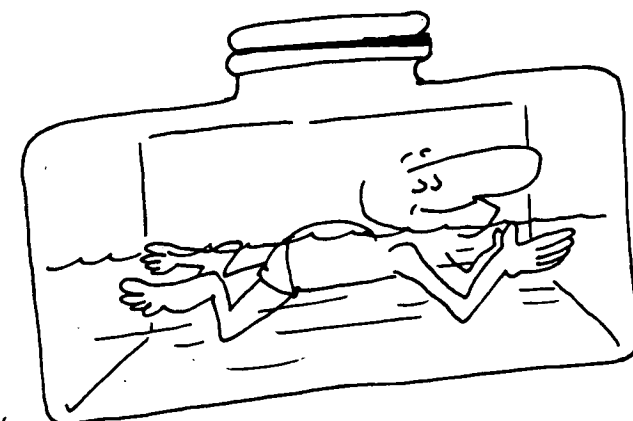
Chez nous, on ne viendra pas faire la guerre, il n'y a rien à prendre! Mais on possède la plus belle chose du monde: savoir aimer!

Savoir ouvrir ses mains ouvrir son coeur pour l'étranger qui vient.

On partage le maigre repas, le sourire qui éclate toujours et cette affection qui demeure au fond du coeur.

On n'a pas de pétrole, mais ...on sait aimer!»

Transmis par Monique Penin (journal "La Croix").



Cotmec-info sait nager

Vous l'aurez remarqué, depuis quelques mois, notre bulletin est achevé par la voie postale non prioritaire. Un régime qui nous est imposé et nous coûte plus cher, avec comme inconvénient majeur un temps encore plus long entre le moment où nous écrivons et celui où vous pouvez nous lire. Le moindre incident survenant dans la chaîne de réalisation de ce bulletin peut encore ralentir le mouvement. Qu'à cela ne tienne, nous tentons de maintenir le cap: le mois passé l'imprimeur a travaillé quasi les pieds dans l'eau à cause d'une inondation dans ses locaux, mais il a réussi à nous livrer son tirage dans les meilleurs délais. Ce mois-ci, le bulletin sort malgré trois semaines d'absence du responsable... Cotmec-info sait nager contre vents et marées! Et c'est bien grâce à l'effort conjugué de toute une équipe: comité de rédaction, dessinateur, imprimeurs, les jeunes de la SGIPA à Conches qui assurent le pliage et l'étiquetage des bulletins. Qu'ils en soient tous vivement remerciés. Comme chaque année, notre bulletin ne paraîtra pas durant les deux mois d'été à venir, mais nous restons attentifs à repérer les signes qui ravivent notre espérance, même les plus ténus (Cf. billet évangélique ci-contre).

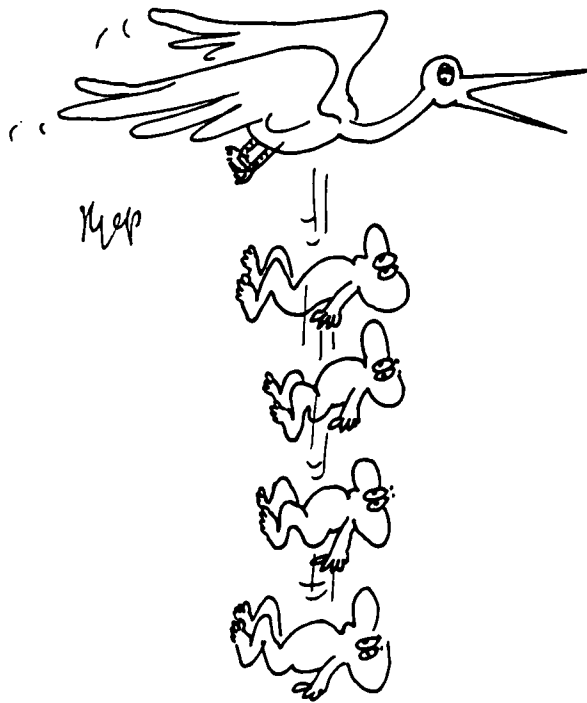
Toutes bonnes vacances à toutes et à tous!

D.F.

Démographie

Enjeu majeur du siècle à venir

Gabriel Marc, socio-démographe et membre de la Commission française Justice et Paix, vient de publier un article remarquable sur les grands enjeux de la décennie '90. Il vient d'en parler à Genève (OIC) et animera bientôt un séminaire à ce sujet, à Ferney (Salle paroissiale, vd 21.6.91 à 20h30). Voici un extrait de son texte intitulé "Onze questions pour un début de siècle" (Foi et développement, N° 191-192 / mars-avril 91). Un regard sur la démographie et les phénomènes migratoires, sous un autre angle que celui que révèlent les problèmes de l'Asile dans les pays Européens.



L'augmentation du nombre des humains dans l'avenir proche semble le phénomène le plus assuré. Depuis quarante ans la population mondiale a plus que doublé, passant de 2,5 à 5,2 milliards.

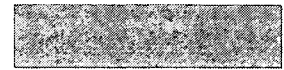
Pour la décennie qui vient, et malgré la baisse escomptée de la fécondité, c'est un milliard d'humains supplémentaires qu'il va falloir accueillir. Et d'ici trente ans c'est trois milliards de plus qui peupleront une terre de 8,2 milliards d'êtres humains. Certains pensent maintenant que l'épidémie de SIDA pourrait infirmer ces chiffres si l'on ne découvre pas très vite la parade. Dans deux ans c'est quelque 100 millions d'humains qui seraient touchés et le nombre des morts imputables au SIDA pourrait être de 50 millions avant la fin de ce siècle, surtout en Afrique. Ce chiffre, énorme en soi, est cependant trop faible pour que l'on puisse se croire dispensés de l'accueil des nouveaux venus dans les dix années qui viennent.

Ce surplus des humains va apparaître pour plus de 90% dans les pays des Tiers-Mondes actuels, avec une particulière poussée en Afrique. Seule la Chine fait exception pour l'instant en maîtrisant un peu sa fécondité, à un prix élevé il est vrai. En revanche, le Japon, l'Europe (URSS comprise) et l'Amérique du Nord, tous pays

riches, ont désormais une population stable et vieillissant inexorablement. Ils constituent donc des zones de dépression relative. Il s'ensuit que des migrations du Sud vers le Nord sont inscrites dans ce paysage. Il y a actuellement environ 2 à 3 % des humains qui vivent dans un autre pays que le leur. Ce chiffre va inéluctablement croître, quelles que soient les politiques de protection des frontières, sous la pression du nombre doublée de celle de la pauvreté. A terme les positions xénophobes et protectionnistes ne sont pas tenables. Il serait plus sain, pour éviter des conflits douloureux, de se préparer à l'accueil plutôt que de se bercer de l'illusion que l'on pourra construire une forteresse supposée imprenable. A cela s'ajoute la migration, interne aux pays du Sud, de la campagne vers la ville. Dans un peu plus de 10 ans les urbains y seront plus nombreux que les ruraux. Ces mouvements incontrôlés vont rapidement aboutir à des mégapoles, des "villes chaos" de 20 voire 30 millions d'habitants que nul ne peut gérer. Ce sont des barils de poudre prêts à la déflagration. Le système démographique (...) va certainement marquer une période où sa maîtrise constitue le principal enjeu. ■

G.Marc

Mini dossier



Religion et politique

Au Guatemala et au Salvador

Les rapports entre religion et pouvoir ont toujours été fort complexes dans l'Amérique latine contemporaine. L'apparition de nouveaux mouvements religieux peu liés aux Eglises traditionnelles sur l'avant-scène politique rend l'analyse encore plus difficile. Le pasteur André Leenhardt a effectué deux missions d'observation, en octobre 89 et mars 91, au Salvador et au Guatemala. Il a bien voulu nous dire ses "impressions" sur les rapports entre religion et vie politique dans ces deux pays.

On sait comment ces deux pays, depuis longtemps, connaissent l'affrontement entre une opposition armée (FMLN au Salvador, URNG au Guatemala) et l'armée, pas toujours bien contrôlée par les gouvernements, et doublée par des escadrons de la mort.

En 1987, les accords d'Esquipulas II, tentative des 5 pays d'Amérique Centrale pour régler eux-mêmes les problèmes de la région, décidaient entre autres la mise en route dans chaque pays d'un grand débat national, d'une grande consultation pour avancer vers la paix. Aussi bien au Salvador qu'au Guatemala, les Eglises tiennent une grande place dans ce processus.

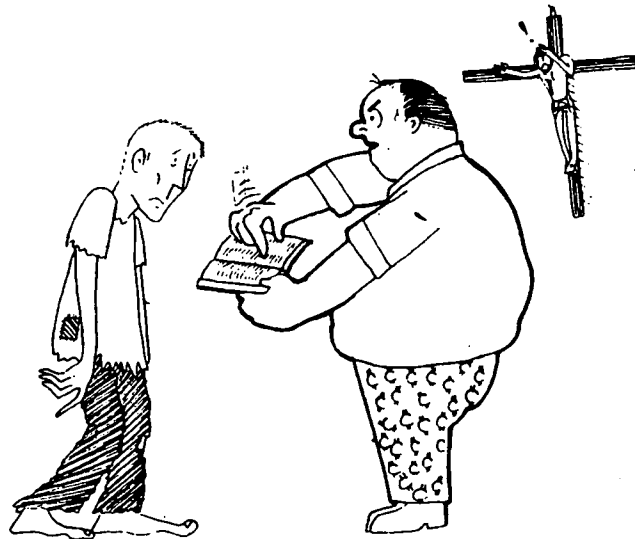
Eglise médiatrice

L'Eglise catholique au Salvador, a été à l'initiative, a participé à la première session, puis s'est placée en retrait, concevant son rôle comme une médiation, au-dessus des parties, lui permettant éventuellement de jouer un rôle-clé le moment venu. Cette position n'est pas toujours bien acceptée dans les mouvements populaires... Au Guatemala en revanche, le Prési-

dent de la très active "commission de conciliation" est un évêque catholique.

Partenaires actifs

Les Eglises protestantes dites "historiques" restent davantage des partenaires actifs du débat national. Au Salvador l'animateur principal du Débat national a longtemps été un pasteur baptiste. Elles sont très engagées aussi dans les luttes quotidiennes: c'est bien le mot "lutte" qu'il faut employer parce que dès que quelqu'un prend une initiative, dès qu'une association se forme, dès qu'un effort est lancé pour l'amélioration des conditions de vie des plus pauvres, le pouvoir (officiel et occulte) réprime et - souvent massacre. Dans les deux pays les Eglises catholiques et protestantes, sont ainsi les cibles fréquentes de la pire répression. Vu d'ici on a tendance à dire "Mais pourquoi ces Eglises se mêlent-elles de politique"? Vu de là-bas on comprend que les mêmes mots ne recouvrent pas les mêmes réalités. Les deux domaines, là-bas, ne sont pas séparés, les églises sont simplement des églises populaires en symbiose beaucoup plus gran-



"Religion et pouvoir", vu par la revue centro-américaine "Iglesia Solidaria"

Nouvelle donne en Amérique centrale

de que chez nous avec leur population, et donc simplement solidaires avec le peuple...

Sectes florissantes

Il y a une grande floraison de sectes ou petites communautés en tous genres. C'est bien sûr la réponse immédiate et élémentaire à une situation dramatique de misère et de peur. Elles prêchent de manière répétitive et martelée la confiance en Jésus pour l'au-delà. Mais aussi, explicitement, elles appellent à s'écarter de toute préoccupation "mondaine", c'est-à-dire sociale et politique. Cela fait bien l'affaire des puissants! Elles sont la plupart du temps fondées par des missionnaires venant des USA, avec tout le financement nécessaire. Ainsi non seulement les USA financent, par exemple l'armée du Salvador, mais ils financent aussi un matraque idéologique. Les grands propriétaires de la plaine au Guatemala, invitent volontiers ces

prédicateurs à fonder une communauté dans leur hacienda, où les paysans se vendent saisonnièrement pour une bouchée de pain: ainsi ils se tiennent tranquilles...

Un protestant convaincu comme président

Un cas particulier: le nouveau (15.1.91) président du Guatemala, J. Serrano Elias, est un protestant convaincu (récemment passé d'une petite secte évangélique à une autre). Il affirme très fort ses convictions chrétiennes, lance des appels vibrants pour la signature de la paix avec son opposition armée (l'URNG) et se déclare fermement le seul chef suprême de l'armée (ce qui est constitutionnel, mais n'était nullement la réalité pour son prédécesseur). Il est déçu que l'URNG ne réponde pas immédiatement à ses avances, sans se rendre assez compte qu'il lui demande une sorte de reddition, seulement sur ses déclara-

tions d'intention. Il lui faut faire la preuve qu'il maîtrise bien l'armée, et qu'il est capable de passer des déclarations aux actes. En faisant ces déclarations il prend des risques énormes et c'est tout à son honneur. Mais que de chemin encore à faire vers une vraie démocratie, l'intégration de l'opposition armée dans la vie politique, le respect de ce qu'on appelle "les minorités indiennes" et qui sont en réalité la grosse majorité de la population...

Concluons sur une image, qui nous vient de Colombie: un des mouvements de guérilla qui ont accepté de rentrer dans la vie politique normale et de déposer les armes, n'a pas voulu "rendre les armes", c'est-à-dire capituler. Mais ces combattants ont rassemblé leurs armes et les ont fondues, faisant avec ces armes un monument pour la paix. Belle image biblique, non? ■

A. L.

Nicaragua: Révolution, pouvoir d'Etat et Christianisme

Le service de presse DIAL vient de traduire un document passionnant présentant un bilan critique de l'expérience sandiniste au Nicaragua. Il témoigne d'un souci des communautés ecclésiales de bases en Amérique latine de ne pas se laisser enfermer dans la logique du pouvoir d'Etat ou d'un parti révolutionnaire d'avant-garde tout en gardant comme objectif premier de permettre aux milieux populaires d'être acteur de leur développement, de leur culture, de leur devenir. ■

D. F.

Document disponible à notre secrétariat (D 1596)

Salvador

Regard sur un mouvement communautaire

Segundo Montes, père jésuite salvadorien assassiné en novembre 89, voyait dans les expériences communautaires émergentes des camps de réfugiés au Honduras un germe d'espérance pour son pays (Cf. Cotmec-info / janvier 90). Avec l'appui du HCR, une communauté forte de 8000 membres, née de l'exil, tente aujourd'hui son retour au Salvador dans l'espoir d'y reprendre sa destinée en main. Elle a choisi de s'appeler "Comunidad Segundo Montes". Maryse Dürrer a rencontré pour nous un de ses membre de passage à Genève.

La Comunidad s'est installée au Nord, dans la région de Morazan. Une région dévastée par la guerre des 150000 habitant qu'elle comptait avant la guerre civile, il n'en restait que 10000 au plus fort des combats. Aujourd'hui, 33000 personnes tentent d'y vivre à nouveau, mais tout est à refaire. Les membres de la Comunidad y viennent avec tout un savoir-faire acquis dans les camps: en matière d'éducation, nutrition, santé publique, construction, artisanat, les gens ont une formation et maîtrisent les techniques nécessaires pour assurer la relance. L'expérience d'autogestion et de prise en charge communautaire des problèmes conquis du temps de l'exil est aussi primordiale: l'inventaire des problèmes a été fait en commun ainsi que la définition d'une stratégie d'action à long terme. Une assemblée générale de délégués se réunit deux fois l'an pour décider du programme à court terme et une

assemblée permanente élue de 38 membres assure son suivi.

Priorités et contraintes

La Comunidad a ainsi défini ses priorités: promotion de l'éducation à tous les niveaux et pour chacun, formation technique et administrative, développement d'unités de production pour couvrir les besoins de base, maintien d'une assistance jusqu'au moment où l'autonomie sera assurée, participation de chacun au processus de développement et d'autonomie. De nombreuses contraintes sont à gérer: le sol est trop pauvre pour une production agricole importante: avant la guerre, seule le jute était produit dans cette région; il faudra consentir de gros investissements en temps et en argent pour les infrastructures de base: routes, écoles, hôpitaux. A cela s'ajoute l'insécurité qui demeure dans tout le pays: la paix est toujours précaire, les confrontations

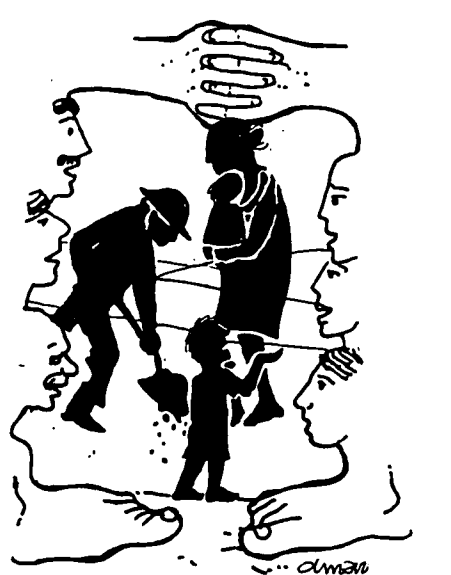
avec les militaires sont le lot quotidien. Toute la Comunidad a marché jusqu'aux portes de camps militaires pour obtenir la libération des personnes détenues sans motifs. L'arbitraire est la règle: il y toujours deux "partenaires", l'Etat et la guérilla. Autre difficulté: l'absence de documents officiels: sans documents d'état civil, comment signer un contrat, faire un emprunt, devenir fonctionnaire? Des négociations ont été entreprises à ce sujet avec le gouvernement, avec l'aide du HCR.

Agir sur les causes de la guerre civile

Pour les membres de la Comunidad il est surtout important d'agir sur les causes qui ont conduit à cette situation de guerre civile, c'est à dire l'injustice, la misère, le manque de formations et d'emplois. En créant des écoles, des ateliers, des dispensaires, ils assurent une chance à la paix. Ils ne veulent pas être des assistés, ils le prouvent en prenant leur destin en mains. Petit exemple: chaque adulte a reçu le pécule de 50\$ et chaque enfant 25\$ avant de rentrer au pays. D'un commun accord, la moitié de cette somme a été déposée dans une banque communautaire pour

financer de petits projets, tels que 5 boutiques qui permettent à chacun de s'approvisionner à bon marché tout en créant des places de travail. On favorise aussi l'initiative personnelle: chaque famille a son jardin et quelques poules, de nombreux petits ateliers de poterie, de tissage, etc... ont surgi; une radio locale également. A long terme, on espère passer de l'assistance à une économie de marché décentralisée qui permette un développement personnel. Née de l'exil, la dynamique amorcée par la Comunidad Segundo Montes devient un atout vital pour la paix et l'émancipation sociale et économique de toute une région. ■

M. D. et D. F.



Avec Margrit Spichtig

L'hiver dernier: grève de la faim de requérants d'asile kurdes dans le canton d'Obwald qui s'opposent à leur expulsion de Suisse. Margrit Spichtig y participe. Elle protège aussi ces requérants dans leur clandestinité, juste avant leur renvoi en Turquie. Fin août elle était condamnée à cause de cela à 5 semaines de prison ferme et 2000 francs d'amende. A la rentrée scolaire, Margrit qui était jusqu'ici institutrice à Sachseln a trouvé quelqu'un d'autre à sa place, sans préavis formel... On avait demandé à son mari, sculpteur de son état, de fabriquer un monument destiné à marquer l'endroit des festivités de clôture du 700e. Il avait imaginé une croix commémorant "l'unité dans la diversité" de notre pays... Il vient de la flanquer dans la Melchaa, rivière coulant à quelques pas au-dessous du saint ermitage de Nicolas de Flüe pour protester contre la politique d'asile et les abus du pouvoir judiciaire local à l'endroit de ceux qui osent y résister.

Notre commission a publié un communiqué dénonçant la condamnation de Margrit Spichtig,

car on ne saurait tolérer que des actes de résistance non-violente face à la politique de nos autorités soient punis aussi sévèrement alors que des actes violents, à caractère raciste, à l'endroit de requérants d'asile sont traités avec une clémence déroutante. Tout citoyen a en effet le droit d'exprimer haut et fort son désaccord face à des ordres ou des décisions qu'il considère comme fondamentalement injustes et contraires à la dignité humaine.

Chacun peut aussi écrire des lettres de protestation aux

autorités obwaldiennes. Adresse: Regierungsrat des Kanton Obwalden, Rathaus, 6060 SARNEN. Tout se jouera au Tribunal cantonal où il est important que Margrit Spichtig puisse faire état de nombreux appuis. Le juge Guido Cotter qui a prononcé la condamnation a, de son côté, cru bon de déclarer, par après, que celle-ci était "une offre pour permettre à Margrit Spichtig de faire recours et avoir un procès régulier..."

No comment !■

D.F.



A vos agendas

du 20 au 30 septembre:
EXPO: "toi, moi, l'étranger"
Ctre doc. Arts et Métiers,
6, av. de la Jonction (GE)

4 et 5 Octobre 1991
FORMATION SPIRITUELLE
pour chrétiens engagés auprès
des requérants d'asile
Thème: à partir du livre "Peuple
parmi les peuples" (Ed. Labor et
Fides. Coût Frs.:55.-
Rens.: M.-C. Perraudin, Boisy 16,
1004 Lausanne, tél.: 021/37.32.14.
Org.: équipe oecuménique VD,
GE, NE.

Samedi 12 octobre 1991
1492-1992

**500 ANS DE RESISTANCES
INDIGENE ET POPULAIRE
EN AMERIQUE**
Première grande rencontre
genevoise autour d'un
anniversaire controversé. Elle est
organisée
par la coordination des groupes
de solidarité avec l'Amérique
Latine.
Projections, Meeting, débats et
fête au programme (à vérifier
dans les quotidiens).

26 septembre
MANIFESTATION pour les
personnes disparues en raison de
leur croyance religieuse
A Genève:
1, rue de Chantepoulet, 12h-13h.

Si vis pacem para pacem

**C'est en substance ce à
quoi nous invite le collectif
"dissuasion civile" qui
contacte un maximum de
personnes et de groupe-
ments susceptibles d'agir
pour une défense civile
non-violente.**

Ce collectif, né notamment
du Mouvement pour une Action
Non-violente (MAN) présente
dans un remarquable dépliant (1)
quelques scénarios possibles d'un
pacifisme actif. Il entend susciter
par là une vaste réflexion et
mettre en relation les intéressés
afin de regrouper les forces.

Cette démarche nous
interpelle, comme toutes les
tentatives de résolution pacifique
des conflits. Elle va, en effet,
nécessairement de pair avec la
promotion d'une politique globale
de paix qui suppose un réel
combat pour la justice et la
réduction des inégalités au Nord
comme entre le Nord et le Sud.
(Cf. encadré, brochure de "Justice
et Paix")

Dans cet ordre d'idée nous
déplorons le frileux rejet par la
commission du Conseil national
des trois initiatives parlementaires

demandant une interdiction des
exportations d'armes.

Nous suivrons avec intérêt
le sort réservé aux ordonnances
et initiatives populaires allant
dans le même sens et qui sont
actuellement en préparation ou au
stade de la récolte des signatures
(2). ■

R.P.

1. Dépliant disponible à notre
secrétariat
2. Une initiative populaire "Pour
moins de dépenses militaires et
davantage de politique de paix" et
une autre "Pour l'interdiction
d'exporter du matériel de guerre"
en sont à la récolte de signatures
jusqu'au 21 novembre 1992.

Pas de paix sans justice

L'Institut d'Ethique sociale de
la Fédération des Eglises
Protestantes de Suisse et la
Commission nationale Justice
et Paix viennent de publier un
document de 44 pages intitulé
"La paix en Europe, un défi
pour la Suisse" (Frs. 7.-, à
notre secrétariat). Bien que
consacré essentiellement à
l'"architecture" de la paix dans
une Europe en pleine mutation,
ce texte souligne l'importance
du combat pour la justice au
niveau des relations Nord-Sud.

JAB
1231 Conches
Changement d'adresse
16, bd du Pont-d'Arve
1205 Genève

cotmec



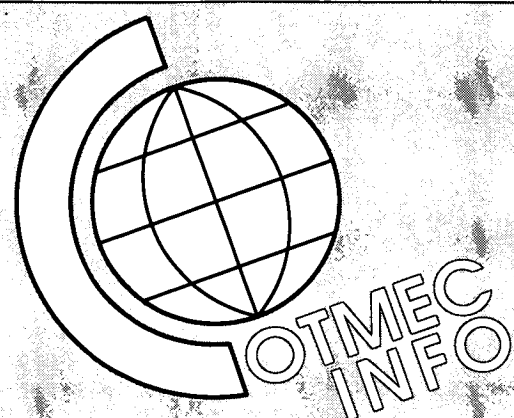
Commission Tiers Monde de
l'Eglise catholique à Genève
16, bd du Pont d'Arve
- 1205 Genève -
Tél.: (022) 29.26.81
CCP 12-21551-1

Mensuel

Abonnement: Fr. 10.- / an
Rédacteur responsable:
Dominique Froidevaux
Ont collaboré à ce numéro:
Christiane Perregaux, Roland
Pasquier, Jean-Charles Roulin,
Dominique Froidevaux.

Sommaire du n° 137

- 1 Billet: Un grand déjeûner
- 1 Editio: La DDA fait fort
- 2 Sahara occidental, espoirs
- 2 C. Perregaux: témoignage
- 3 Mini-dossier: l'apartheid et
nous, rencontre avec R.
Nunes
- 4 Si vis pacem para pacem
- 4 Avec Margrit Spichtig.
- 4 Agenda



Mini-dossier, p.3
L'apartheid
et nous

commission tiers monde
de l'église catholique

N° 137 / Mensuel / Septembre 1991

Un grand déjeûner!

En cette année du 700ème anniversaire de
la Confédération, les différentes Eglises chré-
tiennes de notre pays nous proposent de célé-
brer de façon particulière le Jeûne fédéral.
Selon le message adressé à toutes les commu-
nautés, elles "invitent le peuple suisse à témoi-
gner de sa reconnaissance, de son repentir, de
sa conversion et surtout de son espérance." Il y
a dans cette démarche un désir de renouer
avec le sens premier d'une telle fête.

Dans la plupart des religions, le jeûne,
défini d'abord comme une privation de nourri-
ture et de boisson, occupe une place importante
pour des motifs divers: purification, deuil, sup-
plication, moyen de reconnaître la transcenden-
ce divine. Le sens du jeûne dans la Bible met
particulièrement l'accent sur une attitude
d'abandon, de dépendance totale envers Dieu
afin d'accueillir sa présence et son action dans
notre vie. Les différents jeûnes décrits dans la
Bible traduisent donc d'abord l'humilité, mais
aussi l'espérance et l'amour de l'homme.

Aux attaques formalistes des pharisiens
qui reprochent aux disciples de ne pas respec-
ter le jeûne, Jésus répond: "Les amis de
l'Epoux peuvent-ils jeûner tant que l'Epoux est
avec eux? Des jours viendront où l'Epoux leur
sera enlevé, alors ils jeûneront en ces jours-là"
(Marc 2,19). Il lie ainsi le jeûne à la privation
de sa présence parmi eux. En attendant de
retrouver le Christ, ses disciples découvrent
donc un sens particulier au jeûne: la prépara-
tion à sa rencontre dans un chemin de conver-
sion qui passe par l'édification d'un monde
plus juste et plus fraternel.

En demandant au peuple suisse de s'ou-
vrir à ces dimensions profondément religieuses
du Jeûne fédéral nos Eglises nous proposent
une démarche qui s'enracine bien au-delà de
nos fibres patriotiques. Parmi les questions
qu'elles nous posent, la dernière me semble
essentielle: "Comment vaincre nos égoïsmes et
ouvrir nos coeurs, afin de travailler ensemble à
la réalisation du grand dessein que Dieu nous a
tracé: l'édification d'une communauté plus hu-
maine et plus chrétienne portée par la force du
Saint-Esprit?"

Il est réjouissant de découvrir nos diffé-
rentes Eglises chrétiennes unies, capables de cé-
lébrer ensemble une telle espérance.
L'événement comme telle comporte quelque
chose de très nourrissant! L'unité, l'ouverture
aux autres, le souci de plus de justice et de
clarté dans nos structures économiques et socia-
les sont autant de valeurs dont nous avons plu-
tôt l'habitude de jeûner. Espérons que ce jour
de conversion ne reste pas un grand "dé-jeû-
ner" dans l'année! ■

J.-C. R.

La DDA fait fort

Nous avons souvent eu l'envie de sortir un bulletin avec rien que des bonnes nouvelles, mais l'horizon des rapports Nord-Sud s'y prête peu. Alors nous tâchons tant bien que mal de garder une ligne: déceler au coeur même de ce que nous dénonçons comme injustices quelques signes d'espérance.

En cet automne du 700e finissant, la très officielle DDA (Direction de la coopéra-
tion et de l'aide humanitaire de notre Confédération) nous offre un morceau de
choix: elle vient de mettre un montant d'environ 100'000 francs pour aider le nou-
veau gouvernement de Bamako (Mali) à déterminer les avoirs que le président
déchu Moussa Traoré a transféré à l'étranger et notamment en Suisse. Ce n'est pas
tant la somme allouée à cette fin qui est à remarquer, mais bien l'originalité de la
démarche: la Con-
fédération fournit
ainsi à un pays tiers
les moyens de l'atta-
quer. L'argent servira
surtout à payer des
avocats (G. Fontanet
et S. Salvioni) pour
défendre les intérêts
des nouvelles autori-
tés maliennes qui ont
inspiré suffisamment
de confiance à notre
Coopération techni-
que. Selon le
communiqué officiel
de la DDA il s'agit
en effet d'encourager
ces dernières à persé-
véraler dans le respect
des règles démocratiques
et des droits de
l'Homme. On ajoutera

simplement que l'encouragement vaut dans les deux sens, puisque la DDA met du
même coup en évidence que la promotion des libertés et de la justice dans le Tiers
Monde ne va pas sans un bon coup de balai devant notre propre porte!

C'est un premier pas, petit, mais important face à ce qui représente peut être bien
l'un de nos plus périlleux sommets: la montagne de capitaux du Tiers Monde pla-
cés dans notre pays, elle-même très étroitement liée à l'accroissement du fossé
Nord-Sud. Selon une enquête de la société McKinsey, on estime que "les fortunes
privées du Tiers Monde gérées en Suisse atteignent un montant d'au moins 250
milliards de francs, la majeure partie étant des capitaux en fuite. Soit 40'000 francs
par habitant de notre pays, ou un quart environ de tous les capitaux en fuite du Tiers
Monde"... Un manifeste reprenant ces données a été lancé par la Déclaration de
Berne et l'Action Place financière Suisse-Tiers Monde et a obtenu le soutien de
nombreuses organisations (1). Il décrit le chemin à parcourir pour une Suisse sans
capitaux en fuite: favoriser une meilleure entraide judiciaire pour éviter notamment
que les procédures de récupération de fonds volés ne s'enlisent comme dans l'af-
faire Marcos (Ex-Président des Philippines); prendre des mesures de prévention
contre la fuite des capitaux et, enfin, arriver à davantage de transparence dans le
domaine des activités bancaires. Affaire à suivre de près: une grande campagne
d'information et d'adhésion est prévue pour le printemps prochain. ■

D.F.

(1) Encore en consultation, ce manifeste, soutenu par notre commission, sera bientôt
disponible dans sa version définitive. La citation entre guillemets est tirée du document
provisoire.

Sahara occidental Fin d'une trop longue attente?

Le 6 septembre dernier, un cessez-le-feu imposé par l'ONU est officiellement entré en vigueur entre les troupes marocaines et celles du front Polisario, première étape vers un référendum d'autodétermination qui devrait avoir lieu au début de 1992. Un formidable espoir, pourtant rien n'est encore joué.

En effet, tout semble organisé, côté marocain, pour torpiller ce processus. Juste avant le cessez-le-feu, les troupes marocaines se livraient à plusieurs attaques meurtrières contre des villes sous contrôle indépendantiste et empoisonnaient des points d'eau. Actuellement, de nombreuses entraves sont mises au déploiement de la force d'interposition des Nations Unies et au travail du représentant spécial du secrétaire général de l'ONU. Contrairement aux accords, le Maroc renforce son autorité sur les zones qu'il contrôle. Il n'accorde aucune liberté de mouvement aux représentants de la presse. De plus, la libération de tous les détenus politiques et l'échange des prisonniers de guerre sont retardés, ainsi que le rapatriement des réfugiés sahraouis réfugiés à l'étranger. Tout dépend en fait de l'acceptation par toutes les parties des critères permettant d'identifier qui peut être considéré comme Sahraoui. Le Gouvernement marocain voudrait les revoir à la hausse: alors que le front Polisario a proposé de ne retenir que les liens de parenté directe, il propose des critères beaucoup

plus larges et flous prenant notamment en compte les déplacements de population du temps des guerres coloniales et d'indépendance. Enfin, dans la presse marocaine le ton est clairement donné: le référendum ne peut avoir qu'un seul but que le roi Hassan II a lui-même énoncé, à savoir "la récupération définitive du Sahara par le Maroc".

La Cotmec s'est associée aux nombreuses protestations locales et internationales contre les violations du plan de paix de l'ONU par le Maroc en adressant une lettre à l'ambassade de ce pays en Suisse avec copie à M. J. Mans, représentant du secrétaire général de l'ONU pour cette question. Nous encourageons bien entendu toute personne, groupe ou association à le faire également: dans ce conflit il y a non seulement des aspirations légitimes du peuple sahraoui à vivre libre et en paix, mais aussi d'un ordre international fondé sur le droit et la justice plus que sur la loi du plus fort. La pression résultant d'une multitude de petits coups de pouces est plus forte qu'on ne le pense! ■

D.F.

Solidaires des Sahraouis

A Genève, le Comité suisse de soutien au peuple sahraoui mène depuis 15 ans une action de solidarité exemplaire, avec peu de moyens. Un témoignage avec Christiane Perregaux, membre de ce comité depuis ses débuts. Elle a bien voulu nous dire en quelques lignes ce qui fait bouger des gens d'ici pour un petit peuple perdu dans les sables d'Afrique...

Des Sahraouis arrivent à Genève en décembre 1975, essouffés d'avoir parcouru toute l'Europe pour lancer un S.O.S. Leurs maisons et leurs tentes sont détruites, leurs enfants tombent sous les bombes, les forces marocaines occupent leurs terres. Au Sahara occidental (1), le colonisateur espagnol est en train de partir. Vous bougez, vous offrez votre aide, aussi modeste soit-elle, vous allez voir, vous rentrez bouleversé(e). Vous apprenez à les

connaître, ils deviennent vite vos ami(e)s, vos frères vos soeurs. Vous pensez que le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes est indissociable du respect des droits humains. Vous avez au fond de l'âme et du coeur une soif de liberté et d'absolu représentée par le désert infini, le monde nomade et sa culture.

Voilà, en quelques mots, la naissance de la solidarité avec le peuple sahraoui. Elle se poursuit à Genève et ailleurs depuis plus de 15 ans. Chaque membre du comité de soutien a bien sûr ses raisons propres d'être solidaire mais l'objectif poursuivi par chacun se résume en cinq mots:

INDEPENDANCE POUR LE PEUPLE SAHRAOUI.

15 années d'admiration envers le peuple sahraoui qui a fait des camps de réfugiés des lieux de conquête pour l'instruction, la formation et la santé.

15 années d'espoir avec les multiples reconnaissances (plus de 70) de la République Arabe Sahraouie Démocratique proclamée le 27 février 1976, l'entrée à l'OUA, les résolutions annuelles de l'ONU reconnaissant le droit du peuple sahraoui à l'autodétermina-

tion, la décision suisse d'envoyer de l'aide humanitaire après l'avoir refusé pendant plusieurs années.

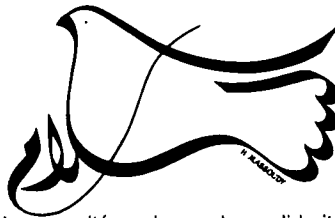
15 années de doute, la difficulté à percer ici le mur du silence sur la situation du peuple sahraoui, les volte-face du roi du Maroc, son déni de la parole donnée, sa cruauté pour ligoter toute opposition à l'intérieur et à l'extérieur, son art du marchandage et de la séduction pour rendre certains Etats silencieux. Aujourd'hui, on connaît les odieuses réalités du bain de Tazmamart et de sa guerre coloniale au Sahara occidental. La fermeté est la seule arme que la solidarité internationale doit utiliser à son égard.

Pourquoi avoir poursuivi ces quinze années de compagnonnage avec un peuple en lutte et avec de nombreux Sahraouis? La décision libre de soutenir un peuple suppose un engagement.

Engagement, certes, qui peut prendre fin pour désaccord idéologique, pour cause de graves malentendus ou pour diverses raisons d'ordre personnel. Personne ne sait ce que va durer une lutte, un combat pour la liberté, quels changements vont s'opérer, quelles directions ils vont prendre.

Pour tous les enfants nés dans les camps de réfugiés, la lutte est trop longue, pour tous les soldats morts sur le front, le combat est trop long, pour tous les représentants à l'étranger usant de persuasion depuis 15 ans, l'éloignement est trop long, pour toutes les mères qui partagent équitablement l'aide internationale, l'assistance est trop longue, pour tous les prisonniers de guerre, les disparus/détenus civils sahraouis, la détention est trop longue. Et si, parfois, la réunion hebdomadaire de notre comité qui dure depuis 15 ans nous semble trop longue et notre travail quotidien trop lourd, ça n'a rien à voir avec les conditions dans lesquelles vit le peuple sahraoui. Nous le savons volontaire, nous le connaissons déterminé, nous le voyons combattif. Il nous sait volontaire, il nous connaît déterminé, il nous voit combattif (peut-être pas assez). Nous l'accompagnerons jusqu'au bout de cette étape pour reprendre ensuite avec lui une nouvelle coopération.

Christiane Perregaux



Le comité suisse de solidarité avec le peuple sahraoui publie un bulletin et participe notamment à des programmes d'aide humanitaire pour les réfugiés sahraouis. Pour toute info: case postale 177, 1211 Genève 8.

(1) Ancien Rio de Oro, Ndlr.

Mini-dossier

Rencontre avec Roddy Nunes: De l'apartheid racial à l'apartheid économique

Au contact de témoins, nous constatons souvent le fossé entre les représentations et informations qui sont véhiculées par chez nous sur les réalités du Sud et les situations telles que les vivent les gens concernés. Rarement, toutefois, la dissonance est aussi forte que lorsqu'il est question de l'Afrique du Sud. Le 11 septembre dernier nous recevions Roddy Nunes, ancien journaliste, membre fondateur du "Mouvement des travailleurs chrétiens" en Afrique du Sud et actuellement responsable de la division "Eglise et Travail" de la Conférence des évêques sud-africains. L'occasion, pour nous, d'un regard privilégié sur un pays en pleine mutation.

Pour Roddy Nunes, s'il y a un acquis important dans la nouvelle donne sud-africaine, c'est celui d'une relative liberté d'expression et d'organisation politique: on ne peut plus être mis en prison pour le simple fait d'être reconnu comme membre d'un mouvement politique interdit. Au-delà, les changements en sont encore souvent aux tout premiers pas, avec une multitude de réformes annoncées avec fracas, mais incapables à changer le système en profondeur. Dans le domaine primordial de la participation politique, il n'y a que des projets en discussion: ceux que le gouvernement veut imposer, sous couvert de respect des minorités, permettraient aux blancs de neutraliser toute aspiration indésirable de la majorité noire. On est encore loin du droit de vote pour tous! En matière d'éducation, il existe toujours plus d'une dizaine de ministères différents, fondés sur les découpages administratifs hérités du système de séparation des races et avec des budgets et des moyens largement inégaux. Avec aussi des modes de sélection différents.

Santé et propriété pour les riches

Dans le domaine de la santé, on a mis en avant la fin de la ségrégation dans les hôpitaux. Or il se trouve que les établissements pu-

blics ont de moins en moins de moyens. Ils sont tout simplement abandonnés par les blancs au profit des hôpitaux privés auxquels n'accèdent que quelques noirs qui échappent aux classes les plus défavorisées économiquement. Même chose à propos du droit à la terre et à la propriété: on n'a envisagé aucune solution pour permettre aux noirs de se réapproprier les terres dont ils ont été spoliés ou pour faciliter leur établissement dans les zones jusqu'ici réservées aux blancs. Dans un tel contexte, le droit formel d'accès à la propriété tel qu'il a été reconnu est vide de sens pour ceux qui n'ont pas de pouvoir financier.

Inertie du pouvoir ?

Roddy Nunes doute de la volonté du gouvernement actuel d'aller jusqu'au bout des réformes. Les scandales autour du financement des mouvements qui favorisent la violence, le soin apporté à maintenir les privilèges de la minorité blanche dans toute nouvelle mesure, le maintien dans l'administration et les forces de sécurité, notamment, des personnes mises en place à la période où le parti national (créateur de l'apartheid en 1948) avait tout pouvoir, tout cela témoigne d'une forte inertie, malgré toute la publicité faite autour des innovations de façade.

Repli des Eglises

Autre péril: la division au sein des Eglises et la tendance de certains de leurs membres à se dérober face aux problèmes socio-politiques pour s'enfermer dans une option plus strictement "spirituelle". Ainsi, au grand désespoir de Roddy qui est un de ses conseillers, une majorité de la conférence épiscopale catholique vient-elle de se prononcer pour un texte avalisant l'idée que les sanctions nuisent plus à l'Afrique du Sud qu'elle ne la font avancer. Apparemment plus par souci de se sortir des nombreux engagements que cela suppose en faveur du changement que par analyse en profondeur des enjeux pour l'avenir du pays. "Que nous resterait-il alors pour faire pression sur un gouvernement qui se satisfait déjà de ce qu'il a à peine commencé?", s'insurge Roddy.

Espoirs.

Mais des secteurs de la société sud-africaine bougent. Les gens sont fatigués de la violence: chaque famille noire a un proche à pleurer, beaucoup subissent les poids des destructions. Des choses naissent: coopératives pour le réaménagement de l'habitat dans les bidonvilles, pour une santé et

L'apartheid et nous

une alphabétisation accessibles à tous, dans certaines entreprises les travailleurs revendiquent qu'un partage du profit soit utilisé pour la formation et la recherche.... Dans la minorité blanche aussi des gens tentent de réfléchir aux moyens d'offrir à leurs enfants une éducation qui les libérerait du racisme... etc. Et il y a aussi des secteurs de l'Eglise qui partagent ces préoccupations et aspirations ouvertes sur l'avenir. ■

D.F.

Rendez-vous sur Radio-cité (91.8 / FM) avec Roddy Nunes, mercredi 9 octobre 1991 à 8h15 ou 22h15. Cassette disponible au 022 42.37.00.

Dialogue théologique Nord-Sud

Vous vous souvenez du dernier document de l'Institut de Théologie Contextuelle (ITC) de Johannesburg: un document sur "la violence en Afrique du Sud comme défi aux Eglises" que Jean-Pierre Zurn a présenté dans nos colonnes au mois de mars dernier (No 133). Un groupe de chrétiens d'ici vient de publier une lettre ouverte (1) à l'ITC, exprimant les stimulations, questions et réflexions que le document sudafricain a suscité chez eux, par rapport au contexte dans lequel ils vivent. Un exemple remarquable de dialogue théologique Nord-Sud qui constitue aussi un des axes de solidarité concrète dont parlait Roddy Nunes au cours de la rencontre évoquée ci-dessus. Voici quelques extraits de leur texte.

Face à la violence

"Nous vivons ici dans une situation très différente (...), dans un pays où l'on est passé maître pour camoufler les conflits, parce qu'on préfère à une situation de violence une situation de calme, même au prix d'injustices. Nous nous sentons cependant profondément solidaires de votre lutte, bien que nous n'y prenions part que de façon très modeste." Le groupe explique ensuite comment il essaie de relever le défi d'une information en profondeur sur la réalité sud-africaine d'aujourd'hui, face au discours majoritaire qui tend à faire accroire que les seuls problèmes qui subsistent encore sont les difficultés économiques nées de l'iso-

lement de l'Afrique du Sud et les "luttres tribales" qui divisent actuellement les populations des banlieues noires."

Neutralité impossible

"Alors que l'on n'a que trop tendance à prendre l'Evangile comme un document politiquement neutre, une bonne nouvelle qui nous serait adressée à partir de Sirius, parlant d'un monde idéalisé, étranger à notre réalité, vous insistez sur le fait qu'il nous atteigne au coeur même de nos problèmes quotidiens, les problèmes socio-politiques en particulier. C'est que Jésus lui-même a pris la parole dans un monde divisé, dans lequel les chances de vie, le pouvoir, la propriété et la culture n'étaient pas plus équitablement réparties qu'aujourd'hui, mais faisaient comme de nos jours l'objet d'un conflit chronique entre riches et pauvres, violents et pacifiques, tenants du système et marginalisés. (...)"

Une justice qui engage

"Jésus a toujours clairement pris parti dans le conflit pour la répartition des biens et des possibilités de vivre qui divise les peuples. Les béatitudes en sont pour nous le signe éclatant. Ceux qui se réclament de Jésus-Christ ne devraient donc pas se reconnaître à leur acceptation d'un ordre établi qu'il s'agirait de maintenir à tout prix, ni même à leur volonté de l'améliorer par un replâtrage de surface, mais à leur aspiration à une justice que tout chrétien est appelé à accueillir et à mettre en place, une justice qui l'engage totalement." (...).

Quelle paix ?

"Les chrétiens, en général, au nom d'un pseudo-amour du prochain, estiment qu'il vaut mieux se taire et courber l'échine lorsqu'il y a injustice, pour ne pas laisser éclater la violence. Ils disent "paix, paix..." Or l'Evangile, de nouveau, à la suite de l'Ancien Testament, nous semble plutôt dire le contraire. C'est lorsqu'on laisse les situations se détériorer, sans oser dénoncer l'insupportable, que la haine peut l'emporter et conduire à des comportements de violence ou de vengeance. Il nous paraît donc tout à fait important, dans ce sens, de rappeler que si le beau commandement de l'amour du prochain, dans le livre du Lévitique (Lv 19, 17-18), est précisément lié à l'obligation faite à chacun de dire le reproche, plutôt que de laisser l'offense, le péché de l'autre travailler pour la haine Et cette obligation nous sem-

ble d'autant plus difficile, mais d'autant plus impérative aussi, que l'autre est dans une situation de dominateur."

Aimer ses ennemis

"Il ne s'agit pas de nier qu'on a des ennemis, mais de ne pas se laisser emporter par la haine: seul le reproche proclamé avec force et constance, aux risques et périls de celui qui ose le faire, peut conduire à une évolution de la relation dans



une autre direction que la haine et la violence. Il y a là quelque chose d'extrêmement fort, d'extraordinaire"(Mt 5, 47), qui conjugue amour avec vérité plutôt qu'avec silence, comme nous le souhaiterions si souvent." (...).

Démocratie fatiguée

En Afrique du Sud, vous lutez pour une véritable démocratie. Nous vivons en Suisse dans une démocratie qui a longtemps figuré parmi les modèles du genre, mais qui est de plus en plus fatiguée. S'y pose avec acuité le problème du double langage, de l'attitude incohérente de personnes qui, suivant le lieu où elles agissent (Eglise, politique, économie...), changent leurs discours et leurs relations aux autres. Dans certains milieux de l'économie et de la politique, on se forme aux affrontements concurrentiels avec des méthodes qui visent à discréditer et à faire disparaître l'ennemi. Ne pensez-vous pas qu'à l'exigence de justice contre toute injustice doit s'attacher une attention aigüe au phénomène du mensonge? Comment lutter concrètement contre le mensonge?"

(1) Il s'agit d'une lettre du Groupe Eglise du Mouvement Anti-Apartheid de Suisse. Elle peut être obtenue à notre secrétariat (contre frais de port) avec le No du bulletin "Nouvelles d'Afrique du Sud" dans lequel elle figure.

Contact direct: avec le groupe Eglise du Maas: Case postale 2536 1211 Genève 2 Dépôt

Sénégal: chronique d'un vol dénoncé

Par Jean-Charles Roulin,
Prêtre, membre de la Cotmec

De retour au Sénégal après six ans d'absence (j'y avais travaillé de 83 à 85), j'étais impatient de faire découvrir à mon compagnon de voyage le berceau des négritudes que célèbrent si bien son héraut: L.S. Senghor. Je ne me doutais pas que quelques heures à Dakar allaient être plus éloquentes que le récit passionné de mes souvenirs fatigués!

Dimanche, midi, Place de l'Indépendance (qu'un Sénégalais lucide sur l'économie de son pays m'avait désignée un jour comme la Pl. de la Dépendance!): nous marchons tranquillement à la recherche d'une agence de location de voitures pas chères, et d'un endroit pour manger. Soudain tout s'est passé très vite. Un groupe de jeunes, qui talonnait mon compagnon pour lui vendre des bibelots, le cerne, l'agrippe et le déleste de son porte-feuille. Jusque-là, fait divers des plus banals dans une ville du tiers monde où la délinquance augmente proportionnellement à un exode rural toujours plus fort.

Mais la scène avait été anticipée par les occupants d'une voiture qui avaient repéré les deux pigeons. Ils bondissent de leur véhicule, non pas pour se disputer le magot, mais pour appréhender avec succès celui qui détenait l'argent volé. Après que le voleur eut prestement restitué le porte-feuille, nos anges-gardiens commencèrent de le molester et voulurent nous obliger à les suivre au commissariat pour le dénoncer. Je tentai alors de les calmer tout en leur demandant de ne pas frapper ce malheureux qui était terrorisé. Réaction charitable un peu naïve qui dépassait totalement leur entendement. Notre refus de les suivre au poste (cela signifiant plusieurs jours de passage à tabac pour le voleur, et de plus nous n'avions pas nos papiers sur nous!) détournait leur colère contre nous. Un attroupelement s'était constitué autour de ces deux touristes qui refusaient de collaborer à la préservation de l'image de marque d'un pays accueillant. L'heure n'étant plus aux explications et la peur aidant, nous avons quitté le groupe.

Viva Mexico!
Contrastes...
Guy Musy, dominicain, était en septembre à Mexico pour un congrès missionnaire. Quelques flashes sur le pays accueillant cette rencontre prolongent les questions que les théologiens se posaient entre eux.

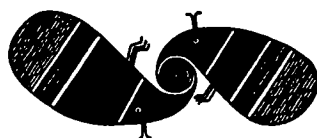
Vieilles églises coloniales où on adore un dieu mort. Gisant dans un cercueil de verre: le Christ, descendu de sa croix, a terminé de souffrir. Accroupi et à genoux, l'Indien prie et souhaite l'ultime répit. Comment annoncer un Dieu de VIE dans un contexte de mise à mort?

C'est la fête à la GUADELUPANA. L'archiprêtre purifie à coups de goupillon généreux une centaine de dominicains et dominicaines venus payer tribu à la religion populaire. Un tapis roulant fait défiler les pèle-

son) que se révéla une tout autre facette de ce Sénégal si déroutant.

Abdoulaye nous appris qu'il était artisan-bijoutier, musulman comme près de 90% des Sénégalais, qu'il lisait beaucoup et s'intéressait à tout. Il nous demanda même, après avoir appris que nous étions prêtres, si Mgr Gaillot parviendrait bientôt à faire autoriser le mariage des prêtres! A la fin du repas, il offrit à mon compagnon un merveilleux bracelet ciselé en argent, nous expliquant que c'était pour lui une bénédiction d'avoir pu aider deux "hommes de Dieu", alors qu'il se rendait au marché acheter un mouton pour le baptême musulman de son fils. Méandres surprenants d'une foi impressionnante.

Il nous permis ensuite de louer une voiture à la moitié du prix que proposaient les agences internationales, rabais relatif au confort et à la qualité de la voiture il est vrai. Elle roulait et c'était l'essentiel. Elle était un peu à l'image de ce pays du Sahel qui devient toujours plus pauvre, mais qui n'a rien perdu de l'essentiel: l'accueil, la solidarité et le partage. En quelques heures nous avions vu la misère et la richesse d'un peuple profondément religieux et croyant. ■



rins sous le regard teinté de la Vierge mexicaine. Sur la place, Jean-Paul II, tout en bronze, invite à la procession.

Une page entière dans le quotidien local: à Sao Paulo et à Guatemala, on tire sur les gamins comme sur des lapins. Il faut bien défendre son petit commerce. Alors on engage des tueurs à gage payés à la pièce, comme le taupier que l'on rétribuait au nombre de pattes. Mondo cane. Et pourtant... mundo de Dios!

Du haut de ces pyramides... combien de siècles nous contemplent? "Offrait-on ici des sacrifices humains", questionne un théologien romain? J'ai envie de lui répondre: "pas autant que l'Inquisition". Erreur en deça, vérité au-delà...

Il a 75 ans. Et comme Cortez, il brûla ses bateaux lorsque un hasard - mais n'est-ce pas la Providence? - l'amena de Suisse vers ces Hauts Plateaux. Pieds nus dans de mauvaises sandales, barbu comme Charlemagne, il manie la plume comme Robin des bois tirait son épée. Toujours pour défendre quelque pauvre diable oublié en prison. Il voudrait maintenant offrir ses dernières (?) années aux malades du Sida...

Soirée-détente pour des congressistes. L'évêque, bon enfant, se prête au jeu. Croix pectorale et calotte violette servent à déguiser un "bon père" italien qui singe quelque Ratzinger. L'ambiance est à la fête. Martin qui ordinairement officie à Cuba tient le rôle du curé vendeur de messes. Comme les Indiens qui sortent en procession des Santiago grimaçants.

Dans la petite église en pierres, au milieu du "barrio", Soldadad escortée de ses parrains vient fêter ses quinze ans. Un couple célèbre son mariage, un autre ses noces d'argent. La "templo" rutille de lumière. Des "mariachis" locaux accompagnent les galants. Le prêtre missionnaire rayonne de bonheur parmi ses "braves gens".

Au Zocolo, dans la nuit du 15 octobre. Il faut jouer du coude pour parvenir à la grand-place. Fête Nationale. On se masque le nez et les yeux pour éviter confettis, farine et oeufs pourris. Au Palais National, apparition du Président du dernier Etat anti-clérical. Liturgie laïque qui ne peut emprunter ses symboles qu'à la religion dominante. A 11 heures précises, Salinas fera tinter la cloche du Curé Hidalgo qui autrefois déclencha la révolte contre les espagnols. Un immense "grito" (le cri) surgit de partout: Viva Mexico! ■

JAB
1231 Conches
Changement d'adresse
16, bd du Pont-d'Arve
1205 Genève

cotmec

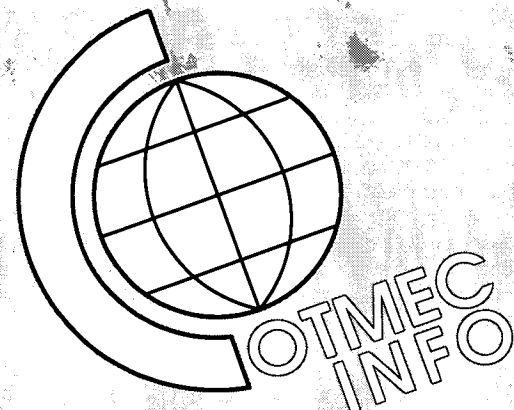


Commission Tiers Monde de l'Eglise catholique à Genève
16, bd du Pont d'Arve
- 1205 Genève -
Tél.: (022) 29.26.81
CCP 12-21551-1

Mensuel
Abonnement: Fr. 12.- / an
Rédacteur responsable:
Dominique Froidevaux
Ont collaboré à ce numéro:
Ed de la Torre, Martin Bernet,
Yves Brun, Guy Musy,
Jean-Charles Roulin et
Dominique Froidevaux.

Sommaire du n° 138

- 1 Parole des oiseaux et des poissons
- 1 A vos agendas
- 2 Haïti sur le vif
- 2 Salvador: plus qu'un décalage horaire
- 3 Suite de la page 1
- 4 Sénégal: chronique d'un vol dénoncé
- 4 Viva Mexico!



Spécial
Regards croisés

commission tiers monde
de l'église catholique

N° 138 / Mensuel / Octobre 1991

La parabole des oiseaux et des poissons

Ed de la Torre

Aux Philippines, comme dans la plupart des pays du Sud, il nous vient de nombreux visiteurs qui ne font que de "simples survols" - des visites brèves et rapides en observateurs. Ils sont journalistes, membres d'organismes d'aide au développement, hommes politiques, responsables d'églises et même Papes! Ils ressemblent à des oiseaux, capables de se mouvoir rapidement dans les airs et ont une vue générale des gens et des lieux. Il leur est facile de porter des jugements sommaires face à des gens qui sont non seulement pauvres et opprimés, mais aussi passifs et fatalistes. "Pourquoi n'étaient-ils pas de faire quelque chose? Pourquoi ne bougent-ils pas plus vite? pourquoi n'écoutent-ils pas nos conseils?" demandent-ils.

Nous leur répondons que, de là-haut, les oiseaux ne comprennent pas pourquoi les poissons se meuvent lentement dans l'eau - qui est plus dense, plus froide, peut-être même plus sale que l'air. Si les oiseaux veulent comprendre les poissons, ils doivent devenir comme eux, pour sentir, du dedans, les structures et la culture qui pèsent de tout leur poids sur les gens, sans oublier leur passé d'échecs et de frustrations, de déception et de défaite. Si les oiseaux devenaient poissons, ils se rendraient compte que les poissons, eux aussi, sont en mouvement, même si ce mouvement n'est pas aussi visible ni spectaculaire lorsqu'on l'observe de là-haut.

suite en page 3



Regards croisés

Ce numéro est entièrement consacré à des expériences de voyage grâce aux apports de différents membres ou proches de notre commission. Si personne ne peut prétendre revenir expert d'un pays après y avoir passé quelques jours, il est des expériences qui permettent de faire le saut, de basculer dans une autre compréhension des gens que l'on rencontre, de renouveler notre regard. Expériences dont on ressort rarement indemnes. C'est là-dessus que nous avons demandé à nos amis de bien vouloir centrer leurs contributions. Et c'est Ed de la Torre, prêtre philippin célèbre pour son opposition courageuse au régime Marcos, qui nous aide à aller plus loin à travers un billet évangélique plus approfondi que d'habitude: quelques bonnes questions sur les regards croisés entre Nord et Sud et des pistes de réflexion pour une spiritualité de l'engagement en faveur de la justice. ■

D.F.

à vos agendas

- 1er Novembre 91, 20h15, au Centre Culturel St-Boniface (14, Av. du Mail / GE): SAUVER DU TROTTOIR LES ENFANTS DES PHILIPPINES
Rencontre avec Pierre TRITZ (s.j.) et Dolora H. CADENO, conférence et projections sur l'action qu'ils mènent auprès des enfants des bidonvilles de Manille pour concrétiser leurs droits à une éducation porteuse d'avenir.
Interview de Pierre Tritz par D. Froidevaux le mercredi 30 novembre (8h15 et 22h15) sur Radio-Cité (91.8 FM). Cassettes disponibles au 022 42 37 00. Affiches et tracts à la COTMEC.

- 13 Novembre 91, 20h30, Salle paroissiale de Carouge (20 rue du Collège) et - 14 Novembre à Delémont, au Centre réformé: RESISTANCE INDIENNE EN AMERIQUE DU SUD
L'association Carabaya-Pérou reçoit Christian RUDEL, journaliste indépendant (collaborations à Croissance, Témoignage Chrétien, Foi et développement, Etudes) et auteur de nombreux ouvrages sur l'Amérique Latine (Dernier en date, à propos de 1492-1992: "Les combattants de la liberté", Ed. ouvrières, 1991).

- Les 21, 26 et 27 Novembre, sur Radio-Cité (91.8) à 8h15 et 22h15: QUAND DIEU PREND DES COULEURS.
Une série d'émissions avec Jean-Jacques PERENNES (o.p.), théologien et économiste. Invité en septembre dernier au Centre Universitaire Catholique, J.-J. Perennes a tenté d'analyser en une suite de conférences les enjeux de la tiers-mondisation de l'Eglise. Sa réflexion est reprise en 3 parties:
1. Crise du développement et retour de la doctrine sociale de l'Eglise (21.11.91)
2. Théologie de la libération - libération de la théologie (26.11.91)
3. Défi du développement en Afrique et défi de la solidarité au Nord (27.11.91)

Un bulletin vert dans votre «feuille jaune»

Prix de l'abonnement annuel: Frs 12.-

Cotmec-info est auto-financé par les abonnements de ses lecteurs, ce qui constitue un atout appréciable pour notre travail. Cette année, nous devons augmenter le prix de l'abonnement. Raison principale: les taxes postales qui ont été multipliées par 3 et les frais d'envoi à l'étranger qui augmentent aussi considérablement. Avec l'introduction du courrier à deux vitesses, nous ne pouvons en effet plus envoyer Cotmec-info dans le Tiers Monde que par la voie prioritaire, sinon il arrive au mieux trois mois après l'envoi... Nous vous rappelons que nous envoyons Cotmec-info gratuitement à nos abonnés qui vivent dans les pays du Sud, ce qui nous offre de nombreuses possibilités d'échanges et de correspondances.

Attention: les personnes qui ont reçu un abonnement en cadeau de la part de leurs connaissances ou celles qui auraient des difficultés financières peuvent considérer ce bulletin vert comme nul et non avenue! **Merci** encore à ceux qui souscrivent un abonnement de solidarité.

Haïti sur le vif

Par Yves Brun, enseignant, membre de la Cotmec

Une nouvelle fois, la troisième ou quatrième, le bus qui nous conduit de Port-au-Prince à Cap Haïtien tombe en panne. Jeudi 11 juillet, il est midi. A l'entrée de la plaine de l'Artibonite il fait une chaleur terrible au bord de cette route rectiligne. Notre car est immédiatement entouré d'une meute d'enfants à la fois curieux et affamés. Des regards rieurs et implorants. Des mains se tendent: pain, pain...

Pendant que le chauffeur s'affaire sur le moteur brûlant nous tentons vainement de trouver un téléphone. Il nous faudra parcourir près de cinquante kilomètres pour avertir le garage et attendre 22 heures pour voir arriver un autre véhicule.

A Philipppo, près de St-Louis du Sud, d'autres enfants, d'autres regards à la fois résignés et pleins d'espoir quand on leur annonce qu'il y aura peut-être bientôt une école, une vraie, avec des murs et un toit. Car la "ton-

nelle" que nous découvrons est à l'image même de la misère des quelques habitations voisines. Une vingtaine de troncs mal équarris, quelques tôles fixées en guise de toit, un sol de terre battue et, légèrement balancé par le vent, un panneau de pavatex suspendu à une ficelle: le tableau noir. Pour 500 enfants qui défilent par groupe de quatre-vingts. C'est dans ce lieu que, chaque dimanche, est célébrée la messe pour plusieurs centaines de personnes. Ces regards-là, je ne les oublie pas.

Ils étaient une quinzaine, les genevois qui ont parcouru Haïti en ce mois de juillet. Partis à la rencontre d'amis de l'Ecole de l'Etoile, soutenue par *coup de pouce Suisse-Haïti*. On nous a dit: "Tourisme humanitaire!" Peut-être. Mais une chose est sûre: la poignée d'élèves et de profs qui étaient du voyage ne sont plus tout à fait les mêmes qu'avant! Et le regard posé sur

notre vie n'est plus le même.

Car il faut les avoir vus ces regards, leur avoir parlé. Ceux de ces vieux en guenilles, assis à la station service délabrée. Ceux de ces femmes, séducteurs et hargneux, cernant, au marché, la camionnette, corbeilles tendues. Celui, résigné et triste, de cette grand'mère entourée de ses quatre petits-enfants silencieux. Celui, vigoureux, brillant et plein de foi du Père Jacques, ce prêtre belge, échappé de la rage macoute, éveilleur et gardien de jeunes gens orphelins. Ceux, porteurs d'espoir et d'A-venir, de ces femmes et de ces hommes désais de leur vie par amour et plongés dans un combat pour la survie des plus petits. Celui, paisible et serein, voire malicieux de Sr Myrta ou Sr Ignace religieuses haïtiennes, animées d'un grand esprit de Justice et d'une grande joie de vivre!

Sans agressivité, mais avec un sourire moqueur teinté de colère discrète, Sr Ignace, directrice d'une Ecole Normale me glisse: "La Suisse? C'est le pays de la pédagogie. Nous connaissons

Mais c'était comme si tous ces témoignages n'étaient pas suffisants pour laisser des traces ineffaçables dans ma mémoire: l'armée s'est intéressée à ma présence dans la rue d'un village animé par les gens revenant du marché et les patrouilles de très jeunes soldats: ces derniers m'ont arrêté et emmené au quartier général du village. Ce n'est pas très drôle d'être interrogé pendant des heures, d'être enfermé, sans informations. Mais je n'étais pas seul pendant les longues heures d'attente avant le transfert à la capitale: Maria et Amanda qui m'avaient invité dans leur communauté se sont glissées derrière les soldats qui m'emmenaient et sont entrées malgré les protestations des gardes dans la cour de la caserne. Aux soldats, elles ont simplement dit: "C'est notre ami, nous resterons avec lui". Pendant cinq heures, elles ont patienté à côté de moi, Maria en allaitant son bébé. Nous ne nous sommes pas dit grand chose. L'ambiance était tendue. De plus, j'avais de la peine à accepter leur gentillesse et leur courage, mais elles m'ont répondu: "Oh, la dernière fois, on est resté ici devant toute la nuit, jusqu'à ce qu'ils relâchent nos maris. Les soldats détestent cela, mais nous, on reste!"

Le lendemain, j'étais invité chez Violeta: elle m'a accueilli dans la maison qu'elle habite depuis quelques mois à l'entrée d'un village reconstruit par des familles déplacées. Elle n'a pas connu l'exil intérieur. Mais, chassée de son village détruit et pillé, au gré de l'armée, elle a recommencé sa vie déjà plusieurs fois dans différents camps de déplacés. Elle a l'impression que c'est pour de bon qu'elle recommence cette fois-ci: le conseil de la communauté qu'elle préside actuellement voit ses premiers projets aboutir; les champs de maïs n'ont pas encore trop souffert de la sécheresse; les oeufs se vendent à des prix raisonnables au marché de la ville la plus proche; deux institutrices enseignent dans la petite école du village; son plus petit fils en revient d'ailleurs à l'instant: c'est avec lui qu'elle partage l'unique pièce de la maison. Ses trois autres fils et son mari sont tous morts dans la guerre.

J'avais l'impression de respirer enfin librement en arrivant quelques jours plus tard chez des amis au Nord du Mexique: mais je ne pourrai plus vivre sans encore me ressourcer en matière de paix chez ces gens-là, chez ces femmes-là! ■

Rousseau, Piaget. Les écoles suisses sont à l'avant-garde. Mais la Suisse c'est aussi le pays des grandes banques où nos anciens gouvernants ont caché des millions et des millions qui nous appartiennent et qui pourrissent chez vous. Mais comment faudra-t-il faire pour les récupérer?"

A St-Louis du Sud, je rencontre Sr Myrta, fondatrice d'un orphelinat et d'un jardin d'enfants". Femme de terrain, elle va et vient dans une région difficile, sage-femme, infirmière, éducatrice de la santé: "Que veux-tu qu'ils fassent le soir, sans électricité, TV ou radio? Ils font des enfants! Pour des femmes à 85% analphabètes dans cette population campagnarde, inutile de parler de contraception quelconque! Actuellement le taux de natalité est de 7 enfants par femme. Ça ne va plus! Alors j'essaie de les convaincre, après 3 ou 4 enfants, d'aller à l'hôpital des Cayes pour une ligature des trompes. Et ça, j'ai été l'expliquer à mon évêque!"

Directe, franche et réaliste, Sr Myrta, la soixantaine, qui me montre deux pauvres jambes gonflées, mais qui reste infatigable. "Et si tu veux faire quelque chose de bien en Suisse, aide-nous à construire une école dans un village pas très loin d'ici, mais délaissé. Il faut trouver 10 à 12.000 dollars... 500 enfants n'ont qu'un bout de tonnelle. Fais-y un saut demain..." J'ai fait le saut en question et j'ai vu. Il faudra vraiment faire quelque chose de retour en Suisse. ■

L'espoir s'appelait "Démocratie"

Les putschs, Haïti connaît. Hélas! Le dernier en date (1.10.91) apparaît déjà comme l'un des plus meurtriers: plusieurs centaines d'assassinats étaient confirmés dans les deux premières semaines. Dans la multitude des facteurs qui peuvent être invoqués pour tenter d'expliquer ce coup de force, 3 méritent une attention particulière: le gouvernement Aristide avait eu le courage de s'attaquer au douloureux problème de l'impunité des auteurs de crimes contre l'humanité, il avait aussi tenté de mettre en place des forces de sécurité non militaires, comme le stipulait la constitution du pays et, enfin, il avait pris des mesures concrètes pour éliminer la corruption généralisée dans les rangs des fonctionnaires. Cela a sans aucun doute fait des mécontents chez les militaires. Dans les 3 domaines, tout sera à refaire lorsque le président légitime d'Haïti reviendra (on l'espère) au pouvoir. Et tout sera encore plus difficile. Un point positif: la réaction internationale. Nous espérons qu'elle restera ferme jusqu'à restituer à Haïti l'espérance que l'on a voulu y casser...■

D.F.
Dernières nouvelles:
téléphonez au (022) 738 14 38

Ed de la Torre

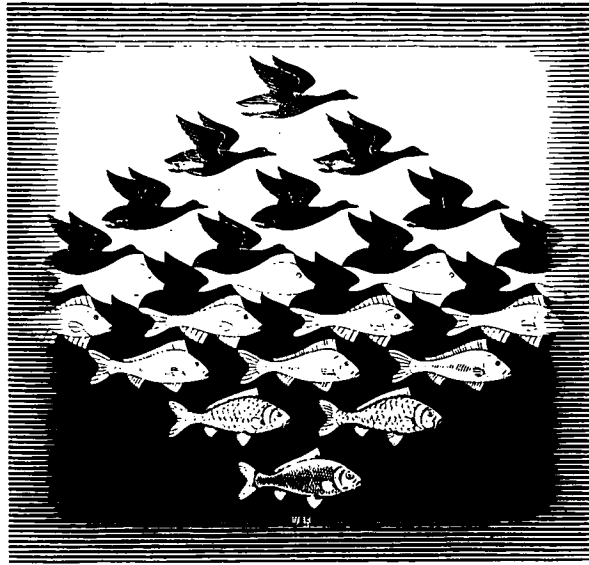
(suite de la page 1)

Ironie du sort, je suis l'un de ces oiseaux, quand je me trouve au milieu des Européens. Je leur raconte la vie des poissons aux Philippines - nos souffrances, nos luttes, nos espoirs. Mais lorsqu'on me demande de parler de la lutte pour la justice en Europe, il est tentant pour moi aussi de porter des jugements sommaires. Il me faut, en permanence, me souvenir que, si je veux vraiment comprendre et s'il m'est impossible de me mettre à leur place, il me faut du moins me laisser instruire par les poissons qui nagent dans les eaux plus sales, plus denses, plus polluées. Il m'a été donné d'en voir un exemple, lorsqu'on m'a fait visiter des "zones urbaines prioritaires" en Grande-Bretagne. (Aux Philippines, on les appelle des "bidonvilles"). En parlant aux pauvres de ces grands ensembles, j'ai été frappé par un sentiment d'impuissance et de désespoir, bien plus grand chez eux que chez les habitants des bidonvilles que je connais à Manille.

J'ai d'abord été tenté de critiquer... Pourquoi n'existait-il pas de programme d'aide aux gens qui luttent? Puis j'ai pensé que ce n'était peut-être pas aussi simple. Aux Philippines, comme dans les pays du Sud, les pauvres sont la majorité. Il est plus facile d'affirmer que quelque chose va mal dans les structures sociales, lorsque la majorité des gens est pauvre. De plus, à cause des règles de la démocratie, les pauvres gardent l'espoir. S'ils ont la possibilité de s'organiser, ils peuvent, en tant que majorité démocratique, affirmer leur volonté. Mais, en Grande-Bretagne, comme dans d'autres pays du Nord, même les pauvres ont tendance à accepter l'image d'une société à deux vitesses: "un tiers - deux tiers". Puisque les deux tiers réussissent dans ce type de société, il est facile de blâmer les pauvres - le troisième tiers - pour n'avoir pas réussi. Même s'ils s'organisaient, la démocratie ne fonctionnerait pas en leur faveur - ils constituent la minorité.

Il m'arrive de penser que les eaux sont peut-être plus lourdes, plus denses, plus polluées, pour les poissons d'Europe. C'est cer-

tainement vrai pour les immigrés et les réfugiés venus du Sud, dans l'espoir d'une vie meilleure ici. On leur fait sentir encore davantage qu'ils font partie d'une minorité et on les traite, en Europe, comme des étrangers indésirables. (...) Lorsque je pense aux communautés chrétiennes de base aux Philippines ou à celles des Philippines émigrés en Europe, je pense aux plus pauvres - aux poissons. L'impression que j'ai en



L'air et l'eau, Xylogravure de M.C. Escher (1938)

voyant les communautés chrétiennes de base en Europe, c'est que la plupart de leurs membres sont comme moi-même - ni pauvres ni riches, quelque part entre les deux. Nous avons fait une "option préférentielle pour les pauvres", et nous sommes à la recherche de nouveaux modes de vie et de témoignage pour remplacer ceux que proposent les structures traditionnelles. Nous sommes mi-oiseaux mi-poissons. Peut-être certains d'entre vous sont-ils des poissons qui ont appris à voler.

Fidèles à la tradition prophétique, nous nous lançons dans une analyse critique et dans l'action, résolus à parler et à agir, même si nous avons l'impression d'être des voix dans le désert. Là est notre force. Ce peut aussi être notre faiblesse, si nous ignorons cette vérité stratégique élémentaire: pour faire face au pouvoir injuste et pour le vaincre, il ne suffit pas de parler de pouvoir des sans-pouvoirs; il nous faut construire un autre pouvoir pour le contrebalancer - ce qui suppose

que nous mettions sur pieds une coalition formée d'oiseaux et de poissons.

Spiritualité de la justice

C'est important pour notre spiritualité. Par spiritualité, je n'entends pas quelque chose de très sérieux ou de religieux; pas même de théologique, même si la théologie s'avère utile. J'entends, avant tout, l'énergie - l'esprit qui nous maintient en marche, qui nous maintient en mouvement, qui soutient nos engagements. Beaucoup d'entre vous luttent depuis bien longtemps maintenant. Les années passent et parfois nous nous lassons, en dépit des exhortations de Saint Paul. Particulièrement lorsque nous nous sentons si petits et que les problèmes se multiplient, alors que les victoires se font rares et espacées.

Une spiritualité de la justice requiert un renouvellement de nos énergies, mais demande aussi des énergies nouvelles. C'est par la rencontre de compagnons de lutte, par le réveil de nos sentiments de

Quelles stratégies?

Il nous faut réexaminer ce que nous avons fait jusqu'ici. Il nous faut reconnaître les changements apparus sur les divers terrains de lutte. Par dessus tout, il nous faut nous poser quelques questions: Que cherchons-nous vraiment, en tant que mouvement? Quels réseaux voulons-nous créer? Quelles sont nos stratégies à l'égard des pouvoirs constitués, y compris les Eglises? Quels sont nos liens avec des structures telles que syndicats, partis politiques, mouvements, qui elles aus-

si, ont été porteuses de l'espérance des hommes et qui, elles aussi, ont besoin de renouvellement?

Si nous ne remettons pas nos stratégies en question, c'est que nous n'avons pas sérieusement envie de transformer la société ni de rechercher la justice sociale. Adopter des stratégies, c'est construire des coalitions progressives, mais ce n'est là qu'un tiers de notre tâche. Cela exige aussi un effort contrôlé pour "dépasser la voie médiane". Et il nous faut être prudents comme des serpents pour repérer les différents pouvoirs qui s'opposent à nous, pour profiter de leurs contradictions, afin de permettre à nos luttes de gagner du temps et du terrain, voire d'arracher un peu de justice à des juges iniques (Luc 18).

Quelles sont nos stratégies sur le plan international? La solidarité ne tombe pas tout droit du ciel, sans organisation, sans ressources, sans efforts poursuivis au-delà des luttes immédiates. Peut-être pourrions-nous nous mettre d'accord sur un système de dîme: chaque mouvement allouerait le dixième de ses énergies et de ses ressources pour créer des réseaux et travailler par delà les frontières.

Soyez indulgents pour ces développements si sommaires sur la spiritualité et les stratégies à adopter. Vous trouvez peut-être que j'en demande trop aux groupes et aux réseaux, qui sont limités en personnes, en énergies et en ressources. Mais tout réseau qui se dit chrétien doit être en mesure de répondre à ces difficiles questions posées par la foi. Croyons-nous vraiment que, non seulement, on devrait changer les structures injustes, mais qu'on peut les changer? Croyons-nous vraiment que nous faisons partie de ces gens qui veulent le changement et qui peuvent opérer ce changement? Sans cette foi fondamentale, nous ne pourrions accepter le risque et la discipline d'une spiritualité et d'une stratégie en faveur de la justice; sans cette foi, nous rechercherons d'abord des "signes" au lieu de nous efforcer à devenir signes nous-mêmes. ■

Ce texte nous a été transmis lors du 4e Congrès européen des communautés chrétiennes de base qui a eu lieu à Paris, du 26 au 29 juillet 1991. Version intégrale disponible à notre secrétariat (Réd.).

à vos agendas

3 décembre, 20h15,
salle paroissiale du Sacré-Coeur,
FMI: dedans ou dehors
**QUELLES STRATÉGIES
POUR UN AVENIR SOLIDAIRE?**
Débat organisé par la COTMEC

4 décembre, 8h15 ou 22h15,
Radio-Cité (91.8 FM)
**AMÉRIQUES:
RÉSISTANCES INDIENNES**
Rencontre avec Christian Rudel,
journaliste, spécialiste de
l'Amérique Latine.

10 décembre
Action des Eglises pour la
journée des Droits de l'Homme
sur le thème:
POURQUOI FUIENT-ILS?
Ils sont de plus en plus nom-
breux dans le monde à chercher
refuge dans un autre pays que le
leur. Quel drame ont-ils vécu
pour que le déracinement leur
soit apparu comme la seule
perspective d'avenir possible? Un
dossier préparé par les groupes
de travail "Droits de l'Homme"
des Eglises voudrait illustrer
combien les violations massives
des droits de l'homme jouent un
rôle déterminant
Renseignements dans les
paroisses.

Faut-il vous l'emballer?

DB

La déclaration de Berne propose
une nouvelle édition de "Dis-moi
comment ils vivent", catalogue
présentant 200 livres et dossiers
qui ouvrent les portes d'un
monde mal connu: le nôtre. Petit
guide pour cadeaux ciblés selon
l'âge du destinataire, le genre
d'ouvrage ou le pays dont il est
question.

BD

Helvetas publie une nouvelle
bande dessinée au graphisme très
actuel: **MONY JANG**. Un
voyage silencieux à travers les
paysages de l'Afrique
d'aujourd'hui et la pyramide du
temps.

Marché

Des cadeaux comme ceux-là et
tout autre cadeau sympa pour un
Noël solidaire seront en vente au
désormais traditionnel Marché de
Noël du collectif Tiers Monde de
Carouge. Le samedi 30 novembre
dès 9h au centre paroissial de
Carouge (GE), 20 rue du Collège.
R.P.

Exportation d'armes

Un "non" clair de Justice & Paix

Jusqu'ici, la Suisse s'interdisait simplement d'exporter des armes dans
les régions de tensions. On a vu combien cela était insuffisant pour
éviter que des armes suisses ne soient utilisées dans des conflits inter-
nationaux et des guerres civiles, avant tout dans le Tiers-Monde. La
commission Justice & Paix se déclare donc fermement en faveur d'une
interdiction générale d'exporter du matériel de guerre. Elle souscrit à
l'actuelle initiative populaire qui va dans ce sens et réaffirme qu'une
politique de développement et de coopération avec les pays du Tiers
Monde est mieux à même d'assurer leur sécurité et leur développement
socio-économique. Elle estime enfin qu'une telle prise de position est
conforme à l'engagement demandé aux chrétiens pour la justice, la
paix et la sauvegarde de la création. ■

R.P.

La vie sur mille cordes

A voir, absolument!

La fondation Trigon-film tente de promouvoir en Suisse des
oeuvres de qualité de réalisateurs du Sud. Un travail essentiel pour
lutter contre les logiques commerciales toutes puissantes de la
production cinématographique du Nord et offrir chez nous une
nouvelle image du Sud et de ses créations culturelles. C'est ainsi
que "la vie sur mille cordes" du chinois Chen Kaige sera diffusé
sur nos écrans romands dès le mois de décembre (à GE: cinéma
La Strada). G. Perroulaz (Trigon-romandie) nous le présente
brièvement.

Un vieux musicien aveugle passe de village en village avec son
disciple. Toute sa vie, il s'est rattaché à un espoir que lui donna son
maître agonisant, soixante ans auparavant: lorsqu'il aura rompu la
millième corde de son instrument (un "sanxian", sorte de banjo chinois
à trois cordes), il pourra recouvrer la vue.

Ce film poétique à portée universelle, tourné dans des paysages
grandioses, parle de la nécessité d'un but, d'une foi, et de l'harmonie à
trouver entre l'homme et son environnement. Paradoxalement, l'aveugle
est beaucoup plus clairvoyant que ceux qui prétendent voir, son chant
est même capable de faire arrêter un conflit entre deux clans. Le
maître est totalement pris par sa musique et l'espoir d'un monde
meilleur. Le jeune disciple du musicien, aveugle lui aussi, choisit une
autre voie, car il se préoccupe moins d'un espoir lointain mais veut
jouir du moment présent. ■

Nobel de la Paix

**Bravo à
Mme Aung San Suu Kyi
... et à Amnesty**



La remise du prix Nobel de la
Paix 1991 à Mme Aung San Suu
Kyi a permis de récompenser non
seulement un symbole de la lutte
contre l'oppression en Birmanie
mais également d'attirer l'atten-
tion sur ce qui se passe dans ce
pays, rebaptisé depuis peu
"Myanmar". C'est une bonne oc-
casion de féliciter le remarquable
travail d'Amnesty International
(AI) qui, dans son dernier rapport
(mai 91), avait choisi comme
exemple cette opposante birmane,
avec une trentaine d'autres victi-
mes de violations des droits de
l'homme. Cela permettra-t-il au
monde international d'ouvrir les
yeux non seulement sur les
condamnations d'opposants politi-
ques en Birmanie, mais aussi sur
les cas de torture, mauvais traite-
ments dont sont victimes les déte-
nus des prisons birmanes? Sur les
arrestations arbitraires et dispari-
tions des moines bouddhistes qui
sont à l'avant-garde d'une contesta-
tion pacifique en Birmanie? Certains
pays asiatiques bloquent
actuellement toutes les enquêtes
de l'ONU dans la région, appa-
remment par crainte de se voir
aussi placés sous les mêmes
projecteurs! ■

Nouveau mensuel d'Amnesty / CH

Signalons que AI, section suisse
publie un nouveau journal en
français: "LIBERTÉ(S)". Il se
veut un organe de contact avec le
public et a une triple ambition:
informer sur la situation des
droits de l'Homme dans le monde,
proposer une réflexion sur
des thèmes liés à cette probléma-
tique par des dossiers ou des arti-
cles et enfin mobiliser pour l'ac-
tion.

Abonnements:
Journal "Liberté(s)", (Frs 25/an).
CP 1024, 1001 Lausanne.

M.C

JAB
1231 Conches
Changement d'adresse
16, bd du Pont-d'Arve
1205 Genève

cotmec



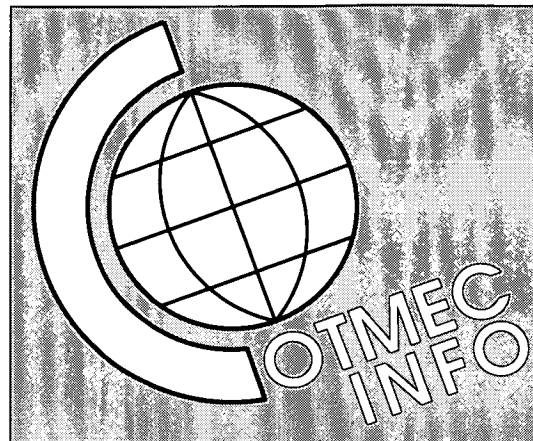
Commission Tiers Monde de
l'Eglise catholique à Genève
16, bd du Pont d'Arve
- 1205 Genève -
Tél.: (022) 29.26.81
CCP 12-21551-1

Mensuel

Abonnement: Fr. 12.- / an
Rédacteur responsable:
Dominique Froidevaux
Ont collaboré à ce numéro:
M.Costermans, D.Biedermann,
R. Pasquier, G. Perroulaz,
J.-C. Roulin
Dominique Froidevaux.

Sommaire du n° 139

- 1 Billet: conversion
- 1 Haïti: ne pas se tromper
de phare
- 2-3 Suisse-FMI
Quel avenir solidaire?
- 4 Agenda
- 4 Nobel de la paix
- 4 Exportation d'armes
- 4 Cadeaux



Mini-dossier, p.2-3
Suisse-FMI
Quel avenir solidaire?

commission tiers monde
de l'église catholique

N° 139 / Mensuel / Novembre 1991

Haïti

Ne pas relâcher l'attention!

Lors de son passage à Genève, le président
Jean-Bertrand Aristide nous a réaffirmé son
engagement pour la justice dans un esprit de
non-violence active, pour contrecarrer les forces
qui ont à nouveau semé la terreur dans son
pays. Continuez à vous informer sur la situation
et les possibilités d'action solidaire:

☎ (022) 738 14 38

Une interview du Pdt Aristide, parue dans
l'Echo-Magazine (N°45, 9.11.91), est disponible
pour nos lecteurs au secrétariat COTMEC. Elle
sera rediffusée le mardi 3 décembre à 8h15 sur
Radio-Cité (91.8 FM/ Cassettes disponibles en
téléphonant au 022 42 37 00).

D'une conversion à l'autre

"Convertissez-vous!" Cette parole brûlante de l'Evangile, nous l'avons apprivoisée. Nous nous sommes habitués, et ce cri de
Jean-Baptiste, que l'on fera résonner dans nos églises pendant le temps de l'Avent, n'a trop souvent servi qu'à nous culpabiliser sur
notre peu d'ardeur à nous changer. On a parfois réussi à nous persuader que notre conversion repose uniquement sur notre propre
volonté, qu'elle s'acquiert à la force du poignet. Se convertir ne serait alors rien d'autre qu'un sport à pratiquer pour garder la forme
évangélique! Depuis l'apôtre Paul, en passant par
François d'Assise, jusqu'à Mgr Romero, on découvre que ce
sont des rencontres, des événements, des pauvres de toutes
sortes, qui convertissent ceux qu'ils touchent. Les racines de
notre conversion ne sont donc pas en nous-mêmes, mais chez
l'autre, et dans ma capacité de ne pas me boucher les oreilles
et les yeux.



Un des exemples les plus forts de ces 20 dernières années fut
la conversion de nombre d'évêques brésiliens à la soif de libé-
ration de leur peuple. Cette rencontre entre la souffrance
d'un peuple et ses pasteurs a produit des saints comme Mgr
Casaldaliga, ou Dom Helder Camara. Une puissante espéran-
ce est née de cette Eglise qui a su écouter les petits, les
sans-voix, ceux que leur condition de vie avait depuis long-
temps convertis au Christ libérateur.

Mais la conversion par les autres, ça fait peur, ça donne le
vertige. Alors, on a voulu endiguer cette poussée de la base
par des nominations épiscopales qui témoignent d'un autre
type de conversion: celle du peuple aux directives romaines.
Le récent voyage de Jean-Paul II au Brésil a clairement mon-
tré qu'un fossé s'est creusé entre le peuple et ses pasteurs.
Les ardeurs des foules moins nombreuses n'étaient plus les
mêmes que lors des précédents voyages.

Pourtant on apprend dans les journaux que nombre de personnes engagées dans cette Eglise en marche ne baissent pas les bras et
assument leur responsabilité, dans une collaboration parfois difficile avec leurs évêques, mais dans un réel souci d'unité. Ailleurs on
pouvait lire: "Lors de ses réunions avec l'épiscopat brésilien, le pape rencontre, sur les 380 membres de la CNBB, au moins 100 évêques qu'il a
nommé depuis 1978. On a constaté une progressive différence de tonalité dans la pratique pastorale de ces évêques. Certains, considérés comme
conservateurs au moment de leur désignation, ont évolué au contact direct d'une réalité socio-économique pénétrée d'injustices"(1).
Ainsi la même conversion s'opère pour ces évêques. Elle est certes moins spectaculaire qu'il y a 20 ans, et utilise des chemins
différents. Elle témoigne cependant du même souffle de l'Esprit Saint au coeur de l'Eglise. Ne nous bouchons pas les oreilles, ouvrons
nos yeux, quelqu'un est là qui veut nous convertir: nous avons si peu l'habitude de nous laisser faire! ■

J.C.R

(1) Témoignage chrétien, 19.10.91, p.12.

FMI: dedans ou dehors

Quelles stratégies pour un avenir solidaire?

L'adhésion de la Suisse au FMI et à la Banque Mondiale divise les milieux favorables à la justice et à la solidarité Nord-Sud. Non pas tant quant aux critiques que l'on peut adresser à ces deux institutions financières internationales en matière de politiques sociales, économiques ou environnementales. Mais surtout quant aux options stratégiques pour travailler à une Suisse solidaire et ouverte sur le monde. Notre Commission ne s'est pas encore prononcée définitivement sur la position qu'elle entend promouvoir face à cet enjeu. Nous avons décidé de débattre le plus largement possible en prenant au sérieux les arguments en faveur de l'adhésion ou du référendum. Avec une exigence prioritaire: la solidarité active avec les femmes, les hommes et les enfants qui souffrent le plus des conséquences injustes de l'ordre économique et social dans lequel nous vivons tous. Le dossier que nous vous proposons ici a été pensé en préparation au débat que nous organisons le 3 décembre à Genève (cf page 1).

Le FMI et la BM sont enser- rés en plein coeur de rapports de forces qui ont été jusqu'ici défavo- rables aux populations du Sud. Ils ont été les principaux instruments internationaux d'un mode de déve- loppement centré prioritairement sur les intérêts des pays riches, inévitablement dominants dans l'économie mondiale. Le contrôle que ces derniers exercent au sein du FMI n'en est finalement que l'illustration: 62,7% des droits de vote sont aux mains de 23 pays in- dustrialisés contre 35,2% pour 123 pays du Sud; à eux seuls, les USA auront encore en 1992 une quo- te-part de 18,56% de droits de tira- ges spéciaux, ce qui traduit aussi leur nombre de voix au moment des votes. La manière dont la crise de l'endettement international est gérée par le FMI et la BM est aus-

si révélatrice de ces rapports de pouvoir: dans le difficile rééqui- brage des économies du Sud, les exigences du remboursement des créances du Nord et du commerce des matières premières sont le plus souvent passées avant les droits des populations à se nourrir, à se soi- gner, à se former, à vivre dans des conditions dignes. Et c'est seule- ment sous la pression des révoltes des populations concernées et des critiques de divers bords que des "filets sociaux" (rations alimentai- res, mesures pour les licenciés, programmes de formation) ont été introduits pour adoucir quelque peu les conséquences sociales des mesures d'ajustement globales proposées par le FMI et la BM en échange de leur aide. Mais on est encore loin d'un renversement de tendance qui ferait de la promotion

humaine la priorité absolue, comme le préconise par exemple une autre instance internationale, le program- me des Nations Unies pour le Développement (PNUD). Par ail- leurs, le FMI et la BM se sont bien peu signalés par des mesures concrètes en faveur d'un ajuste- ment des économies du Nord, pourtant jugé de toutes parts comme une des nécessité les plus ur- gentes. Cela dit, dans l'ordre actuel des choses, les pays pauvres peu- vent difficilement se passer de ces organismes: c'est en fait la seule possibilité de médiation internatio- nale qui leur est offerte pour ne pas se faire étrangler par leurs créanciers. Parmi les pays du Sud, il n'y a pratiquement que la Corée du Nord et Cuba qui n'en font pas partie. Nul doute, donc, que le FMI et la BM, bien que fortement criti- quables, sont des instances aujourd'hui déterminantes dans le contexte Nord-Sud. Et c'est bien en raison de ce poids dans l'économie mondiale que les milieux favora- bles à un avenir plus solidaire sont tous d'accord sur un point: il faut que les choses changent.

Une controverse à différents niveaux

L'adhésion de la Suisse au FMI et à la BM suscite des contro- verses à différents niveaux, au sein des "tiers-mondistes". Il y a tout

d'abord un débat sur l'approche critique à promouvoir face à ces institutions. Au-delà de nombreuses variantes on peut distinguer deux démarches: l'une privilégiant une critique constructive permettant de faire évoluer ces institutions du dedans, l'autre mettant au tout premier plan la dénonciation de leurs options de fonds. Par ailleurs, il y a divergence sur la manière dont notre pays doit exercer ses responsabilités. Pour les uns il faut être lucide sur notre position réel- le: en tant que Suisses nous som- mes partie prenante des rapports de force existants dans l'économie mondiale, même si nous les ju- geons négativement; nous sommes coresponsables des problèmes qui se posent à un niveau mondial et le forum multilatéral du FMI est le seul existant pour affronter avec les autres pays du globe les problè- mes dus aux déséquilibres finan- ciers internationaux. Notre pays ne peut pas non plus déceintement continuer à participer indirectement au FMI et à la BM (par des contrats profitant à nos entreprises ou des engagements financiers) sans assumer pleinement les obliga- tions morales et politiques qui en découlent. Pour les autres, l'ou- verture de la Suisse au monde ne sa- rait se traduire par un engagement renforcé vis-à-vis des puissances du Nord qui contrôlent le FMI et la BM; il faut au contraire s'engager résolument en faveur d'un ordre économique entièrement nouveau. A un autre niveau encore, se pose la question des perspectives d'ac- tion à long terme que laissent entrevoir l'adhésion critique d'une part ou le refus suisse au FMI. Sans trop s'illusionner sur le poids que pourrait avoir la pe- Suisse dans le changement des rapports de force actuels au niveau de l'écono- mie mondiale ou au sein des in- stances financières internationales, il s'agit avant tout de savoir comment travailler, dans notre pays, pour renforcer le courant de la so- lidarité. Et c'est à notre avis l'en- jeu central du débat.

Exigences de base pour une adhésion critique

C'est dans cette perspective que diverses conditions avaient été avancées dans les débats aux Chambres fédérales pour évaluer dans quelle mesure les milieux fa- vorables à la justice Nord-Sud auraient des chances de faire enten- dre leur voix dans la politique que la Suisse pourrait défendre au FMI et à la BM. Qu'en est-il des trois principales? Il s'agissait en premier lieu de fonder le travail de la délégation suisse au sein du FMI sur la loi de la coopération au développe-

Récapitulons: quelques moments-clés d'une histoire compliquée

- En 1944, lorsque les Alliés se réunissaient à Bretton Woods (USA) pour tenter de mettre sur pieds un système monétaire plus stable que celui qui était hérité de la grande crise de 1929, la Suisse était absente. Les accords issus de cette rencontre donnant naissance au Fonds Monétaire International (FMI) et à la Banque Mondiale (BM) allaient affirmer la suprématie du capitalisme américain et faire du dollar la nouvelle monnaie internationale. Par ailleurs, l'urgence du moment était la réhabilitation d'une Europe dévastée par la guerre. Nos autorités craignaient alors que les nouvelles institutions monétaires internationales ne déstabilisent le franc suisse -qui était une des monnaies les plus fortes de l'époque- et ne remettent en cause le secret bancaire, notamment à cause des biens allemands déposés chez nous.
- Dans les années '60, marquées par une prospérité économique sans précédent, ces craintes sont dissipées et la Suisse participe de plus en plus active- ment au FMI et à la BM par des crédits et des appels d'offres dont bénéficient nos entreprises. Peu à peu la question de la participation de notre pays aux responsabilités et aux décisions de ces institutions se pose. Leur rôle est aussi de plus en plus déterminant dans la gestion de l'endettement des pays du Sud et de la crise des pays de l'Est, tout en suscitant de nombreuses contestations. Toute la question, pour nous, est de savoir si une adhésion suisse serait profitable ou non à une action pour la justice et la solidarité entre le Nord et le Sud.
- Après une première décision de principe en 1982, le Conseil fédéral déposait officiellement la candidature suisse au FMI et à la BM en juin 1990. Suite à l'entrée en matière des organes de ces institutions financières internationales, le Conseil fédéral publiait en mai 91 son message en faveur de l'adhé- sion. Avec 2 arguments majeurs: l'évolution du contexte politique et économique extérieur (fin de l'antagonisme Est-Ouest) et l'approfondissement des problè- mes de portée internationale (dette, migrations, protection de l'environnement) qui font que le "cas spécial suisse" est aujourd'hui dépassé. Les Chambres se sont prononcées dans le même sens: le Conseil des Etats en juin et le Conseil National en septembre dernier.
- Un référendum contre l'adhésion de la Suisse était lancé le 17 octobre par 80 groupements: des groupes politiques de gauche, des milieux favorables à une solidarité avec le Tiers Monde, des associations féminines, principalement. La Communauté de Travail des oeuvres d'entraide (Swissaid, Action de Carême, Pain Pour le Prochain, Helvetas) a décidé majoritairement de ne pas soutenir le référendum, même si une majorité alémanique de Pain Pour le Prochain s'est provisoirement prononcée pour. Il y a aussi division par exemple au sein de la Déclaration de Berne: les Alémaniques sont pour le référen- dum, les Romands et les Tessinois sont contre. Le même clivage alémaniques/romands-tessinois apparaît encore dans les prises de position de divers partis. La Commission Justice et Paix ne soutient pas non plus le référendum (1). Le délai référendaire échoit le 13 janvier 1992 et la votation populaire pourrait avoir lieu le 24 mai de la même année.
- (1) Des textes accompagnant ces diverses prises de position et le texte du référendum sont disponibles à notre secrétariat.

ment. Celle-ci est en effet considé- rée de toutes parts comme une bonne base de travail puisqu'elle accorde une priorité aux pays et aux populations les plus pauvres. L'article 6 de la loi concernant la participation suisse aux institutions de Bretton Woods proposée initia-

mais elle laisse de fortes marges d'interprétation dans la pratique. Une deuxième condition était que les frais d'adhésion au FMI (envi- ron 86 mio par an pendant 5 ans, soit 0.22% des dépenses annuelles de la Confédération) ne soient pas prélevés sur le budget de la coopé-

aussi, des garanties ont été données pour confier ce rôle à la Commission sur la coopération, déjà existante, en y instituant une sous-commission de 6 personnes dont 3 sont proches des milieux tiers-mondistes (P.-L. Giovanini an- cien secrétaire de la DB, R. Gerster de la Communauté de tra- vail des oeuvres d'entraide et L. Uchtenagen PS/ZH).

Exigences partiellement remplies ou concessions insuffisan- tes? Les avis sont partagés.

Quels défis relever?

Les partisans d'une adhésion critique jugent que c'est une base de travail minimale mais réaliste. La Communauté de travail des oe- ures d'entraide a, par exemple, esquissé les perspectives qu'elle entrevoit, dans un document encore provisoire: en bref, elle propose de travailler à la transparence de la politique suisse au FMI et à la BM, en cas d'adhésion, de s'atta- quer à des cas concrets où il est possible d'avoir une influence conforme à notre loi sur la coopé- ration et de renforcer la pression publique sur le FMI et la BM en faveur de réformes économiques sur le plan mondial. Et cela en lien avec les autres organisations suisses de développement intéressées et avec les partenaires du Sud ou d'autres pays partageant les mêmes priorités, notamment dans le cadre des comités de travail existants entre les ONG et la Banque Mondiale. En faisant également alliance avec certains pays nord- iques qui se sont manifestés par des revendications progressistes en fa- veur de la protection de l'environ- nement et de mesures sociales. Parmi les dispositions concrètes à envisager rapidement elle suggère la mise en place d'un programme d'ajustement structurel en Suisse.

Les référendaires, de leur côté, considèrent que les réseaux d'organisations de base au Sud comme au Nord constituent l'alter-

native la plus crédible, car ce sont les seuls à s'engager résolument pour un ordre économique mondial fondé sur la justice. Ils veulent mettre davantage l'accent sur une action en dehors des instances fi- nancières internationales. Par exem- ple, les principales mesures citées dans le texte du référendum sont les suivantes: mesures contre la fuite des capitaux, engagements en faveur de remises de dettes, pour un commerce plus juste, contre le commerce des armes et des sub- stances dangereuses, réexamen des garanties financières accordées à des projets de développement contestés (GRE), signature des conventions internationales, etc.

Risques à ne pas négliger

Les deux cas de figure sus- citent de nombreux dilemmes. Envisager une adhésion critique, est-ce bien réaliste? Ne court-on pas le risque de simplement cautionner ainsi les options do- minantes du FMI et de s'enfermer dans des compromissions qui trans- formeront radicalement les bonnes volontés initiales? Quelles chances a-t-on de faire évoluer les positions suisses qui ont toujours été conser- vatrices dans les domaines moné- taires et financier?

A l'inverse, est-ce que le référendum ne nous prive pas d'atouts importants pour faire passer nos revendications dans la réalité? D'avoir un pouvoir critique efficace? Ne court-on pas le risque de renforcer les tendances isola- tionnistes en Suisse, d'autant plus facilement que les milieux qui les représentent ont des arguments au- trement plus faciles à digérer par le grand public que ceux des tiers-mondistes?

Comment les tenants de l'une et l'autre option évaluent-ils ces risques et ces défis? Ce sera l'objet principal du débat du 3 décembre prochain. ■

D.F.

Fonds monétaire international (FMI)

Créé en 1944 par 44 pays dans le but de favoriser la stabilité des changes et des relations économiques entre Etats membres par le biais d'une coopération monétaire internationale.

Chaque membre du FMI dispose d'une quote-part fixée notamment en fonction de son revenu national, de ses réserves en or et en devises, ainsi que de l'importance de ses échanges commerciaux internationaux. L'importance de la quote-part se traduit par un nombre de voix plus ou moins important lors des votes du conseil des gouverneurs.

Les ressources du FMI proviennent essentiellement de ses membres (en fonction de leur quote-part). Cependant, le FMI effectue également des emprunts auprès des banques centrales ou dans le cadre des "accords généraux d'emprunts" conclus auprès des pays les plus riches.

Le FMI effectue des avances à ses membres pour faire face à des difficultés de balance des paiements. Toutefois, lorsqu'un membre emprunte davantage que le montant de sa quote-part, il doit négocier avec le Fonds un programme d'ajustement structurel" en vue d'équilibrer le plus rapidement possible sa balance des paiements. Ce sont ces programmes qui font souvent l'objet de critiques car ils ont des implications très contraignantes pour les économies concernées (blocage des prix et des salaires, réduction des dépenses publiques, etc.) avec les conséquences sociales qui en découlent.

Quoique la Suisse ne soit pas (encore) membre du FMI, elle participe cependant:

- 1. Aux "facilités d'ajustement structurel" destinées à soutenir les efforts de réformes macro-économiques des pays les plus pauvres. La Suisse a accordé dans ce cadre un prêt sans intérêt sur dix ans de 400 millions de francs.
- 2. Aux "accords généraux d'emprunt", par le biais desquels elle tient à disposition du FMI une garantie de crédit de 1,9 milliard de francs (6% du total des participations).

Banque mondiale (BM)

Créée en 1944 en même temps que le FMI, son but était initialement de dégager les moyens nécessaires à la reconstruction des économies détruites par la deuxième guerre mondiale. Actuellement, elle vise essentiellement à développer les moyens de production et les ressources des pays en voie de développement. Pour être membre de la BM, il faut être membre du FMI. Le système de participation est identique à celui du FMI.

Les ressources de la BM sont constituées, d'une part par les souscriptions des Etats membres, et d'autre part, par les fonds obtenus à travers les émissions d'obligations sur les marchés financiers internationaux, notamment américain, japonais et suisse.

La BM accorde des prêts à ses membres, à des conditions proches de celles du marché, pour le financement de projets de développement conformes aux objectifs de la banque. Relevons qu'en 1960 fut créée une filiale de la BM, l'Association internationale de développement (IDA), qui accorde des prêts à très long terme, quasiment sans intérêts. La Suisse ne fait pas (encore) partie de la BM. Elle a cependant participé à plusieurs reconstitutions des ressources de l'IDA, notamment à l'aide d'un prêt non lié de 380 millions de francs dans le cadre de la 9e reconstitution de capital. Par ailleurs, la Suisse est membre fondateur d'une autre filiale de la BM, l'Agence multilatérale des risques à l'investissement (AMGI), qui assure les risques politiques non commerciaux pour les investissements directs dans les pays en voie de développement qui ne sont pas couverts par les assurances habituelles des risques à l'exportation.

D.Bi. D'après "Partenaire du monde, la coopération multilatérale suisse au développement", Justice & Paix, 1991 (Fr.12.- à la COTMEC).

à vos agendas

- Jeudi 19 décembre, 18h30
Lausanne, Pl. St-François
Marche aux flambeaux POUR
LE RETABLISSEMENT DE LA
DEMOCRATIE EN HAÏTI.
A l'occasion du premier
anniversaire de l'élection du
Pdt ARISTIDE.
Dès 19h30, collation à la
Maison du peuple
(Pl. Chauderon, Salle 4)
A 20h15, Conférence, avec
L. Beaulieu, journaliste à Paris,
E. Charles, ambassadeur
d'Haïti à Paris.

- Jeudi 19 décembre, 12-13h00
à GE: 1, Chantepoulet
à NE: Fontaine de Justice,
Manifestation pour les
ENFANTS DISPARUS.
Cela fait bientôt dix ans que
ces manifestations ont lieu pour
protester avec insistance contre
les disparitions forcées, à
l'exemple des actions qu'ont
lancées les mères et grand-
mères de la place de mai, en
Argentine. 30 organisations
genevoises en étaient, à
l'origine, dont les Commissions
Tiers-Monde. Seul un petit
nombre de personnes s'est
mobilisé inlassablement.
Chapeau!
En février prochain, les
Nations-Unies devraient se
prononcer sur un projet de
DECLARATION DE
PROTECTION DE TOUTES
LES PERSONNES CONTRE
LES DISPARITIONS FORCES
OU INVOLONTAIRES.
Un instrument pas aussi
contraignant qu'on le
souhaiterait, mais c'est déjà
une victoire.
Retenez déjà les dates du
- 30 janvier 1992 pour la der
des manifs pour les disparus et
- 13 février 1992 pour une
grande mobilisation afin de
remettre les 50000 signatures
récoltées en faveur de la
Déclaration sus-mentionnée.
Plus de détails viendront en
janvier.

- 17 mars 1992, à Genève
nous aurons le plaisir
d'accueillir ADOLFO PEREZ
ESQUIVEL, Prix Nobel de la
paix, dans le cadre de la
campagne de carême. Retenez
la date absolument! Nous
avons décidé d'en faire un
grand événement. PARLEZ-EN
AUTOUR DE VOUS!

UN TOUT GRAND MERCI
A CEUX QUI ONT FAIT
USAGE DE LEUR BULLETIN
DE VERSEMENT ET A CEUX
QUI LE FERONT ENCORE
PAR LE CCP 12-21551-1.

Asie théologie de la libération au féminin

**"La théologie féministe
n'est pas simplement le
compartiment des femmes
dans le train conduit par
les hommes" s'exclamait
un jour Gabriele Dietrich
(Inde), une des pionnières
en la matière. Sait-on
qu'en Asie, tout un
courant de la théologie de
la libération est essentiel-
lement animé par des
mouvements de femmes?
Petit survol éloquent.**

Que ce soit au travers de prises
de positions d'Eglises locales,
d'affirmations de théologien-
nes ou de théologiens ou de la décla-
ration de l'assemblée des évêques
d'Asie, il y a dans l'Eglise de ce
continent une volonté affirmée de
se positionner clairement aux
côtés des pauvres. C'est là une
condition importante pour la
promotion d'un mouvement théo-
logique de femmes qui parle en
faveur d'une catégorie les plus
opprimées parmi les opprimés.
Les femmes se reconnaissent dans
une Eglise qui vit dans la pauvreté
évangélique et dans laquelle les
pauvres, égaux aux autres en
dignité chrétienne, sont non seule-
ment évangélisés mais évangélisa-
teurs. Une Eglise en marche
dans la voie tracée par
Jean-Baptiste, Jésus et même
Gandhi qui ont choisi la pauvreté
pour parler avec autorité à tel
point que ceux qui perdaient l'au-
torité perdaient leur pouvoir
devant eux. C'est fortes de cet
enracinement, que ces femmes,
des théologien-nes au départ, rejettent
l'exclusion dont elles font
l'objet dans la vie de l'Eglise.

Inculturation

Si le dénominateur commun du
Tiers-Monde est son accablante
pauvreté, le trait différentiel de
l'Asie est sa religiosité à
plusieurs faces. Les chrétiens
asiatiques sont une minorité dans
leurs cultures (à l'exception des
Philippines). La question de la
relation de la chrétienté avec la
culture asiatique implique néces-
sairement les religions asiatiques.
La théologie féministe d'Asie tente
donc de s'approprier consciem-
ment des éléments de la religion
indigène et de la culture de leurs
sociétés. Elles en explorent les
éléments qui peuvent être libéra-
teurs pour les femmes, elles
mettent en question les aspects
exclusivistes et patriarcaux et
portent le même regard critique

théologie

sur la religion chrétienne.
Exemple: la théologienne
coréenne Hyun Kyung a mis en
évidence combien la tradition
chamanique avait été portée, dans
sa culture, par les femmes, et,
bien que protestante, elle a
développé toute une réflexion sur
le rôle-clé du personnage de
Marie dans les récits bibliques
pour tenter de démarginaliser le
statut des femmes aussi bien dans
la société que dans l'Eglise. Les
femmes trouvent alors une voie
libératrice qui s'invente à partir
d'une réflexion sur les modèles
multiples de division, masculine
et féminine, riches et pauvres,
chrétiens et non chrétiens.

Des actes

Le premier pas dans ce
développement et sa
reconnaissance officielle a été la
création d'un "Bureau des
femmes" de la Conférence
chrétienne d'Asie, en 1980. Un
second pas important fut la
"Commission des femmes" de
l'Association oecuménique des
théologien-nes et théologiens du
Tiers Monde. Les femmes
asiatiques sont maintenant en
train de travailler à une
conférence destinée à développer
une articulation des théologies
féministes asiatiques en dialogue
avec la théologie féministe
occidentale. ■

R.P.

Source: Espérance des pauvres
No 316 / 1991
➤ disponible à notre secrétariat.

JAB
1231 Conches
Changement d'adresse
16, bd du Pont-d'Arve
1205 Genève

cotmec

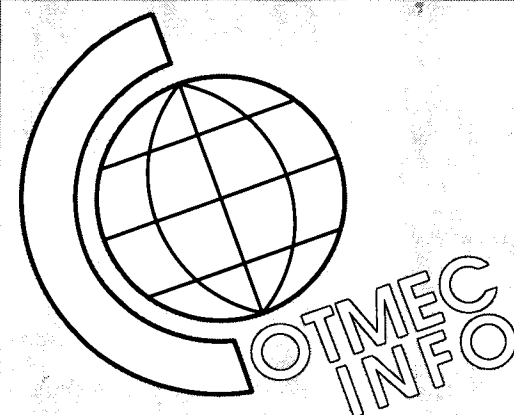


Commission Tiers Monde de
l'Eglise catholique à Genève
16, bd du Pont d'Arve
- 1205 Genève -
Tél.: (022) 29.26.81
CCP 12-21551-1

Mensuel
Abonnement: Fr. 12.- / an
Rédacteur responsable:
Dominique Froidevaux
Ont collaboré à ce numéro:
M. Costermans, R. Pasquier,
G. Musy, J.-C. Roulin,
D. Froidevaux.

Sommaire du n° 140

- 1 Billet: signes des temps
- 1 FMI: maintenir le
cap critique
- 2 Zaïre: peuple en danger
- 2-3 Burundi: à la rencontre de
témoins
- 4 Asie: théologie au féminin
- 4 Agenda



Mini-dossier, p.2-3
Burundi:
Livre-témoignage

commission tiers monde
de l'église catholique

N° 140 / Mensuel / Décembre 1991

Signes des temps!

"Peuple qui habite Jérusalem, jamais plus tu ne pleureras...; le Liban se changera en verger...; ce sera la fin des tyrans...; le loup habitera avec l'agneau...sur le trou de la vipère, l'enfant étendra la main...; on ne se lèvera plus nation contre nation, on ne s'entraînera plus pour la guerre..." Ces quelques prophéties messianiques glanées chez Isaïe en disent long sur le Royaume que doit inaugurer l'Emmanuel! Il paraît que cela fait bientôt 2000 ans que l'on fête la venue de ce Sauveur. On croit rêver en lisant les textes prophétiques qui nous préparent à Noël et les journaux qui nous présentent l'actualité.

Le roi attendu aurait-il oublié les habitants de Vukovar en Yougoslavie, ou les Kurdes d'Irak, ou encore ces milliers de réfugiés qui meurent de faim en Afrique? Que dire de ce Royaume à cet homme torturé en Amérique latine, à cette femme qui pleure son fils assassiné à Jérusalem, ou à ce jeune enfermé dans la drogue? Mais qui est donc ce Messie que l'on fête en si grandes pompes? Etait-ce bien lui que l'on attendait?

Jean le Baptiste, condamné à mort au fond de son cachot, se posait les mêmes questions; il envoyait quelqu'un demander à Jésus: "Es-tu celui qui vient, ou devons-nous en attendre un autre?" Celui-ci lui fera répondre: "les aveugles retrouvent la vue, les boiteux marchent droit, les lépreux sont purifiés et les sourds entendent, les morts ressuscitent, la bonne nouvelle est annoncée aux pauvres...(cf. Luc 7,18-23). Dialogue laconique qui semble dérisoire face aux souffrances de l'humanité. Pourtant il s'agit bien là du Royaume instauré par le Christ.

aucun moment Jésus n'a prétendu changer le monde, notre condition humaine d'un coup de baguette magique. Il est trop respectueux de notre liberté pour nous imposer un monde idyllique sans rapport avec ce que nous vivons. Jamais il ne nous a proposé de fuir notre condition. Bien au contraire, il l'aime au point d'avoir voulu la connaître, d'être devenu l'un des nôtres sans tricher. Mais il nous invite à jeter un regard neuf sur la création, à la restaurer avec lui. Nous avons besoin de lui comme il a voulu avoir besoin de nous pour construire un monde nouveau.

Nous sommes ces aveugles, ces sourds et ces muets qu'il guérit afin que nous découvrions sa présence au coeur de nos vies, afin que nous annonçons une espérance folle là où tout semble perdu. Il vient nous apprendre à déceler les signes de son Royaume au coeur de nos misères. Ainsi ces milliers d'enfants à Rio de Janeiro qui sont capables de se rassembler, de manifester pour crier au monde leur désir de vivre, leur révolte face aux assassinats dont ils sont victimes. Ainsi ces enfants palestiniens qui abandonnent leurs pierres pour défilier avec des rameaux d'oliviers à la main au milieu de militaires qui se sentent soudain ridicules avec leurs armes.

De nombreux signes d'espérance émaillent ainsi la nuit de nos souffrances. N'ayons pas peur de nous y accrocher, comme les mages qui suivaient l'étoile pour enfin s'émerveiller devant cet enfant né dans l'anonymat le plus total. ■

J.-C.R.

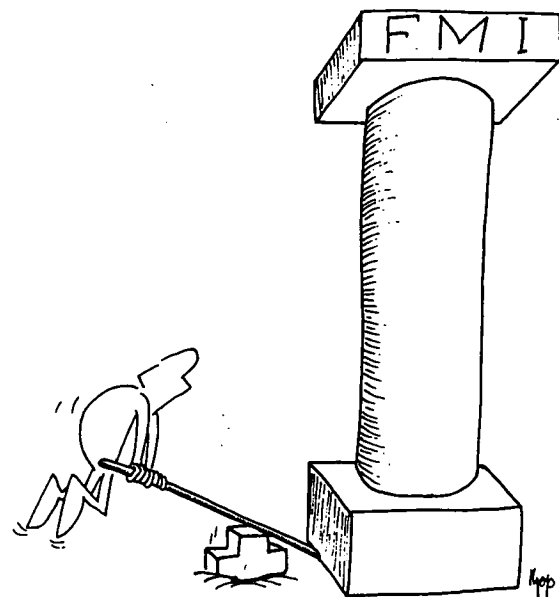
FMI: Cap critique à maintenir

Le 3 décembre dernier avait lieu le débat organisé par la COTMEC sur l'adhésion de la Suisse au Fonds monétaire international (FMI) et à la Banque Mondiale (BM). Une réflexion ouverte, difficile à clore. Non parce que nous serions tentés par une position mi-figue, mi-raisin. Mais parce que les enjeux sont bien plus profonds que la simple question qui sera soumise à votation populaire si le référendum aboutit.

Tous les arguments critiques à l'égard de ces organisations financières internationales doivent être pris en compte avec sérieux. Leurs responsabilités dans l'appauvrissement du Sud doivent être rigoureusement dénoncées, au nom même de toutes celles et ceux qui en subissent les conséquences et crient justice. Du côté des communautés chrétiennes du Sud et de leur représentants, cette exigence nous a été sans cesse rappelée.

Malgré cela, nous n'avons pas manifesté d'empressement pour recueillir des signatures en faveur du référendum refusant une entrée de la Suisse au FMI et à la BM. Nous avons simplement fourni les documents à ceux qui nous en ont fait la demande. C'est que, dès le départ, cette démarche référendaire a suscité un malaise au sein de notre commission. Un malaise qui ne s'est pas dissipé

suite, page 2 ➤



Un enregistrement et un compte-rendu détaillé (par M. Grandjean, / Courrier de GE) de notre débat sur le FMI sont disponibles à notre secrétariat.

► suite de la page 1

après le débat public et contradictoire que nous avons organisé au début de ce mois.

Nous ne sommes en effet pas convaincus que promouvoir le non à l'adhésion soit une manière non équivoque de renforcer, en Suisse, le courant de la solidarité. Les risques de récupération par les milieux isolationnistes ont déjà été suffisamment évoqués pour qu'il ne soit pas nécessaire de trop insister là-dessus. A cause de cela, nous pensons que le débat - que nous jugeons nécessaire - sur la place de notre pays dans les rapports Nord-Sud pourrait se voir court-circuiter après une votation dont les résultats finaux seront difficiles à interpréter. Or tout le monde est conscient que, si une vaste campagne de conscientisation à ce propos doit se poursuivre, ce sera un travail long et patient qui prendra encore, malheureusement, beaucoup de temps.

Autre argument qui nous paraît déterminant: l'exigence de lucidité sur notre propre situation. Même si nous contestons les implications de notre pays dans les déséquilibres de l'ordre économique dominant sur le plan mondial ou les engagements déjà existants de la Suisse dans les institutions de Bretton Woods, ceux-ci sont bien réels. Il nous semble essentiel de pouvoir interpeller nos autorités sur leurs responsabilités politiques en la matière en faisant valoir tous nos arguments critiques dans un débat à l'échelle nationale, en solidarité avec les réseaux qui protestent contre l'action du FMI et de la BM dans les pays du Sud.

Avaliser l'adhésion de notre pays au FMI et à la BM telle qu'elle a été acceptée par les chambres fédérales ne signifie, pour nous, en aucun cas, adhérer aux options de fond de ces institutions financières. Cela revient simplement à laisser s'officialiser une position de fait à partir de laquelle les nos responsabilités sont clarifiées. Cela doit être l'occasion d'un travail critique efficace tout à fait compatible avec les alternatives que proposent par ailleurs les milieux soutenant le référendum. L'essentiel sera de poser des actes concrets dans ce sens. Nous nous engageons à y contribuer. ■

D.F.
Pour la COTMEC

Zaire, Peuple en danger

Emeutes, pillages: le tissu économique du Zaïre est aujourd'hui détruit dans des proportions difficiles à évaluer. Désagrégation du commerce, des transports, désorganisation du système scolaire et du système de santé, censure de l'information: le pays est gravement paralysé. Le tout sur fond de crise socio-politique sans précédent. Le peuple zaïrois est en danger.

Et pourtant... Quelques échos qui donnent à penser que ce peuple a aussi des ressorts cachés.

- "L'opposition est divisée, mal organisée, gangrenée par la corruption, manipulée, OK, nous disait récemment un ami revenant de là-bas. Mais elle a su malgré tout dégager un leader en la personne d'Etienne Tshisekedi. Et surtout, elle a su jouer assez serré en évitant à tout prix une guerre civile, en ne jetant jamais de l'huile sur le feu. En dépit de tous les reproches qu'on peut lui faire, c'est là un indice d'une certaine maturité politique. Les Eglises ont aussi joué un rôle de dénonciation et de médiation, tentant de renforcer le sens du bien commun auprès d'une classe politique qui n'y est pas habituée".

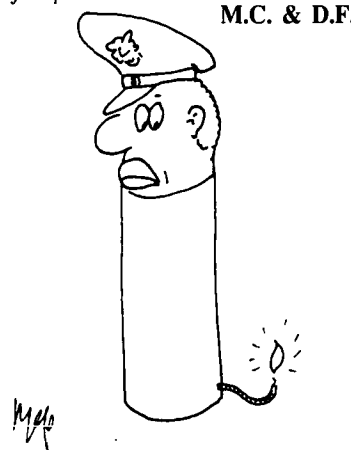
- Les TV occidentales ont pu montrer des images éloquentes des pillages. Mais qui a relevé que l'on ne s'est pratiquement pas attaqué aux personnes? Et combien de faits montrant le peuple zaïrois sous un autre jour sont passés inaperçus? Par exemple, à Likasi, ces femmes commerçantes qui, au marché, ont radicalement refusé de vendre ce qu'elles estimaient être le fruit du vol. Ou à Lubumbashi, dans le chaos et l'état de décrépitude après les razzias, ces manifestants pacifiques qui ont envahi les rues armés... de balais. Non pas seulement pour jouer aux éboueurs -ce qui était nécessaire - mais pour signifier haut et fort que le pays a besoin d'un grand nettoyage. Et pour ceux qui auraient besoin de clefs de lecture plus explicites, la commission Justice et Paix locale et l'archevêque, Mgr Songasonga ont mis les points sur les i: tous les pillages sont condamnables et au premier chef ceux qui sont perpétrés par les plus hautes autorités de l'Etat depuis deux décennies. Mgr Songasonga les invite à s'inspirer de Zachée, le percepteur corrompu (Lc 19, 1-10), en restituant les biens volés.

- A-t-on mis en évidence aussi la formidable capacité d'entraide de ce pays? Des organisations non gouvernementales, associations ou mouvements d'églises, des particuliers, des familles qui ne font pas de bruit politique mais se sont montrés étonnamment efficaces pour pallier à la désorganisation et aux dévastations généralisées. A Mahagi, nord-est du pays, où le comité de développement du diocèse est très actif, on nous écrit: "on reconstruit, on crée de nouveaux réseaux de production". De Kinshasa on nous dit: "c'est ensemble, face à l'adversité qu'on avance (...) ce qui nourrit l'espérance, ici, c'est cette volonté farouche de reprendre les activités le plus vite possible".

- On a fait grand cas, en Europe, des coopérants qui ont fui le pays. Sait-on que derrière chacun il y avait plusieurs personnes qui ont perdu leur travail et qui elles-mêmes en faisaient vivre d'autres? Qu'a-t-on dit de ces 3000 volontaires, religieuses, pasteurs, prêtres étrangers qui sont restés? L'une d'elles, volontaire depuis 34 ans, écrit: "Depuis hier les ambassades nous invitent une dernière fois au départ. Il faut se décider d'ici mardi... pour moi, j'ai tranché, je reste, c'est dans la suite logique de ce que je vis ici depuis toutes ces années. C'est vrai que l'avenir est sombre, mais notre quotidien est traversé par des signes d'espérance. En ce mois d'octobre c'est la saison des orages et le clair-obscur reflète bien notre situation..."

- En Suisse, suite aux nombreux appels qui transitent par le Conseil Oecuménique des Eglises, un groupe de travail sur le Zaïre s'est mis sur pieds pour organiser un secours humanitaire d'urgence. Le secrétariat de l'Entraide Protestante (EPER), à Lausanne en assurera la coordination. Mais, du Zaïre, nous viennent aussi des appels pour un autre soutien: "Notre espoir est que vous preniez vos responsabilités, au Nord, et que vous lâchiez Mobutu une bonne fois pour toutes!" ■

M.C. & D.F.



Burundi

L'Afrique nous interroge. Economies en péril, crise des anciens systèmes, mouvements de démocratisation sur fond de rivalités ethniques, rôles complexes des pouvoirs: états, armées, églises... Comment entrer dans la compréhension de ces dynamiques complexes? C'est grâce à la rencontre d'acteurs concernés que cette actualité peut prendre un visage et que l'on peut tenter de rejoindre l'autre, plus conscients que jamais que nous partageons la même humanité. Gros plan sur un livre-témoignage:

"Burundi, le non-dit", de Déo Hakizimana (Ed. Remesh, 1991).

16 septembre 1988. Regardant ceux qui viennent de le tuer, malgré ses souffrances, Déo raconte qu'il fut pris d'un rire intérieur: "une fois accompli leur forfait, ils ne savent jamais se rendre compte qu'ils forment, peut-être, un militant engagé pour la vie et la mort. (...) mon goût pour le combat en faveur des Droits de l'homme n'a jamais été aussi fort avant ce vendredi là!" (p. 128). Réfugié politique en Suisse depuis 1989, Déo n'a eu de cesse de concrétiser ce rêve. Journaliste, persuadé que l'info est une arme non-violente capable de maintenir une pression renversante face à un pouvoir fondé sur le mensonge et le non-dit, il se lance à corps perdu dans la tâche. Frappant à la porte de toutes les rédactions possibles, de reporters sans frontières, des organisations internationales, suscitant ou participant à des séminaires sur son pays pour dénoncer et poser des défis, il a toujours en mains le filon, le scoop, le papier qui devrait faire fureur et enfin alerter le monde sur la tragédie que vit son pays... Mais le Burundi ne fait pas recette. Les noms de Ntega-Marangara ne resteront pas gravés dans les mémoires comme Tiananmen ou Vukovar. Et pourtant, les massacres qui ont ravagés ces collines en 88, tout comme ceux qui les ont précédés, blessent encore les coeurs et les esprits de tous les Burundi. Pour Déo, tant qu'on ne crèvera pas l'abcès en dénonçant les responsabilités et en changeant le système qui a rendu cela possible, le peuple du Burundi est en danger. Or, vu d'ici, le Burundi est bien trop petit pour faire la une. Le régime actuel du pdt Buyoya est considéré comme modéré, affirmant poursuivre sa propre voie vers la démocratie dans un esprit de réconciliation nationale. Les autorités de l'Eglise locale sont

à la rencontre de témoins

dans leurs petits souliers, hantées quelles sont par les souvenirs des persécutions sous les gouvernements précédents et avouant jouir maintenant d'une liberté d'action qu'elles n'avaient jamais connue. On sait justement ce régime fragile, toujours sous la menace de clans ultras, notamment au sein de l'armée. En Europe on se déclare souvent dépassé par la complexité de la situation régionale et l'on a peur des tensions inter-ethniques. Alors on en parle peu. Qu'à cela ne tienne, avec une petite équipe, Déo crée un nouveau mensuel. Son nom: "Remesha", ce qui signifie en kirundi "entretiens l'espoir". Son credo: la liberté d'expression et d'opinion affirmée par l'art. 19 de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme. Avec un style frisant

cesse la satire, ce mensuel, qui en est à son 4e N°, traque la magouille sous chape de décision ou opération du pouvoir, dénonce les personnalités impliquées dans celles-ci, et offre une plate-forme d'expression à certains milieux de l'opposition. On pourra lui reprocher de donner peu de signes d'espérance explicites. Déo réplique que, justement, l'espérance se dissolvait dans des compromis trompeurs. Et ce ton est la meilleure antidote contre la langue de bois pratiquée par la presse surveillée de son pays. Déo se retrouve ainsi au centre nerveux de tout un réseau d'information de la diaspora burundaise en Europe. L'envie de publier son témoignage - une vieille idée - le reprend. Tous les éditeurs contactés font grise mine: intéressant, mais trop particulier, ça ne se vendra pas. Mais Déo devient éditeur, Remesha publiera aussi des livres... C'est chose faite avec "Le non-dit".

Ce livre, bien que richement documenté, ne fera peut-être pas l'unanimité quant à la lecture de l'histoire qu'il propose, tant les faits qu'il aborde sont entachés de zones d'ombres, largement entretenues par les pesants secrets officiels. Il pose des questions. Gageons qu'il suscitera des débats passionnés. Pour bien comprendre le contexte dont il parle, il faudrait certainement pouvoir rendre justice à d'autres femmes ou hommes qui pensent différemment ou qui vivent une autre réalité. Mais tous ne pourront que signifier leur respect pour le témoignage de Déo dont on s'accorde à remarquer la grande sincérité. Nous avons demandé à Guy Musy, dominicain, qui connaît bien le Rwanda et le Burundi, de nous présenter ce livre. ■

D.F.

► Livre disponible à la COTMEC

L'homme qui ne voulait pas mourir en silence

Cette sentence pourrait figurer en exergue au livre de Deo: "Le contemporain écoute plus volontiers le témoin que les maîtres et, s'il écoute les maîtres, c'est parce qu'ils sont témoins". J'ai lu le livre de Deo comme un "témoignage", justement, dont la portée dépasse les aléas et les méandres du conflit hutu-tutsi au Burundi. Comme des milliers et des millions d'autres de par le monde, Deo a survécu au Goulag de la mort. De la double mort: celle consécutive à la torture et celle du silence et de l'oubli. En ce sens, ce livre échappe à l'histoire et à la politique locale pour devenir un classique en "humanité".

Une vieille blessure au coeur de cette tragédie: le mépris ressenti sous prétexte d'appartenance à un groupe d'humains jugés assez bons pour servir d'instruments de travail ou d'informateurs, mais qui ne seront jamais des partenaires égaux dont "on peut courtiser les idées" (p.67). La rage au coeur, Deo n'acceptera pas cette discrimination fatale. "J'ai ressenti régulièrement une révolte intérieure profonde en face de cette conception erronée des rapports" (p.67). Et, pour la dénoncer, il multiplie à travers sa vie profes-



sionnelle et relationnelle les preuves de ses capacités. Mal lui en pris. Pour avoir trop relevé la tête, il risqua de la perdre une première fois. Une première évasion lui permit de la sauver. A la faveur du coup d'Etat, il revint au pays plus décidé que jamais à combattre "l'ordre établi par des siècles d'aliénation" (p.69). Un combat qui visait d'abord un système plutôt que les membres

d'une ethnie. Puis vinrent les "événements" de Marangara en août 1988. Avec une trentaine de camarades, Deo appose sa signature à une lettre ouverte réclamant la fin des massacres, la vérité sur les faits et l'instauration d'un régime qui ferait justice à tous.

Pourchassé et recherché comme subversif, Deo prend alors "une décision incroyable" (p.104). "Poussé par une force surnaturelle", il décide de se présenter à la Sureté en toute liberté, ne serait-ce que pour éviter à sa famille des représailles. Il ne cherche pas à se disculper. Il endosse publiquement la responsabilité d'avoir pris part à la rédaction de la lettre. "Je persiste et signe. Je suis dans vos mains. Faites ce que vous voulez. L'histoire jugera" (p.109).

D'abord décontenancés par ce courage inattendu, les policiers ont vite fait de le ligoter. Le recours à la prière permet à Deo de se fortifier. "J'avais en ce moment la chance d'avoir dans ma poche un chapelet" (p.112). Il avait appris une sagesse évangélique: "si tu manques de soutien et de courage, demande-le à Dieu" (p.112). Son entrée en prison ne passa pas inaperçue. Par ses cris et ses lamentations, il informa la population carcérale de Mpimba des motifs de son arrestation. "Je me créais du même coup un rempart de protection. A partir du moment où ils sont dénoncés, les

policiers ne sont plus que des "tigrés de papiers".

"Je ne mourrai pas en silence, me suis-je dit" (p.114).

Les longues et insoutenables séances de torture n'ont fait que raffermir sa conviction que le bourreau finit toujours par plier devant sa victime. Au secours de la victime: la voix des "sans voix", mais aussi celle des organisations humanitaires, des amitiés internationales.

les, le soutien de son épouse... La libération ne fit qu'ouvrir la porte d'un nouvel exil. A Genève, où il réside, il arrive qu'un de ses enfants confonde le Salève avec quelque colline dominant le Tanganyika. Deo ne se prélassa pas sur les bords du lac comme feu son roi Mwambutsa. Il ne machina pas non plus des revanches sanglantes. Pas question de "remplacer une barbarie

Actualité brûlante

Actuellement, l'Afrique constitue un véritable "trou noir" pour les agences de presse. Ainsi, lorsqu'au Burundi il est question de nouvelles violences prenant une ampleur inquiétante et que la peur s'installe à nouveau, les nouvelles parviennent ici au compte-gouttes. Version officielle: des "terroristes" du Palipehutu (parti pour la libération du peuple hutu), accusé de prôner la violence inter-ethnique, ont lancé ces derniers mois des attaques éclair contre divers objectifs stratégiques dans la capitale et au Nord du pays. L'armée a riposté. On aurait tiré dans tous les sens à l'arme lourde. Dans les milieux de l'opposition, on demande à qui pourrait bien servir ce genre d'actions armées. On souligne aussi que c'est l'occasion d'une campagne de répression de tous ceux qui sont suspectés de sympathie avec le Palipehutu. Le nombre de tués ou de disparus est difficile à évaluer. Des réfugiés affluent au Rwanda, la peur au ventre... C'est que, s'il y a débordements, affrontements, quels qu'en soient les origines, personne ne croit en l'impartialité de l'armée pour rétablir la paix. Elle est en effet nettement dominée par l'ethnie minoritaire des Tutsi et a déjà été impliquée dans des massacres dont le déroulement précis et les responsabilités n'ont toujours pas été mis officiellement en lumière (cf. COTMEC-info Nos 125 et 127). Le tout se déroule sur fond de tensions entre le Burundi et le Rwanda qui s'accusent mutuellement de tentatives de déstabilisation et mobilisent aux frontières. ■ D.F.

par une autre" (p.188). Mieux, "ceux qui ont...tué, pillé... devraient apprendre que le pardon existe encore" (p.188). Un pardon qui ne signifie pas oublier, silence, réconciliation fictive et fugace. Mais exigence de vérité et de changement social.

Gageons qu'il lui arrive aussi de croiser sur les quais du Rhône d'autres réfugiés venus du pays du Nord et qu'un courant contrarie a jetés sur les mêmes rivages. Peut-être les rencontre-t-il aussi sous les voûtes de Notre-Dame, place des XXII Cantons (p.156), rêvant au pays bien-aimé et priant pour ceux et celles qu'il a fallu laisser.

Alors content Deo? Il affirme n'avoir pas souffert pour rien. Il n'a pas été victime d'un simple soupçon. Il n'a pas été incarcéré "sur la base de rien". En rédigeant et en signant la "lettre ouverte" du 22 août 1988, il a accompli un acte "réel" que l'histoire nationale retiendra un jour (p.127). Sur ce point, affirme-t-il avec un sentiment de fierté mal contenue, "mon ambition est satisfaite" (p.127). Fierté que partageront avec lui des frères et des sœurs encore humiliés. ■

G.M.